

Le mouvement de la paix et les conséquences de la guerre du golfe

POUR UN FRONT MONDIAL CONTRE L'IMPERIALISME AMERICAIN FAUTEUR DE GUERRE

La manifestation du CNAPD du 24 mars était organisée en vue de condamner l'agression des Etats-Unis contre l'Irak. Aujourd'hui nous entérinons l'écrasement militaire de l'Irak. Mais les vainqueurs d'aujourd'hui n'ont fait que préparer de nouvelles tempêtes sociales. La paix est loin car aucune des revendications des peuples du Moyen-Orient n'est rencontrée.

L'émir du Koweït rentré au pays exige le nettoyage et élimine physiquement toute l'opposition démocratique et opprime et massacre les Palestiniens vivant sur son sol. Il se présente ensuite comme un gouvernement démocratique et pacifique. L'Arabie Saoudite et la kyrielle de petits émirats liquident depuis longtemps toutes les oppositions. La Syrie exprime sa paix en contrôlant une grande partie du Liban. L'Irak subit une guerre civile alimentée généreusement par les pays voisins et les USA, voisins qui aimeraient chacun s'emparer d'un morceau de l'Irak. Israël considère la zizanie entre les états arabes, bonne pour Sa paix dans les territoires occupés.

De quelle paix parle-t-on: de la pax americana, celle des émirs ou... celle des peuples opprimés, celle des peuples maintenus dans leur misère, celle du non partage aux sein des émirats de la richesse nationale?

Croire qu'il est possible de démocratiser le Moyen-Orient en oubliant l'omniprésence des USA est une illusion. Les USA ont relayé depuis longtemps la Grande-Bretagne dans la défense de l'iniquité au Moyen-Orient, (rappelons simplement le renversement et l'assassinat du premier ministre Mossadegh en Iran). Ces mêmes USA défendent leurs intérêts par leurs hommes à tout faire, les émirs. Pour changer la nature de ces régimes, il faut chasser le suzerain de la région. Les USA sont présents sur une grande partie de la planète (et même en Belgique), pour tenter de contrôler, piller les matières premières, la production agricole, la production industrielle, le marché, la culture (la Belgique est encore obligée, pour respecter le plan Marshall, de diffuser un grand nombre de films "made in USA", etc.). Alors, comment dire aux peuples du Moyen-Orient de chasser les USA, sans critiquer nos gouvernants qui présentent leur allégeance au président Bush?

Pour chasser les USA du Moyen-Orient, il faut les chasser partout où ils se trouvent. La meilleure forme de solidarité que nous pouvons donner aux peuples opprimés, c'est supprimer le principal fauteur de guerre.

La guerre sert toujours en dernier ressort à imposer les intérêts économiques et politiques du plus puissant, à piller, mettre en esclavage les peuples, assurer sa prédominance économique, même si l'on se drape dans les oripeaux des droits de l'homme.

L'odeur nauséabonde du pétrole a détourné les visées réelles de ce conflit. S'il est vrai que Saddam Hussein ait voulu résoudre la crise économique et politique de l'Irak en absorbant le Koweït, les USA sont intervenus pour retrouver leur prédominance dans la région, perdue depuis la révolution iranienne. Par ce conflit, les USA ont pu tester la fidélité des états vassaux, mesurer les forces mondiales opposées à son hégémonie, expérimenter ses nouvelles armes (très efficaces: on estime qu'il y a plus de 200.000 morts irakiens pour moins de 50 morts américains). Les USA obligent leurs protégés à placer leur capitaux chez eux, ce qui fait remonter le dollar, en conséquence les capitaux prévus pour la RFA (et ex-RDA) ont fondu comme neige et la crise s'installe en profondeur.

L'apparente faiblesse de l'URSS et de la Chine pourrait donner envie à un secteur du pouvoir américain de réaliser le vieux rêve de les anéantir. Le danger est plus réel que jamais.

La guerre d'Espagne a préfiguré la deuxième guerre mondiale en restituant les rapports de forces mondiales; les USA pourront perdre la troisième guerre mondiale comme l'Allemagne la deuxième guerre mondiale.

La Belgique est toujours le quartier général de l'OTAN. En cas de conflit avec l'URSS, nous serons inévitablement impliqués et nous risquons un anéantissement chirurgical. L'OTAN a été engagée directement dans cette guerre, à l'encontre de ses statuts, en bombardant l'Irak à partir de la Turquie, l'Italie, la Grande-Bretagne, la France. La Turquie a annexé les deux tiers de Chypre par une invasion militaire, elle ne peut adhérer à la CEE par manque de démocratie et pour non respect des droits de l'homme, notamment par le massacre du peuple kurde (fin mars dernier

suite page 7

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVème Internationale Posadiste

Correspondance: "Lutte Ouvrière", rue des Cultivateurs, 62
1040 Bruxelles-CCP 000.0976234-26 de POLET
☎ 02/732.21.95

27^{ème} ANNEE

Avril 1991

N° 386

20 Francs

LE "PROJET SOCIALISTE" ET LA GUERRE DU GOLFE

EDITORIAL

La guerre contre l'Irak a provoqué l'ajournement de la conférence du PS consacrée au "projet socialiste" pour la société belge et européenne. Maintenant la parenthèse est fermée. La discussion dite idéologique peut-elle reprendre comme si rien ne s'était passé ?

La question qui se pose surtout c'est que le PS a abandonné, face au déferlement de la guerre, toute prise de position idéologique et concrète, indépendante et socialiste. Il s'est soumis au diktat de l'impérialisme américain et des intérêts capitalistes, tout comme la plupart des partis socialistes d'Europe d'ailleurs. L'Internationale Socialiste a même ajourné tous ses travaux et accessé de se réunir, alors que la guerre était l'épreuve face à laquelle il fallait faire face. Seul le SPD allemand a eu le courage de se prononcer à contre-courant et a donc été sensible à l'énorme opposition de la population à cette sale guerre.

Par contre, en Belgique, on a même vu des camarades de la gauche socialiste, comme Glinne, saluer le monument de Montgomery et cotoyer les dirigeants politiques les plus réactionnaires dans un acte commun d'allégeance aux USA. Et ce sont les Jeunesses socialistes et quelques rares dirigeants régionaux du PS et du SP qui ont encore défendu l'idéal socialiste contre la guerre, dans les manifestations du CNAPD.

Ainsi le "projet socialiste", avant même de se discuter, s'est montré

vide de tout contenu à l'épreuve des événements. Ces événements mettaient brusquement à l'ordre du jour la nécessité de rediscuter la fonction de l'OTAN et le mot d'ordre de "la Belgique hors de l'Otan et l'Otan hors de Belgique", le rôle de l'Europe dite sociale, c'est à dire l'Europe des travailleurs, face à une guerre qui avait pour raison principale réimposer le leadership des Etats-Unis sur le reste du monde, et les nouvelles relations à instaurer avec l'Union Soviétique pour agir en commun pour la défense de la paix.

Si, ce que le Projet appelle "l'effondrement de l'idéologie communiste" met tellement en valeur les idées du "socialisme démocrati-

La crise capitaliste, la guerre et le socialisme J. Posadas

16 Avril 1978
voir page 3

Les élections sociales et la démocratie syndicale

voir page 2

Résolution du Bureau européen sur la guerre du Golfe

voir page 3

Le référendum, le nationalisme réactionnaire et la défense de l'unité de l'URSS.

voir page 8

LE "PROJET SOCIALISTE" ET LA GUERRE DU GOLFE

suite de la page 1

que", celles-ci auraient dû prendre beaucoup de force au moment de la guerre, montrer qu'il y avait une alternative possible entre le capitalisme fauteur de guerre et le "communisme fauteur de bureaucratie". On n'en a rien vu.

Le Parti Socialiste est resté au gouvernement Martens. Les divergences entre Eyskens et Coëme sur la participation de la Belgique à l'effort de guerre exigé par les Etats-Unis ont porté sur des aspects mineurs. Aucune voix socialiste ne s'est prononcée pour que la Belgique refuse la logique de la guerre. D'un autre côté le PS a accepté aussi que la guerre serve d'occasion au monde capitaliste pour réclamer de nouvelles mesures d'austérité aux travailleurs, pour affirmer qu'il fallait restreindre les revendications, pour annoncer que la guerre signifiait un arrêt dans le développement économique du pays.

On a même parlé de se préparer à des mesures d'économie de guerre, qui devaient être prises naturellement aux dépens des travailleurs, pour forcer l'acceptation de réductions salariales, de restructurations d'entreprises, de réductions d'emplois. Et c'est le ministre SP, Willy Claes, qui s'en est fait le champion.

Il n'y a pas de projet socialiste pour la Belgique et pour l'Europe, dans l'esprit des dirigeants du PS-SP. Celui qui a été présenté par Guy Spitaels fait des propositions pour une Europe indépendante, qui ont été reniées par les socialistes eux-mêmes à l'épreuve de la guerre du Golfe. De même il souhaite une moralisation de la vie politique, que les dirigeants socialistes démentent jour après jour dans leurs compromissions ou les corruptions comme à Liège, sans pour cela être démis de leurs fonctions responsables dans le PS.

Cependant, ce débat d'idées est d'une grande nécessité et importance. Les camarades socialistes qui ont manifesté avec le CNAPD, le millier de militants syndicaux socialistes qui ont signé l'appel contre la guerre expriment la vitalité et la fidélité à des principes socialistes

fondamentaux qui doivent régénérer la vie du parti socialiste en Belgique et qui sont une base de regroupement pour développer à nouveau un courant de gauche socialiste. Ce ne sont pas des prises de position plus ou moins régionalistes qui peuvent donner une cohésion à ce courant de gauche, mais bien celles qui concernent le principe fondamental de lutte contre la guerre du capitalisme et contre toutes les injustices sociales que celui-ci a engendrées.



Les élections sociales et le besoin de la démocratie syndicale

Les élections sociales vont se dérouler dans tout le pays durant le mois de Juin. Ces élections concernent tous les travailleurs des entreprises qui comptent plus de 50 personnes et 100 personnes. Elles se déroulent tous les 4 ans, et élisent les délégués des trois organisations syndicales qui vont représenter les opinions et les intérêts des travailleurs aux Conseils d'entreprises et aux Comités de sécurité et d'hygiène au travers d'un organe paritaire. La fonction des conseils d'entreprises est utile, mais très limitée. Il est clair, et même évident que dans les petites entreprises de moins de 50 travailleurs, les conditions de travail, de sécurité et d'hygiène sont tout à fait déplorables et même scandaleuses dans certains cas. Les grandes villes, dont Bruxelles, par exemple, regorgent de petits ateliers de toutes sortes dans lesquels les conditions d'hygiène, de salubrité, et même les conditions d'embauche et de salaires sont tout à fait en dessous des normes légales. La participation des syndicats aux CE et aux CSH a permis d'avoir un certain contrôle, un droit de regard sur toute l'organisation et le fonctionnement d'une entreprise, sur tous les plans y compris financier. Il faut maintenir bien clairement à l'esprit que ces organismes ne sont pas revendicatifs. Ils ont sur certains aspects de la vie de la société un pouvoir décisif, par exemple sur l'embauche et les licenciements, mais ils représentent surtout un contrôle, un droit de regard, et c'est déjà important, mais tout à fait insuffisant. C'est surtout insuffisant, quand les organisations se contentent de ces organismes pour faire pression, et substituer au

terrain de la lutte de classe, celui de la concertation et de la paix sociale. Lorsqu'une demande ne peut être obtenue par la négociation et la discussion, il faut pouvoir créer un rapport de forces favorable aux revendications et intérêts des travailleurs, et cela doit se faire en dehors des CE et CSH, avec les délégations syndicales et l'organisation à la base des travailleurs.

Un aspect important de la campagne pour les élections sociales est la lutte pour un programme minimum de défense des intérêts des travailleurs, d'unification des travailleurs de tout le pays, d'amélioration des conditions de travail, la défense de l'emploi, le droit au travail, l'égalité complète des droits pour les femmes et les travailleurs immigrés, et la défense du front commun syndical FGTB-CSC. Or, jusqu'à présent dans cette campagne, le mot d'ordre de la FGTB est : " Faire, c'est mieux que se laisser faire"!!! On peut dire qu'on aura tout entendu à la FGTB depuis " Avec la FGTB, j'ai mon mot à dire " et les mots d'ordre pour les élections sociales 1991, rien n'est plus vague, et plus éloigné de la réalité de la vie syndicale dans les entreprises.

L'objectif de la FGTB et de ses différentes centrales est de gagner ces élections sociales, à tout prix. Mais d'élection en élection, la FGTB perd des sièges. Alors que ces élections sont légalement obligatoires et représentent une importante consultation organisée de près de 2 millions de travailleurs, qui élisent leurs délégués, elles n'expriment pas toute la force du mouvement ouvrier parce qu'elles sont canalisées, et conduites par les

directions syndicales pour contenir et limiter la démocratie syndicale.

Les listes des candidats sont le plus souvent établies par les directions syndicales, en tenant compte d'une série de critères légaux obligatoires, mais sans consultation de la base et de l'opinion de l'ensemble des syndiqués. Pour que les listes représentent au mieux le choix des travailleurs, et donc également la possibilité d'un gain de sièges pour la FGTB, il est indispensable que les syndiqués puissent effectivement avoir la parole. Il faut qu'ils votent eux-mêmes dans leur entreprise les noms et l'ordre des candidats de la liste. Nous invitons tous les militants et les délégués à défendre cette idée au sein de leur entreprise, et à appeler à faire de nombreuses réunions, assemblées syndicales pour présenter les candidats, et surtout un programme pour ces élections sociales.

Dans cette campagne pour les élections sociales, il faut défendre et appeler à voter FGTB et ces centrales, pour les candidats combattifs et qui défendent une série de principes syndicaux élémentaires comme nous le disons plus haut.

Mais la vie syndicale, et la participation la plus complète des travailleurs ne se fait pas seulement pendant et un peu avant une campagne, mais quotidiennement, et dans les luttes, les arrêts de travail, les grèves. Mais ces élections sont une occasion de stimuler cette vie syndicale et d'organiser la démocratie syndicale, en profitant de la tribune qui est offerte aux militants syndicaux combattifs.

Le 15 AVRIL 1991

La guerre est un besoin du capitalisme. Elle fait partie de la concurrence du capitalisme, de l'accumulation du capital. Elle n'intervient pas directement dans la commercialisation, mais bien dans la production et les bénéfices. L'industrie d'armements représente environ 20% de la production de tous les grands pays. Dans des cas comme celui de l'Amérique du Nord, un arrêt de la fabrication d'armes signifie un effondrement complet, et pas seulement une crise. Les plus importants capitaux du monde sont investis dans les armes atomiques. Ce sont des capitaux de l'état, mais c'est l'industrie privée qui produit. Une infinité d'entreprises privées fait des produits, des pièces, des préparations chimiques ou atomiques, qui sont livrés ensuite à l'état. La fabrication d'armements ordinaires occupe une part prépondérante de tous les budgets. En France et en Belgique par exemple, les ventes d'armes occupent environ 25% du total des exportations.

La guerre est un besoin du capitalisme

Cette structure crée toute une couche de gens qui veulent la guerre et qui, s'ils ne peuvent faire la guerre entre les grands pays, donnent des armes aux petits pays pour la faire. Ils n'inventent pas la guerre. Celle-ci est un besoin social pour ceux qui dirigent, ou ceux qui se défendent. Ces types vendent des armes et investissent dans cette industrie. Si tout cela devait s'arrêter, le capitalisme entrerait dans une crise à en éclater. Les couches aisées de la petite-bourgeoisie, sur lesquelles le capitalisme a un grand contrôle, abandonneraient celui-ci si elles ne voyaient plus de perspectives en lui.

Un autre aspect fondamental dont il faut tenir compte, est le fait que le prolétariat n'augmente pas en tant que classe, en nombre. D'autres secteurs, tels que la petite bourgeoisie, augmentent leur poids dans l'économie, à cause de l'importance croissante de l'électronique, de l'informatique, etc... L'intelligence créée par leur fonction, leur fait voir qu'ils jouent un rôle fondamental, mais aussi qu'ils dépendent d'un régime social qui n'a plus de perspectives. Ils reçoivent l'influence des Etats ouvriers. L'automation et l'électronique se développent, mais les Etats ouvriers progressent sans cesse.

Il en va autrement dans les pays économiquement arriérés - bien que socialement très avancés - d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Asie. Dans ces pays, le prolétariat augmente, car il vient à peine de se créer. Mais tous ces pays ne compensent pas la force décisive, concentrée d'une part dans les grands pays capitalistes, tels que l'Allemagne, les Etats-Unis, la France, et de l'autre dans les Etats ouvriers.

LA CRISE CAPITALISTE, LA GUERRE ET LE SOCIALISME

J. Posadas

16 Avril 1978

La force que tire la bourgeoisie du fait que la petite-bourgeoisie remplace le prolétariat dans la production, représente seulement un avantage de courte durée, parce que le processus ascendant de la révolution gagne sans cesse de nouvelles forces, et développe l'intelligence et la compréhension de la petite-bourgeoisie. Chaque machine électronique annule mille ouvriers, et chaque technicien manipulant la machine en remplace une quantité d'autres. Mais de nombreux ouvriers deviennent à leur tour techniciens. La technique n'est plus tant une spécialisation qu'un travail routinier.

Avant, la spécialisation existait parce qu'il n'y avait pas de générali-

sation des connaissances scientifiques. Par contre maintenant, n'importe quel ouvrier qui se met à l'étude connaît cela tout de suite, et peut manipuler la machine électronique la plus compliquée. La petite-bourgeoisie elle-même ne représente plus une catégorie bien différenciée. Elle se sent chaque fois plus une partie du produit qu'elle fabrique en appuyant sur le bouton. Il existe des complexes industriels - appelés ainsi pour leur étendue énorme et la variété de leur production - dans lesquels trois ouvriers font marcher toute une usine. L'automation du système de production élimine progressivement des prolétaires, diminue leur nombre, mais gagne la petite bourgeoisie

technique et scientifique aux rangs du prolétariat.

Conjointement à ce processus, il y a le fait que le capitalisme n'a pas d'autre solution que la guerre. Il va décider du massacre que la guerre va signifier, indépendamment de la volonté d'un capitaliste ou d'un autre : c'est le besoin du régime qui provoque la guerre. La structure de l'économie est telle que, pour qu'elle fonctionne, les plans essentiels doivent être décidés par la haute finance, le grand capital, la grande industrie, qui concentrent tout et déterminent le mouvement économique des autres entreprises.

Le grand capital se concentre chaque fois plus dans les pays capitalistes. La concurrence est plus rapide, plus dynamique qu'à toute autre étape de l'histoire. Cette concurrence signifie aussi concentration de capital, de production et de domination de l'économie. Les secteurs de la grande industrie, dans les grands pays, sont ceux qui dominent l'armée, la police, qui décident aussi des essais atomiques. Ces secteurs-là décident de la guerre. Ils peuvent la lancer à n'importe quel moment, sans que le parlement ou le président puissent intervenir. Ils dominent l'économie.

suite page 4

Résolution du Bureau Européen sur la guerre du Golfe

NOUS APPELONS L'URSS A INTERVENIR POLITIQUEMENT ET MILITAIREMENT POUR ARRETER L'AGRESSION IMPERIALISTE

TRANSFORMER LE MOUVEMENT ANTI-IMPERIALISTE EN GUERRE REVOLUTIONNAIRE AU MOYEN-ORIENT

FRONT UNIQUE DES MASSES ARABES, ISRAELIENNES, IRANIENNES, POUR CHASSER LES CLIQUES CAPITALISTE ET FEODALES AU POUVOIR ET PROMOUVOIR LES TRANSFORMATIONS SOCIALES DANS LA REGION

LES TRAVAILLEURS D'EUROPE NE DOIVENT PAS PAYER LES FRAIS DE CETTE GUERRE

L'agression de l'impérialisme nord-américain contre l'Irak et ses efforts pour entraîner tous les pays capitalistes dans cette guerre pour détruire l'Irak sont une expression de la profonde crise du système capitaliste à échelle mondiale. Celui-ci est dans l'impossibilité de trouver une autre issue que la guerre pour régler ses luttes internes et pour empêcher les luttes sociales des masses du monde. Il vise aussi, au travers de l'Irak, à affaiblir l'union Soviétique et à la déloger de la scène mondiale.

L'impérialisme nord-américain s'est lancé dans cette guerre pour essayer de contenir l'aiguinement des contradictions inter-capitalistes. Les Etats-Unis sont perdants sous plusieurs aspects dans la concurrence économique avec le Japon et l'Allemagne et ne trouvent plus le moyen de maintenir leur hégémonie.

D'autre part, le capitalisme n'a pas pu faire régresser de manière importante les états ouvriers d'Europe. Il est certain que le processus de démantèlement du vieil appareil bureaucratique n'a pas coïncidé avec la formation de directions révolutionnaires qui se prépareraient à faire progresser la construction du socialisme. De ce fait, ces pays se débattent dans une grande crise politique. Mais le capitalisme mondial n'a pas montré beaucoup d'intérêt à investir dans ces états ouvriers malgré toutes les déclarations de loyauté des Walesa et Havel, il ne s'y intéresse que comme un marché pour absorber une partie de la surproduction capitaliste.

Tout ce développement d'intérêts particuliers au sein de la grande bourgeoisie mondiale affaiblit la position des Etats-Unis et sa cohésion de classe pour affronter les états ouvriers et leur donner le coup final. Malgré la crise que connaissent les états ouvriers, le rapport mondial des forces ne s'est pas inversé en faveur du capitalisme. Celui-ci reçoit des coups très importants en Afrique du Sud, au Moyen-Orient - où l'Intifada harcèle le gouvernement israélien-, en Haïti - avec la victoire d'un prêtre qui défend le socialisme -, en Somalie avec le renversement de la clique de Siad Barre, en Amérique Latine avec la formation d'un gouvernement nationaliste de gauche en Colombie. Même en Union Soviétique, les mesures économiques et politiques adoptées actuellement par la direction soviétique ne correspondent pas à ce que la bourgeoisie escomptait par l'introduction du marché et de la propriété privée.

suite page 5

LA CRISE CAPITALISTE, LA GUERRE ET LE SOCIALISME

suite de la page 3

Il faut faire une analyse de classe

Il faut faire une analyse de classe, et non se référer aux paroles d'un capitaliste ou d'un autre. Par exemple, on trouve normal d'étudier la naissance d'une plante à partir de la semence, le développement de la fleur, sa vie, sa relation avec la terre, l'unité de la plante. On étudie bien cela en botanique, en génétique. Mais faudrait-il procéder autrement pour étudier la société? Beaucoup de camarades communistes disent: "Les conditions historiques ont changé depuis Lénine". Et pourquoi cela? A-t-on obligé la bourgeoisie à changer de nature, de conception? Qu'y a-t-il de changé au point que la bourgeoisie accepte maintenant de ne plus faire la guerre, ou se voie contrainte à ne plus la faire? Quels sont les exemples historiques?

Prenons les exemples de l'histoire. La Chine a été le lieu des plus grandes conciliations, mais elle a dû faire la guerre, pour imposer des changements sociaux. Comment le capitalisme organise-t-il son comportement? En quoi donne-t-il des preuves qu'il est influencé par le progrès de l'histoire? Où voit-on que la classe capitaliste est désorganisée, ou que les secteurs décisifs sont isolés? Il n'y a aucun exemple qui le montre.

Mais les communistes et les socialistes ne discutent pas ainsi. Ils disent simplement: "La guerre serait une atrocité, ce serait la fin du monde". Ils font peur avec cette idée, en commençant par s'effrayer eux-mêmes, et ils cèdent. Ils cherchent la façon de s'installer dans le domaine de l'ennemi, afin de le surveiller, de l'empêcher de faire la guerre, de le contrôler, ou de le persuader d'accepter des changements. Il s'agit là d'une philosophie mystique. Ce n'est pas une erreur, mais une manière de concevoir le comportement humain indépendamment de son rapport avec la production. La grandeur de Marx a consisté essentiellement à dévoiler le fétiche de la production, et l'existence réelle, matérielle, du capitalisme. Il y a une unité entre capitalisme et fétichisme de la production. Le capitalisme sans la production ne remplit aucune fonction. Mais la production sans le capitalisme sert à quelque chose. C'est de la production que le capitalisme tire sa force, sa façon de penser, de voir, de concevoir.

La peur actuelle du capitaliste n'est pas quelque chose d'ordinaire. Il a peur parce qu'il voit un vide dans la vie. Les gens, en général, ont peur pour un fait concret, parce qu'ils ne se sentent pas forts, parce qu'ils sont ignorants ou ne parviennent pas à concentrer l'attention pour comprendre quelque chose.

Mais le capitaliste n'a pas de telles sensations. Ses réactions ne sont pas celles des gens en général face à un fait. Il a peur d'être délogé de l'histoire. Il est brutalement influencé par cette peur, et il s'enferme et s'accroche à ses intérêts de classe. Si le capitaliste pouvait penser humainement, pour lui-même, et en tant que classe, il céderait devant l'histoire à l'idée que le capitalisme va disparaître, et que tout sera meilleur pour tous. Mais le capitaliste ne pense pas ainsi. L'histoire s'est construite par rapport à la production, à la propriété. Il en est si bien ainsi, que même dans des états ouvriers, on peut voir cette dépendance de la production et de la propriété. Et cela détermine toute une façon de voir, de prévoir, d'envisager l'avenir. Le capitaliste ne voit pas d'avenir dans la vie, et il s'accroche à ce qu'il a. Il ne pense ni à sa femme, ni à ses enfants. Aucun grand capitaliste n'a de notion de famille, de maternité, de paternité. Sa vie, c'est sa fonction. Sa fonction dans la vie est de se reproduire dans la production, non de se reproduire dans la famille. La joie du père qui a un enfant fait partie de l'optimisme naturel envers l'avenir, tandis que la tragédie du bourgeois par rapport à ses enfants surgit de son manque d'avenir, de sa peur de la disparition du système. Comment imaginer alors que le capitaliste va avoir une pensée opposée à ce besoin de propriété qui est la vie pour lui, et qui a déjà créé toute une structure! Nous allons gagner une grande quantité d'individus au travers de l'intelligence mais on ne peut gagner la structure. On peut affaiblir beaucoup le capitalisme, comme l'a fait le gouvernement d'Allende au Chili, on peut même aller jusqu'au gouvernement et prêter serment à la Constitution, pour montrer ensuite qu'il s'agit d'une Constitution faible. On peut aller au gouvernement, et de là, préparer la classe à avancer au maximum. Mais pour faire cela, il faut désarmer l'armée, détruire toute la structure de l'appareil d'état capitaliste, et introduire des normes qui permettent l'intervention de la population.

Les directions communistes, par contre, parlent de "secret d'état", de "secret de jugement", de "secret militaire". Ce sont de purs mensonges. C'est la classe dirigeante qui organise cette structure pour diriger les affaires en fonction de ses intérêts, et utiliser l'armée, les policiers, les lois et les juges en fonction de tels intérêts. Mais les communistes ne discutent pas de cette façon. Ils disent, en prenant l'exemple du gouvernement d'Allende, que celui-ci aurait pu aller beaucoup plus loin encore, s'il n'y avait pas eu de "traîtres". Ils donnent une fausse notion de l'histoire. Le militaire ou le bourgeois qui prête serment à la Constitution d'Allende, pour la trahir

ensuite, ne jure que parce qu'il n'a pas d'autre issue, mais en même temps il prépare la contre-révolution. Le dirigeant a le devoir de comprendre qu'il en est ainsi. Autrement, il n'utilise pas la méthode dialectique. Il emploie la méthode du doute pour savoir ce qui va se passer, ou bien il a une foi pieuse ou mystique dans la révolution. S'il appliquait la méthode dialectique, il se dirait: "ce type fait des serments, mais c'est un menteur". Il jure de respecter le gouvernement d'Allende mais il veut défendre la propriété privée.

Les communistes discutent sur la base de suppositions, d'imaginations et non en fonction de la conclusion scientifique du comportement des classes. Ils parlent de la peur de la guerre atomique, mais qui a peur de la guerre atomique? ils répandent leur propre peur. En fait, ce n'est pas qu'ils aient peur, mais ils redoutent d'être responsables d'une destruction du monde. Mais la classe ouvrière n'a pas peur, elle sent qu'il n'y a pas d'autre remède. Elle a conscience que la guerre va être terrible.

La guerre n'est pas la fin du monde

Elle provoquera des destructions plus grandes que jamais, mais proportionnellement à la capacité de destruction, il y a aussi une augmentation très importante de la capacité scientifique, de la conscience et de l'intelligence du monde, pour comprendre qu'il peut tout refaire et mieux qu'avant. Il y a une diffusion constante des connaissances sur l'économie, sur les lois de la physique. Il y a aussi une élévation de l'assurance de l'humanité en ce qui concerne le futur, la nature, la production, l'univers. Avant, les gens vivaient tout un processus de crainte, ils n'avaient pas d'audace, les connaissances étaient réservées à un milieu très étroit. Maintenant par contre, les états ouvriers montrent que tout peut être surmonté. La guerre atomique sera seulement plus destructrice que la précédente.

Les effets les plus importants de la guerre ne résident pas dans les destructions matérielles, mais bien dans la peur qui impose et paralyse. Après les guerres précédentes, c'était la bourgeoisie qui reprenait la direction et ressuscitait le processus mystique de la production capitaliste. Mais maintenant, ce n'est plus la même chose car l'Etat ouvrier développe la confiance dans le processus matérialiste de l'histoire.

Il faut discuter ces phénomènes avec tous les camarades communistes, socialistes, gauchistes. Nous ne voulons pas la guerre. Celle-ci est inhérente au capitalisme. Marx, Engels, Rosa Luxembourg, ont beaucoup écrit à ce sujet. Rosa Luxembourg, en particulier, a fait de très bons textes montrant que l'industrie de guerre est inséparable de la vie

du capitalisme. Actuellement, cette industrie occupe une place encore beaucoup plus grande qu'à l'époque de Rosa Luxembourg.

Tout grand pays capitaliste consacre 30% de son économie à la guerre. On camoufle cela de mille manières. Mais il y a des milliers de gens qui remplissent une fonction pour la guerre sous d'autres dénominations. Les Soviétiques ont mille satellites de surveillance du système capitaliste, qui servent aussi à la météorologie. Et les Yankees, combien en ont-ils? Il leur en faut, pour observer non seulement les Soviétiques et leurs alliés, mais aussi leurs propres rivaux français, allemands ou japonais.

L'insécurité, l'ignorance, les méthodes de pensée incorrectes, sont la base essentielle de la peur. On peut avoir un manque de connaissance sans pour autant avoir peur. La crainte envers le futur a des racines sociales. Une des conséquences de la propriété privée est d'avoir développé une conception individuelle pour envisager toute chose. Une des conséquences les plus importantes de la révolution socialiste est d'avoir développé l'intérêt collectif. La base de cet intérêt est de donner confiance dans la capacité collective de tout faire, de tout résoudre. Le capitalisme n'est pas capable de faire cela. Avec l'Etat ouvrier c'est différent. Par exemple, en 1917, la Russie était complètement détruite. Lénine organisa le programme de la construction de l'état ouvrier.

Le processus de la violence est une forme du mouvement de la société. Elle existe dans la nature comme dans les relations humaines. Mais ceux qui emploient la violence du terrorisme ne répondent pas à une nécessité de l'histoire, ils le font pour intimider. La révolution ne cherche pas à intimider, elle gagne parce qu'elle montre l'existence de formes sociales, économiques, humaines, supérieures. Elle ne défend pas des intérêts individuels, elle cherche l'élévation de l'humanité dans ses relations économiques, sociales, afin de pouvoir se débarrasser de toute forme de crainte, d'imposition. Ce qu'on appelle aujourd'hui la violence disparaîtra demain également, on l'admettra comme la forme normale du mouvement. Celui-ci se concentre pendant une période, il suit un processus de dualité, jusqu'à la synthèse qui crée une forme supérieure.

Les communistes ne discutent jamais ainsi. Ils ne discutent jamais de dialectique et, quand ils le font, c'est pour aborder un point de détail ou de seconde importance. Mais la méthode dialectique est la base de la compréhension de l'histoire. Aussi, beaucoup d'entre eux sont sceptiques et critiques de la méthode dialectique, alors que n'importe quel scientifique est dialectique, même quand il ne le sait pas lui-même.

J. POSADAS

Résolution du Bureau Européen sur la guerre du golfe

suite de la page 3

La direction soviétique réagit aux pressions de la structure de l'état ouvrier et doit faire appel à l'intervention de la population. Et la Chine, le Vietnam, Cuba, les principaux états ouvriers, dénoncent que les USA outrepassent toutes les résolutions de l'ONU.

Le contrôle des ressources pétrolières n'est pas la raison fondamentale d'une guerre aussi virulente. Il en est un facteur, dans la mesure où l'impérialisme américain veut contrôler des sources d'énergie vitales pour les bourgeoisies d'Europe et du Japon et essaie par ce moyen de compenser en partie la perte de son hégémonie sur l'économie mondiale. L'impérialisme américain dépend moins que les autres du pétrole de cette région. Ce qu'il veut, dans cette aventure, c'est soumettre le reste du capitalisme mondial à sa structure économique orientée pour la guerre, et à sa direction politique qui est la plus consciente et la plus résolue dans la conduite de cette guerre.

UNE GUERRE INDIRECTE CONTRE L'UNION SOVIETIQUE

Le droit international, la préservation du Koweït n'ont rien à voir avec les raisons de cette guerre. Le capitalisme mondial s'y est lancé pour assurer sa propre survie. En dernière instance, c'est une guerre qu'il fait par procuration contre l'état ouvrier soviétique. Il utilise l'Irak, qui lui en a donné le prétexte. Mais si Saddam n'avait pas annexé le Koweït, on aurait trouvé un autre prétexte. Les tentatives n'ont pas manqué: comme le bombardement de la Libye, accusée d'avoir commis des attentats qui se sont révélés être l'oeuvre de la CIA (par exemple celui qui a fait sauter une discothèque pour les soldats américains en Allemagne). A ce moment-là l'impérialisme n'était pas parvenu à centraliser toutes les forces du capitalisme et l'Union Soviétique était intervenue pour le retenir.

C'est une guerre contre-révolutionnaire. Les plans de l'impérialisme ne se limitent pas à chasser les Irakiens du Koweït, mais à s'établir dans la région pour s'en prendre ensuite aux Palestiniens, à la Libye, à la Syrie, à l'Iran, à l'Afghanistan et enfin à l'Union Soviétique. La mobilisation mondiale contre la guerre commence à agir comme un boomerang contre l'impérialisme. Celui-ci peut obtenir un succès militaire — qui n'est de toutes façons pas si facile à imposer —, mais il a déjà subi une défaite sociale. Il a rompu beaucoup de ponts avec la petite-bourgeoisie des pays capitalistes et avec les bourgeoisies des pays arabes. Aucun mouvement social important ne se produit en soutien de l'agression contre l'Irak, alors que le soulèvement contre l'impérialisme est mondial. Les masses arabes sont sur pied de guerre. En Europe, aux Etats-Unis, et même en Australie, des manifestations de masses se

sont organisées. On n'exhibe nulle part le drapeau américain, sauf pour le brûler, tandis que le drapeau palestinien est brandi dans le monde entier pour exprimer la volonté de lutte des masses de jeunes.

Cette mobilisation va contribuer à la désarticulation de la coalition contre l'Irak. L'impérialisme américain a entraîné une partie importante du capitalisme mondial en l'assurant que ce serait une guerre-éclair. Il voyait les failles énormes dans ce front: l'Allemagne, qui vient de signer un accord avec l'URSS incluant des propositions de changer la fonction de l'Otan; la France qui, à la dernière minute, remet sur le tapis la question d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient. Même si ces deux pays se sont soumis à l'imposition des Etats-Unis, ils ont exprimé des doutes quant à la portée de la victoire, quant aux possibilités de reprendre leurs affaires et leurs relations avec le Moyen-Orient après cette guerre.

Le capitalisme n'est plus en conditions de faire des guerres inter-capitalistes, car il craint de déclencher une crise sociale et révolutionnaire dans le monde qui ranimerait l'intervention et l'unification des états ouvriers. Pourtant, il y aurait des milliers de motifs de guerre entre eux. Il fait la guerre indirectement quand, à l'occasion du conflit du Golfe, l'impérialisme américain soutire des milliards de dollars au Japon, à l'Allemagne, à l'Arabie Saoudite, aux émirs du Koweït. Le capitalisme n'a jamais fait dans toute son histoire, un transfert de richesses aussi important au secteur militaire de son industrie. Il le fait alors que des dizaines de pays et des millions de gens vivent sans rien ou s'appauvrissent de plus en plus. Il le fait aussi au mépris de toute considération démocratique: les constitutions de trois pays — l'Italie, le Japon, l'Allemagne — ont été violées pour les faire participer à cette guerre, partout la bourgeoisie a limité au maximum les discussions du parlement, elle applique une censure et une désinformation systématique sur tout ce qui concerne cette guerre.

Le capitalisme n'a pas changé de nature: la conscience (si l'on peut dire ainsi) qu'il a des dommages immenses causés par cette guerre ne l'empêche pas d'utiliser tous les moyens technologiques possibles dans sa tentative désespérée de survie. Les intérêts de propriété privée rendent le capitalisme incapable de raisonner et de contrôler les conséquences de son action, c'est pourquoi il doute, il tâtonne ou, comme dans le cas actuel, risque une défaite sans précédents.

Tous les mécanismes pervers du capitalisme sont mis en évidence dans cette guerre: le besoin d'écraser les concurrents, ou d'empêcher l'apparition d'un nouveau foyer de concurrence, la nécessité de garder le contrôle et le pouvoir d'exploitation des pays capitalistes périphériques. Aucun nouvel ordre international ne peut changer cette nature du système capitaliste. Le seul fait qu'un état révolutionnaire comme

l'Irak se développe comme un opposant possible à l'impérialisme au niveau local, déséquilibre l'état très précaire des relations au sein du système capitaliste mondial.

Cette guerre est aussi une épreuve, pour voir jusqu'à quel point l'Union Soviétique va céder. L'impérialisme sait que l'Irak était un terrain d'influence des Soviétiques et il tente de s'en emparer. Les plans de Saddam mettaient en question l'hégémonie américaine dans cette région, bien que l'impérialisme aurait pu théoriquement manoeuvrer ce dernier comme il l'a fait dans la guerre contre l'Iran. L'impérialisme ne s'opposait pas à Saddam à cause de ses objectifs expansionnistes et de son régime dictatorial, il l'a soutenu à fond contre l'Iran, sans mettre en question la répression de Saddam contre la population irakienne et contre les kurdes. Il s'oppose à Saddam quand celui-ci revendique pour les masses arabes le droit de disposer elles-mêmes de leurs territoires (la Palestine), de leurs ressources pétrolières et de leur destin politique (même si c'est sous sa houlette), car cette action contribue à une déstabilisation sociale de tout le Moyen-Orient. L'impérialisme défend toute l'aristocratie arabe, qu'elle soit féodale comme celle du Koweït et d'Arabie Saoudite ou bourgeoise comme celle d'Egypte.

Saddam est, en réalité, un substitut du véritable ennemi historique du capitalisme, que sont les masses arabes et le poids de l'Union Soviétique au Moyen-Orient. Il met à l'épreuve, contre l'Irak, toute la force militaire qu'il a accumulée pour affronter les états ouvriers ainsi que les masses du monde. Il n'est pas sûr des conséquences d'un affrontement direct contre les états ouvriers, aussi fait-il ces essais contre l'Irak. Il attaque l'Irak de cette manière brutale pour se donner confiance à lui-même, se centraliser et affirmer une direction politique capable de lancer la guerre contre les états ouvriers et la révolution mondiale.

LES MASSES DU MONDE DANS UN FRONT UNIQUE ANTI-IMPÉRIALISTE

Les masses arabes ont aussi pris Saddam comme un substitut d'une direction politique anti-impérialiste. Elles n'agissent pas par aveuglement politique ou fanatisme religieux, mais en voyant là une possibilité de centraliser leurs forces et de passer au-dessus des limitations des directions bourgeoises. Saddam a déjà fait des accords avec l'impérialisme à plusieurs reprises. Il n'a pas pu le faire aujourd'hui parce qu'il est lui-même resté prisonnier d'une pression sociale qui s'appuie sur son action pour aller beaucoup plus loin.

Il est certain que Saddam Hussein se sert de la lutte des Palestiniens, mais c'est aussi la révolution mondiale qui se sert de Saddam. Celui-

ci est contraint, pour se maintenir au pouvoir et se donner une perspective, de se référer aux idéaux de libération sociale des masses arabes, car il y a une grande pression des masses qui cherchent une voie pour intervenir. Elles n'ont pas trouvé d'appui dans les directions nationalistes arabes comme celles de Libye ou de Syrie. Elles n'ont trouvé aucune issue dans les multiples résolutions des Nations-Unies, elles ne trouvent pas de solution non plus dans l'Intifada, (ce mouvement aussi puissant qu'il est, reste isolé car il ne peut de lui-même imposer l'existence d'un état palestinien nié par Israël et les Etats-Unis). Quelle est l'issue pour les masses arabes? L'URSS n'a pas été capable d'organiser un mouvement politique qui la représente, même si elle a empêché Israël et l'impérialisme d'écraser les masses palestiniennes, libanaises, libyennes. Cette situation ne peut durer indéfiniment. C'est cela qui s'exprime dans l'appui donné par les masses à l'Irak. Elles ont un comportement de classe et une position logique, en essayant de d'impulser tout ce qui peut contribuer à la liquidation d'Israël et des bourgeoisies et féodalités arabes qui le soutiennent. C'est dans ce sens que nous soutenons que l'Irak exprime la pression de la lutte des classes à échelle mondiale, qui n'a pas diminué malgré la crise des états ouvriers. Les masses du monde ont montré qu'elles gardent toute leur énergie et ont les idées claires en ce qui concerne l'impérialisme, quand elles se sont prononcées immédiatement contre cette guerre, dans les principaux pays capitalistes et notamment aux Etats-Unis. Pour la première fois, les syndicats nord-américains assument une position contre la guerre. Dans toutes les capitales des pays alliés (ou plutôt alignés sous le commandement des Etats-Unis), les jeunes, les mouvements catholiques, la petite-bourgeoisie ont fait des protestations massives. Et tout cela avant même que les cercueils des soldats tombés dans la guerre commencent à arriver. Les masses du monde ne nourrissent pas de sympathies pour Saddam, mais elles savent très bien que c'est l'impérialisme qui veut écraser le Nicaragua, le Salvador, qui a massacré la Grenade et le Panama, qui soutient des dictatures comme celles de Pinochet au Chili, d'Indonésie, du Pakistan, de Corée du Sud et des mouvements contre-révolutionnaires dans le monde entier. Les masses se sont instantanément opposées à cette guerre, ont identifié son caractère impérialiste et la refusent. Les masses n'ont pas direction qui représente cette volonté anti-impérialiste et qui l'unisse à la lutte contre le capitalisme. La social-démocratie en Europe a presque complètement capitulé devant les Etats-Unis. Elle en vient même à exalter la guerre, comme la direction travailliste en Grande-Bretagne. Mais cela provoque aussi de nouvelles crises en son sein. L'Internationale Socialiste, qui se présentait comme le grand rassembleur de la gauche mondiale, face à la crise des partis communistes, ne parvient même pas à se réunir pour prendre position dans cette guerre. En Allemagne, le SPD,

suite page 6

sous une pression très importante de la jeunesse et des travailleurs, se prononce contre la guerre. Dans tous les partis socialistes, des oppositions éclatent ou reprennent force. Les partis communistes n'ont pas de réponse, ni de position politique face à cette situation, ils attendent que les événements passent pour dire quelque chose. Les masses européennes et nord-américaines, qui refusent profondément cette guerre, agissent par-dessus les limitations de leurs directions traditionnelles et elles secouent les partis de gauche, impulsant les tendances de gauche à se manifester.

Il n'y a pas de solution diplomatique, pacifique à ce conflit. L'impérialisme avait à la fois une grande peur et un grand besoin de cette guerre. Il ne peut plus l'arrêter sans de désastreuses conséquences. Mais même s'il gagne militairement, ce qui est loin d'être déjà acquis, les conséquences sociales seront terribles, avec les luttes et les conflits et la déstabilisation totale du Moyen-Orient. Le pape lui-même a qualifié cette opération d'"aventure sans retour".

Maintenant, il faut lutter pour faire cesser cette guerre et pour la transformer en lutte révolutionnaire pour changer tous les pays du Moyen-Orient et pour liquider la puissance militaire d'Israël, son actuel gouvernement réactionnaire et ses liens avec le grand capital international, liquider la direction de l'état d'Israël et proposer l'organisation d'un état autonome pour les masses palestiniennes et pour les masses israéliennes. Il faut lutter pour une fédération d'états révolutionnaires dans le Moyen-Orient, pour en finir avec les féodalités et les bourgeoisies arabes complices de l'impérialisme américain.

Il faut défendre l'Irak contre la destruction criminelle que réalise actuellement l'aviation des "coalisés". Mais cela ne signifie pas qu'on défend la direction de Saddam Hussein. Il faut justement transformer cette guerre en un front unique anti-impérialiste, pour que toutes les troupes alliées se retirent immédiatement du Moyen-Orient et pour réaliser des transformations sociales de tous ces pays. Il faut appeler à la solidarité de tous les pays dits du tiers-monde. L'ennemi est commun: s'ils écrasent l'Irak ils vont aussi écraser l'Iran, comme ils l'ont fait pour La Grenade et le Panama et pour tout pays qui tente de se libérer.

NOUS APPELONS L'URSS A CHANGER SA POSITION

Nous appelons l'URSS à changer sa position et à arrêter le bras des Yankees. Ce n'est pas l'ONU qui décide, c'est une guerre des Etats-Unis, une action totalement barbare et illégale des pays capitalistes. Le bombardement de Bagdad, comme celui d'Hiroshima ou de Hanoi, a pour but de terroriser l'humanité, il n'a aucune explication ni justification possible. L'impérialisme est l'ennemi de l'humanité. Après avoir détruit pendant des dizaines d'années les économies des pays dits périphériques, l'impérialisme se prépare maintenant à ces "guerres locales".

Résolution du bureau européen sur la guerre du Golfe

.....suite de la page 5

La politique extérieure de l'Union Soviétique est à un carrefour. La démission de Chevarnadze et de certains alliés de Gorbatchev l'exprime. C'est la structure même de l'état ouvrier qui réagit car s'il continue à faire des concessions, il court le risque d'être écrasé. Chevarnadze croyait que c'était lui et Baker qui faisaient la politique internationale. Gorbatchev lui-même a peut-être cru à la bonne volonté des dirigeants capitalistes. Mais les faits démentent cela rapidement. C'est important que l'Armée Rouge rappelle que Staline, en 1939, avait cru à la parole de Hitler et que les conséquences sont écrites dans l'histoire. Il faut consi-

dérer que le phénomène du nationalisme le plus réactionnaire dans la Baltique et la guerre contre l'Irak font partie d'une stratégie globale de l'impérialisme, dont l'objectif est l'écrasement de l'URSS. La direction soviétique a essayé de gagner un temps historique en négociant avec l'impérialisme, en réduisant les dépenses militaires, en faisant des concessions en échange de possibles investissements et d'aide technologique. Cette politique est antérieure à Gorbatchev, elle a été pratiquée également au temps de Brejnev. Et c'est juste d'essayer d'utiliser au maximum les relations avec les pays capitalistes, tant que ce sys-



tème existe, pour renforcer la structure des états ouvriers. Ce qui n'est pas juste, c'est de croire que le capitalisme peut accepter ce développement, permettre la libération des peuples et le développement du socialisme. Dans les faits, on peut juger que tout le soi-disant appui capitaliste à Gorbatchev a pour but la dissolution de l'URSS et de tout état ouvrier dans le monde.

Dans cette guerre contre l'Irak, on voit clairement aussi que la crise des états ouvriers a donné un certain souffle et une marge de manoeuvre à l'impérialisme. Cela faisait partie de ses calculs. Mais ces calculs s'avèrent faux. Même si la direction politique de l'URSS ne mène pas la politique nécessaire pour répondre à l'impérialisme, même s'il y a une crise aiguë dans tous les états ouvriers, y inclus le démantèlement de certains et la montée au pouvoir de gouvernements réactionnaires, le système des états ouvriers maintient une structure économique et sociale qui ne pourra pas être démantelée. Cette structure garde des liens étroits avec le monde et va imposer à la direction soviétique de changer de cap et d'affronter les Yankees. Les jeunes qui, dans les manifestations, critiquaient l'Union Soviétique pour n'avoir même pas opposé son veto à l'ONU, expriment une grande maturité et contribuent à la discussion mondiale qui se développe pour impulser des changements en Union Soviétique. Dans les manifestations, il y a une condamnation sans équivoque des Yankees et aucune des Soviétiques. La critique envers les Soviétiques est une façon de leur dire qu'ils doivent aller de l'avant et peuvent compter sur de grandes forces dans le monde.

Cette pression a déjà conduit l'URSS à ajourner la rencontre entre Bush et Gorbatchev et à chercher les moyens d'arrêter la guerre et d'empêcher que l'impérialisme détruise l'Irak. Les masses du monde affrontent l'impérialisme sans être intimidées par les menaces de guerre atomique, et elles cherchent à impulser l'Union Soviétique car elles savent que c'est elle qui peut intervenir de façon décisive. Elles cherchent aussi par leurs mobilisations, à affaiblir la coalition de la bourgeoisie mondiale. Mais ce sont les Soviétiques, en dernière instance, qui ont un rôle décisif pour arrêter les Yankees. Ils vont devoir les affronter car c'est eux qui sont visés dans cette guerre du Golfe. Ce n'est pas juste de dire, comme le font de nombreux milieux de gauche, que l'Union Soviétique n'a plus la force de le faire, et qu'il n'y a plus de bipolarité dans le monde. L'URSS reste toujours la seule puissance capable de contrecarrer l'impérialisme du point de vue militaire, mais surtout du point de vue social et politique. Elle peut intervenir pour transformer cette situation en une lutte de libération sociale. Les masses du monde en sont conscientes. Il n'y a jamais eu de mouvement de masse pour défendre les soi-disant moudjahiddines d'Afghanistan, les contras du Nicaragua, l'Unita d'Angola ou le Renamo du Mozambique. Il n'y en a aucun maintenant pour défendre les sheiks du Koweït. Par contre, toute l'Amérique Latine s'est soulevée contre l'agression du Panama, et maintenant les masses arabes se soulèvent pour appuyer l'Irak. Ce raisonnement objectif des masses du monde est la base de la force réelle de l'URSS.

Le capitalisme doit concentrer toutes ses forces. Il utilise tous les recours pour cela: la force militaire nord-américaine, l'Otan et même Israël, sont engagés dans cette action criminelle. Israël est déjà impliquée dans la guerre, elle a donné les informations et ses connaissances du terrain pour aider l'intervention yankee. On ne la fait pas participer plus directement aux opérations, car l'impérialisme n'en a pas besoin pour cela pour le moment, et aussi pour ne pas rompre la fragile alliance faite avec certains gouvernements arabes contre l'Irak.

L'Otan est déjà dans la guerre en fait. Les bases de Turquie servent de point de départ et de relais pour d'importantes attaques. Il faut dénoncer l'hypocrisie de la non-intervention de l'Otan et d'Israël dans la guerre. Ils y sont déjà! L'impérialisme se prépare à utiliser des armes de grand pouvoir destructeur comme la bombe à neutrons ou la bombe atomique. Il garde Israël en réserve pour cela, car c'est un pays qui ne rend de comptes à personne. Et ces bombes ne seraient pas seulement destinées à l'Irak, mais aussi aux Palestiniens et aux populations arabes d'autres pays qui sont mobilisées pour combattre l'impérialisme.

Les masses arabes préparent le règlement de comptes avec toutes ces cliques de dirigeants arabes qui se sont enrichis grâce au pétrole et grâce aux alliances qu'ils marchandent avec la haute finance internationale et l'impérialisme américain, et qui ne font rien pour le développement de leurs pays. Le pétrole est un patrimoine de l'humanité et non un instrument de pouvoir et de richesse pour quelques-uns. La production pétrolière doit servir au développement économique, social, culturel de toutes les masses arabes.

Nous appelons les masses du monde, des états ouvriers à se solidariser avec les peuples du Moyen-Orient, à lutter avec eux pour se libérer de l'impérialisme nord-américain et d'Israël, son bras armé. La transformation de cette guerre en guerre révolutionnaire est la base pour affronter l'impérialisme et pour que la situation de "l'après-guerre" ne favorise pas les mêmes dirigeants arabes réactionnaires. Dans les pays capitalistes, il ne faut pas permettre que les masses paient les frais de la participation à la guerre. Déjà des travailleurs sont licenciés ou subissent massivement des pertes de salaires en Europe et aux Etats-Unis. Les syndicats doivent être intransigeants pour défendre tous les conquêtes sociales et les postes de travail et refuser tout impôt de guerre, direct ou camouflé. Il faut aussi changer la position du Parti Socialiste au gouvernement. La Belgique doit retirer toute participation à la guerre, en troupes, en matériel ou en argent, car cette guerre est celle des intérêts capitalistes et pas celle des droits démocratiques! 15.2.1991

suite page 7

Le mouvement de la paix et les conséquences de la guerre du golfe

suite de la page 1

l'armée turque a pénétré en Irak pour massacrer des Kurdes). Les reproches à lui faire sont les mêmes que ceux faits à l'Irak. Mais les USA n'en ont rien fait: on ne fait pas la guerre à un allié. Le blocus alimentaire est la raison principale de l'exode des populations, les USA ont annoncé que si l'Irak continue à massacrer la population civile (cette version des faits ne vient que des officines inféodées à la CIA, telle que la télévision CNN, rappelons-nous Timisoara), ils continueront le blocus alimentaire, quel cynisme! Les avions française, italiennes, de Grande-Bretagne, des USA ont détruit toutes les infrastructures routières, (il est très difficile d'acheminer les vivres), ils ont détruit la quasi-totalité des entrepôts alimentaires dans le but d'affamer la population (maintenant la population est obligée de manger dans la main de Bush). En fixant les médias sur le malheur des Kurdes on estompé les centaines de milliers de morts provoquées par l'impérialisme, les massacres au Koweït par les sbires de l'Emir.

Le Pacte de Varsovie est dissout, l'OTAN devrait donc l'être également. Il n'y a plus de "légitimité", de "raison", pour maintenir l'OTAN. Si cette Alliance subsiste c'est bien qu'elle poursuit d'autres buts. La volonté de créer un corps expéditionnaire permanent européen montre bien la nature de l'OTAN: maintenir partout l'impérialisme. Les vieux mots d'ordre tant rabachés sont toujours d'actualité.

Quittons l'OTAN! L'OTAN hors de Belgique! Dissolvons L'OTAN!

Le retrait des "Cruise" et des "Pershing" et des SS20/21/22/23 d'Europe a donné un vent d'illusion de paix dans le monde. On pouvait détruire 10 fois la planète, aujourd'hui on peut la détruire 9 fois!!! Une partie des "Cruise" n'a pas été détruite sur place comme le stipulait le traité, mais a servi à bombarder l'Irak avec des charges dites conventionnelles. Ce traité est apparemment une duperie pour renforcer la volonté des USA d'en découdre avec toutes les oppositions dans le monde. La politique d'investissement dans la guerre des étoiles montre ouvertement la volonté de la suprématie mondiale.

Le désarmement est le rêve de tout homme réellement démocrate. Mais pourquoi exiger que les pays du Moyen-Orient commencent les premiers alors qu'ils sont sous la férule des USA, qu'ils sont sous la menace permanente de l'armée de l'Etat d'Israël, lui-même vassal des USA? Les armées locales sont bien souvent des armées de mercenaires (Arabes). Aucun de ces états du Moyen-Orient (même Israël) n'a la capacité de résister à la puissance américaine. La démonstration vient d'être faite avec l'Irak. Ce qu'il faut exiger en premier, c'est le désarmement des USA, premier fauteur de guerre dans le monde; les USA se sont illustrés depuis 1945: la Corée, deux fois le Liban, le Guatemala, le Vietnam, le Cambodge, le Laos, Saint-Domingue, Cuba (baie des Cochons), le Nicaragua, le Salvador, la Grenade, Panama, l'Irak, la liste n'est pas exhaustive. nous devons exiger le désarmement du plus grand fauteur de guerre, les USA et de son principal point d'appui au Moyen-Orient: Israël.

L'industrie d'armement d'Europe a été mise à la libre disposition des USA. Si cela s'appelle réduire les ventes d'armes aux petits pays, c'est devenir inconsciemment complice du renforcement militaire des USA. Il est illusoire de croire que le capitalisme abandonnera les ventes juteuses d'armes, cette guerre a rapporté un pactole de contrats d'armes.

La proposition d'une conférence méditerranéenne pour la sécurité et la coopération donne l'impression que les peuples vont pouvoir s'exprimer. La plupart des dirigeants de ces Etats se sont prononcés pour la guerre, nonobstant l'opinion des peuples qu'ils représentent. Ces dirigeants sont incapables d'élaborer la moindre paix dans l'intérêt des peuples, et encore moins de soutenir le peuple palestinien avec ou sans l'OLP pour une paix juste. Certains disent qu'ils n'aimeraient pas aujourd'hui être à la place de Yasser Arafat. Lui non plus... et cela fait 43 ans que la création de l'Etat d'Israël l'a chassé de sa terre. Les Palestiniens avaient tout perdu avant la guerre, après la guerre ils ont encore tout perdu. Israël veut annexer les territoires occupés, quitte à chasser les derniers Palestiniens. Il est impossible d'ouvrir un dialogue sur cette base. Le gouvernement israélien préfère la guerre, les larmes couvrant les morts et les blessés, plutôt que libérer la Cisjordanie et Gaza pour le prix de la paix. A moins d'un génocide, la guerre de libération durera encore de longues années.

Nous soutenons la lutte du peuple palestinien et son représentant unique l'OLP.

L'ONU, organisme créé pour aplanir pacifiquement les différends entre les nations, a endossé un crime contre l'humanité en couvrant le meurtre de plus de 200.000 êtres humains, a détruit 100 fois plus en quelques jours que ce qu'elle a bâti tout le long de son existence. Il faudra beaucoup pour retrouver la confiance dans cet organisme.

Face à une coalition de 28 nations, la conception du nationalisme pur et dur éclate en morceau. La seule réponse à l'internationalisme, sous la houlette des USA, est l'internationalisme des pays, et des peuples qui se veulent indépendants. Un front mondial anti-impérialiste est nécessaire pour répondre aux agressions constantes des USA et consorts.

La gauche devrait joindre cette idée dans son programme et faire campagne pour contribuer à la création d'un FRONT MONDIAL ANTI-IMPÉRIALISTE

le 14 avril 1991

Le référendum et la défense de l'unité de l'URSS

...suite de la page 6

Le processus de la régénérescence partielle en URSS, qui signifie l'effondrement de la bureaucratie et son déplacement du pouvoir soviétique, entraîne aussi les réactions violentes des secteurs bureaucratiques régionaux, qui défendent furieusement leurs postes et leurs privilèges. Ce sont eux les "nationalistes", ils ne s'intéressent plus du tout à l'Union Soviétique, ni au progrès de la population de leur propre république. Mais en cours de route, ils se servent du rejet de la bureaucratie par la population pour fomentier leur désir d'autonomie et rendent responsable de tous les maux, la centralisation du pouvoir de Gorbatchev, du parti, de l'Armée Rouge. Des gens comme Eltsine sont des bureaucrates sans scrupules, qui jouissaient jusqu'à hier de tous les privilèges et menaient la même vie que ceux qu'ils traitent aujourd'hui de "conservateurs". Mais ils rencontrent encore un certain écho dans la population de Russie en usurpant leurs sentiments anti-bureaucratiques. Ces secteurs de la vieille bureaucratie sont prêts à se vendre et à vendre tous les biens de l'URSS au capitalisme. Ils ont rompu les liens qui les faisaient dépendre de la structure de l'état ouvrier et ils cherchent un appui direct dans le capitalisme pour essayer de survivre. Les dirigeants actuels de la Lituanie font partie de ces couches les plus réactionnaires de la bureaucratie.

Dans le cas de la Lituanie, ils s'imaginent qu'ils pourront utiliser le développement économique important de cette république pour s'intégrer au système capitaliste et le faire fructifier. Ils veulent restaurer le capitalisme en Lituanie. L'impérialisme les utilise, mais il n'a pas la moindre intention, ni possibilité historique, d'assurer une prospérité économique à cette république. Le

capitalisme a déjà formé son système où il n'y a pas de place pour de nouveaux appétits bourgeois. Ceux-ci signifient immédiatement une concurrence pour les secteurs déjà maîtres de l'économie mondiale. La seule chose qui va se développer c'est la concurrence et l'inégalité sociale. On le voit en Pologne et dans l'ex-RDA où les conditions de vie des gens empirent. La même chose se produira en Lituanie avec un gouvernement du type Landbergis.

Tous les révolutionnaires doivent appuyer la volonté du gouvernement soviétique, exprimée par Gorbatchev, de défendre l'unité de l'URSS, quand il intervient en Lituanie pour ne pas permettre l'instauration d'un régime bourgeois. Mais il faut voir aussi qu'il y a une grande faiblesse dans le Parti Communiste Soviétique. C'est pour cela que l'Armée Rouge intervient plus directement, mais elle n'a pas été la seule à intervenir en Lituanie. Les collectifs de travailleurs, les Comités de citoyens, sont intervenus aussi contre le gouvernement de Landbergis, ainsi que le Parti Communiste minoritaire. La classe ouvrière cherche à peser dans cette crise. Elle intervient pour ajourner les mesures d'augmentation des prix, pour lutter contre les spéculateurs, les mafias, elle condamne les soi-disant coopératives, qui sont de pures sources d'enrichissement spéculatif. Mais elle n'a pas encore beaucoup de possibilité d'intervenir dans les soviets, pour en faire les instruments de contrôle et de lutte contre la bureaucratie, pour orienter la planification au bénéfice de toute la population et de toute l'URSS, pour peser sur la politique internationale de l'URSS. Il faut pour y arriver, que le Parti Communiste se renove complètement avec cet objectif.

Résolution du bureau européen sur la guerre du golfe.....suite de la page 6

LE PLAN SOVIETIQUE DE PAIX ET LES NOUVELLES CONDITIONS AU MOYEN ORIENT

(le 23.2.1991)

L'acceptation des propositions soviétiques par l'Irak pour son retrait du Koweït va mettre clairement en évidence la véritable nature de cette guerre, comme nous l'avons qualifiée déjà: une agression de l'impérialisme américain pour essayer de rétablir sa domination et s'imposer à l'Union Soviétique. Et aussi la réaction de l'état ouvrier en réponse à cette menace qui conduit la direction soviétique de Gorbatchev à des mesures d'affrontement avec l'impérialisme.

Ce n'est certainement pas la fin de la guerre, car les Etats-Unis vont faire tout ce qu'ils peuvent pour détruire l'armée, le potentiel économique et la population irakienne avant une décision éventuelle de l'ONU de cesser-le-feu. Mais, un

coup d'arrêt est donné aux plans impérialistes et la coalition anti-irakienne est brisée. D'autre part, un nouveau front est en marche, celui du mouvement anti-impérialiste mondial, avec l'Union Soviétique et les autres états ouvriers, avec les masses du Moyen-Orient qui vont exiger des comptes à toutes leurs directions, avec les mouvements qui se sont mobilisés pour arrêter la guerre aux Etats-Unis et dans tous les pays capitalistes.

Nous appelons le mouvement pour la paix, toutes les organisations progressistes en Belgique à se mobiliser pour exiger le retrait immédiat de l'armée américaine du Moyen Orient et pour le retour des troupes belges du Golfe et de Turquie, pour empêcher les Etats-Unis de massacrer l'Irak et pour promouvoir un plan de développement et de progrès pour tous les peuples du Moyen orient et pour rejeter tout impôt de guerre sur la population belge.

le 23.2.1991.

LE REFERENDUM, LE NATIONALISME REACTIONNAIRE ET LA DEFENSE DE L'UNITE DE L'URSS

Le referendum organisé par la direction de Gorbatchev a donné comme résultat une majorité de "oui" au maintien de l'unité de l'URSS, sous de nouvelles formes, malgré les appels au boycott et les interdictions de vote des tendances séparatistes de différentes républiques soviétiques. Ce vote n'est pas à prendre pour autant comme une approbation de la politique de la direction soviétique, puisque, quelques semaines plus tard, de nouveaux mouvements de grèves se développent de toutes parts contre la hausse des prix. Mais il est un désaveu des masses soviétiques envers tous les dirigeants de la bureaucratie - de Eltsine à Landbergis - qui essaient d'exploiter leur mécontentement et leur protestation sociale dans un sens de nationalisme ou de séparatisme.

Les masses soviétiques ne veulent pas de l'éclatement de l'URSS

Les mouvements de grève qui se sont étendus des mineurs aux travailleurs du pétrole et à des grèves générales, comme à Minsk, sont une réponse de la classe ouvrière aux projets de réformes économiques du gouvernement de Gorbatchev qui cherche à surmonter la crise provoquée par la désertion ou le sabotage de la bureaucratie avec des stimulants à la privatisation de terres et à la création de petites entreprises privées. Comme nous l'avons déjà analysé dans d'autres articles, de telles réformes sont vouées à l'échec, car elles signifient remédier au mal de la bureaucratie par un mal pire, celui des intérêts privés. La situation actuelle est assez chaotique du fait qu'aucune des mesures prises pour réformer l'économie ne fonctionne et que, d'autre part, la direction soviétique redoute de s'appuyer sur la classe ouvrière, sur les soviets ouvriers et les collectifs de travailleurs et de promouvoir profondément la démocratie socialiste. Mais les grèves de la classe ouvrière ne visent pas essentiellement la démission du gouvernement ou de Gorbatchev, contrairement à ce qu'en dit la presse occidentale, ni la privatisation des entreprises, mais une autre organisation des biens collectifs et un pouvoir de décision des travailleurs sur leur propre entreprise. Ils ne font pas plus confiance à des dirigeants comme Eltsine qui est partisan de réformes vers la privatisation plus rapides et généralisées encore, et qui veut, surtout, défendre des intérêts de bureaucratie "russe", aux dépens du reste de l'URSS. Le referendum a de l'importance comme une indication de la volonté d'unification de la population de l'URSS et de la réalité de "la citoyenneté soviétique". C'est aussi pour cela que les médias de la bourgeoisie l'ont pratiquement ignoré ou l'ont même considéré comme frauduleux. De la même manière, ils traitaient Gorbatchev de candidat dictateur lorsqu'il demandait le droit présidentiel de faire des décrets, et maintenant que Eltsine réclame la même chose pour son gouvernement de Russie, ils trouvent cela normal "pour essayer de



Les mineurs soviétiques en grève

redresser la situation économique".

ce que signifie le séparatisme dans les pays baltes

On ne peut interpréter les événements de Lituanie et, à un moindre degré, ceux de Letonie et d'Estonie, sur la seule base d'un droit démocratique formel du gouvernement de Landbergis de faire ce que bon lui semble en vertu du fait qu'il a été élu il y a deux ans, par une majorité d'électeurs de cette république. Il existe actuellement une crise entre ce gouvernement et les masses qui avaient voté pour le Front. Le soviets ne peut pas fonctionner comme un parlement ordinaire. Il y a maintenant un divorce entre lui et la population. Il faut aussi que les soviets interviennent sur tous les problèmes de la vie sociale et politique et que les collectifs de travailleurs aient le même rôle qu'un soviets. Landbergis a provoqué la crise à quelques semaines du referendum général en Union Soviétique, pour ne pas être confronté à un vote en faveur du maintien de l'unité de l'URSS.

D'autre part, son gouvernement a fait des provocations contre l'armée soviétique et lancé des manifestations ultra-nationalistes, pour mettre en difficulté le gouvernement de Gorbatchev et justifier une intervention de l'impérialisme américain.

Des gens comme Landbergis faisaient partie de la bureaucratie soviétique. Ils ne sont pas sortis de

rien. On ne peut pas dire non plus que ce sont des infiltrés du capitalisme. Ils faisaient partie de l'appareil qui a profité de la structure de l'état ouvrier, qui a développé, comme le reste de la bureaucratie, des intérêts et des privilèges de caste. Si maintenant, Landbergis s'empare du drapeau indépendantiste, c'était pour canaliser les sentiments anti-bureaucratiques de la population en les identifiant au pouvoir central de l'URSS. Les gens qui ont voté pour eux, l'ont fait en espérant améliorer les conditions de vie sociale et économique, une fois libres des contraintes bureaucratiques. Mais la direction nationaliste ne peut pas accomplir de tels engagements, elle n'y a pas intérêt.

C'est pour cela que la crise a éclaté au sein même du gouvernement. Le premier ministre Kasimiera Prunskiene démissionne et dénonce que Landbergis et son groupe refusent tout compromis avec le gouvernement central, veulent un séparatisme total et menacent même de mort les Lituanais qui n'acceptent pas ces positions.

Les travailleurs ont manifesté en masse, en faisant des grèves et des barrages routiers, contre les augmentations de prix et les mesures du gouvernement pour imposer l'économie de marché. Si ce gouvernement était "démocratique", il aurait déjà dû démissionner: les gens qui ont voté pour lui il y a deux ans, voulaient se libérer de la bureaucratie, au travers d'une plus grande autonomie, et non pas rompre avec

l'URSS, ni avec les fondements de l'état ouvrier. C'est ce gouvernement qui a instauré des lois de répression et d'emprisonnement pour ceux qui veulent continuer à respecter la Constitution de l'URSS. C'est lui aussi qui a durci ses positions et refusé toute discussion avec le gouvernement soviétique et a prévenu qu'il ne voudrait rien savoir des conclusions du referendum général ni d'une nouvelle organisation des relations entre les républiques.

Derrière les Landbergis et les ultranationalistes de Lituanie et des autres républiques soviétiques, on peut voir l'intention de l'impérialisme mondial de démanteler l'URSS. C'est une autre manière de faire la guerre contre l'état ouvrier, déclarée en Irak, et non déclarée ici. L'appel de Landbergis à l'intervention des troupes de l'Otan pour défendre son gouvernement contre l'armée soviétique signifie que l'impérialisme l'entretient comme une menace permanente contre la direction soviétique et Gorbatchev.

La gauche doit voir cela clairement avant de poser ses critiques à la direction soviétique. Dans le fond, ce ne sont pas des problèmes de "nationalités" qui se posent maintenant à l'URSS. C'est avec la Révolution russe que tous les peuples de l'URSS ont pu s'unifier et se développer comme jamais dans leur histoire, élever les relations économiques, culturelles, sociales des populations les plus arriérées du monde. Malgré la crise actuelle, le niveau de ces relations économiques, sociales et des conditions de vie des masses en URSS, comparées aux mêmes nationalités qui sont restées dans des pays sous contrôle capitaliste, est très supérieur, des Kurdes aux Afghans.

Le capitalisme se base sur la concurrence, sur la domination du plus fort. En plusieurs siècles de son existence, il n'a jamais pu résoudre les problèmes de nationalités dans le monde. Au contraire, il a entretenu et provoqué des divisions, des affrontements, des inégalités entre les pays, entre les nationalités, pour assurer son pouvoir, divisier pour régner. Par contre, la structure de l'état ouvrier, pour la première fois dans l'histoire humaine, a donné des bases pour l'unification et l'intégration des différents peuples et nationalités, avec l'étatisation et la planification de l'économie et l'organisation des soviets. La Révolution d'Octobre a créé ces bases, qui sont toujours très fermes. Mais la bureaucratie s'est développée elle aussi, elle a délogé le prolétariat du pouvoir dans les soviets et a usurpé l'économie étatisée pour la planifier à son avantage. Le processus d'intégration des nationalités en URSS n'est pas arrivé à terme. La bureaucratie a reproduit en partie les vices du capitalisme, en suscitant des rivalités et des discriminations entre les nationalités. Et maintenant, dans des républiques comme la Lituanie, la Géorgie, elle se sert de tous les sentiments de frustration et d'injustice de secteurs plus arriérés de la population, pour exalter un nationalisme qui couvre la défense de ses propres privilèges locaux.

suite page 7



L'ECHEC DU COUP DE FORCE EN URSS

LE CONTRECOUP REACTIONNAIRE DE ELTSINE

LA DESAGREGATION DE L'APPAREIL BUREAUCRATIQUE

LA NECESSITE DES ORGANES D'INTERVENTION DES MASSES

Le coup de force d'un groupe de dirigeants du PCUS et de l'armée en URSS est la conséquence de la lutte de tendances et de la désintégration de l'appareil bureaucratique en une multitude de centres de pouvoir (régionaux, économiques, maffieux...), et cela face aux tâches posées par le développement de la révolution mondiale, par l'affrontement avec l'impérialisme et la nécessité du progrès de l'Etat ouvrier.

Le secteur qui a fait le coup, ainsi que le secteur de Eltsine, qui a maintenant l'initiative, sont étrangers aux préoccupations des masses soviétiques et à la nécessité objective de progrès de l'Etat ouvrier.

Les putschistes représentent des secteurs liés à l'administration centrale de la bureaucratie dans l'état, l'économie et l'armée. Ils ne sont pas intervenus contre les réformes tendant vers l'économie de marché, ils n'ont pas remis en cause la politique extérieure de l'Union Soviétique, ils se sont même empressés de rassurer l'impérialisme américain sur la continuité de cette politique extérieure.

Leur communiqué très général, bien qu'il évoque des préoccupations des gens comme la lutte contre la mafia, contre la spéculation et les bas salaires, ne dit rien sur des problèmes concrets tels que le problème des nationalités, auquel les masses soviétiques sont très sensibles comme elles l'ont montré dans le récent referendum en votant pour la centralisation de l'Union Soviétique.

Cette tendance de la haute bureaucratie de l'état ne proposait aucun programme pour le progrès de l'Etat ouvrier, pour le fonctionnement des organes de pouvoir des masses et elle prétendait décider et appliquer ses propositions par décret sans appeler la population à intervenir. Elle décidait la suspension des partis et des mouvements et l'interdiction des mobilisations et assemblées. Elle essayait ainsi de faire reculer les conquêtes démocratiques des masses soviétiques. Tout cela reflète la faiblesse des équipes mises en place par Gorbatchev lui-même, qui se sentent perdues face à cette crise que passe l'Etat ouvrier.

La IV^e Internationale Posadiste est opposée à ce coup de force. Mais elle condamne le contrecoup organisé par la tendance de Boris Eltsine, car ces affrontements affaiblissent les structures de l'Etat ouvrier, et désorientent l'organisation du prolétariat soviétique et mondial dans sa lutte pour s'affranchir du capitalisme.

La tendance de Eltsine qui a pris l'initiative après l'échec du coup, s'appuie sur les secteurs les plus corrompus de la bureaucratie et sur des mouvements de dissidents qui se sont détachés de l'état ouvrier et qui défendent et mettent en oeuvre des mesures de retour au capitalisme, de privatisation de l'économie, de libre marché. Sa revendication de la démocratie et de la liberté est purement formelle: en effet Eltsine est parvenu à faire suspendre le PCUS et réduit les possibilités pour le prolétariat de se manifester.

Eeltsine a utilisé la haine de larges couches de la population envers la bureaucratie centrale et la corruption dans le Parti Communiste. Il agit de façon démagogique pour couvrir les ambitions de la bureaucratie régionale de Russie. C'est ce secteur de Eltsine qui est le plus agressif contre le socialisme. Mais il est aussi instable, car il n'a pas de base solide. Comme l'analysait Posadas, la bureaucratie ne peut plus se reproduire comme par le passé. Le programme de Eltsine consiste seulement en des réformes économiques (et une démagogie patriotique) qui conduira inévitablement à des conflits avec le prolétariat soviétique. Le million de personnes qui manifestaient sur la Place Rouge à Moscou après l'échec du putsch, n'ont pas donné un chèque en blanc à Eltsine. Elles sont sorties pour défendre les conquêtes démocratiques réalisées pendant la dernière période.

L'impérialisme intervient pour essayer de profiter de cette situation de vide de direction de l'état ouvrier et a appuyé le secteur de Eltsine qui pose des mesures de régression intéressantes pour le capitalisme, en encourageant les secteurs nationalistes, en attaquant les organes d'intervention de l'avant-garde communiste et en stimulant la privatisation des moyens de production.

Cette lutte intérieure qui penche provisoirement en faveur de Eltsine et de son programme le met dans une position plus forte vis-à-vis du capitalisme qui cherche des points d'appui en URSS, mais cela va lui faire perdre beaucoup d'autorité aux yeux des masses soviétiques.

L'intervention de Gorbatchev dans toute cette crise est d'une grande faiblesse. Il a toutefois cherché à maintenir la structure centralisée de l'état ouvrier, quand il a déclaré, à sa descente d'avion, que les déficits de l'URSS ne sont pas le résultat de la Révolution d'Octobre, mais bien du stalinisme, et qu'il a défendu le socialisme et le Parti. Cependant, il a cédé à l'offensive de Eltsine et n'a pas eu la résolution d'en appeler au prolétariat et aux "millions d'ouvriers et de paysans communistes de l'URSS".

D'autre part, la politique suivie par Gorbatchev dans la dernière période, sa non intervention dans la guerre du Golfe où l'URSS a laissé faire l'impérialisme, le fait d'avoir abandonné l'état ouvrier allemand à son propre sort, la tentative de résoudre les problèmes de l'économie en URSS par des mesures de libéralisation du marché, ont affaibli cette direction et l'ont isolée des préoccupations et de la lutte des masses.

La défense des droits démocratiques des masses et les déclarations en défense de l'URSS et du socialisme n'ont pas été suffisantes pour reconstituer une relation avec l'avant-garde et le prolétariat soviétique.

Un petit secteur du prolétariat est intervenu dans cette crise, mais dans son ensemble, celui-ci est resté à l'expectative. Le secteur des mineurs qui a fait grève (contre le coup) et les ouvriers du pétrole qui ont refusé de cesser le travail pour ne pas faire de tort à l'économie se sont tous prononcés en défense de la structure de l'état ouvrier. En réalité, l'isolement de ce secteur de la bureaucratie qui a fait le coup de force fut complet. Il n'a pas recueilli le moindre appui.

C'est le prolétariat, avec un secteur de l'armée et de l'avant-garde communiste qui ont fait échouer ce coup et empêché un recul des droits acquis. Ils ont ainsi liquidé la tendance de la bureaucratie centrale qui l'a organisé et se préparent à impulser les changements nécessaires pour le progrès et l'approfondissement des mesures socialistes. La suspension du PCUS ne signifie pas nécessairement la liquidation du Parti dans lequel s'est concentré l'expérience de l'avant-garde communiste. Maintenant, il s'agit de reconstruire son fonctionnement, sa vie intérieure, pour qu'il soit un instrument utile et non un appareil au service de l'un ou l'autre secteur bureaucratique.

Il faut discuter dans le mouvement communiste et révolutionnaire mondial ce processus de crise de direction dans l'état ouvrier qui a la plus grande tradition révolutionnaire. Nous appelons les partis communistes, socialistes, les mouvements révolutionnaires et les syndicats à intervenir pour affronter, aux côtés des masses soviétiques, les tendances comme celle de Boris Eltsine, qui es-

saie de détruire l'Union Soviétique - une des conquêtes les profondes de l'histoire de la révolution mondiale - par ses mesures de privatisation, de retour au capitalisme, d'annulation par décret du Parti Communiste. La suspension du PCUS et le transfert de ses biens à l'état, n'ont pas été le résultat d'une discussion démocratique avec les masses. Gorbatchev aussi bien que Eltsine ont utilisé les mots de démocratie de façon arbitraire. Il faudrait que le contrôle des biens du Parti soit entre les mains des ouvriers, sinon la bureaucratie locale ou régionale les utilisera à son seul profit.

Même s'il y a un affaiblissement transitoire des états ouvriers face au système capitaliste, la crise du capitalisme s'accroît inexorablement, entraînant une détérioration énorme des conditions de vie des populations, en Amérique Latine, en Afrique, en Asie et aussi dans les pays capitalistes dits avancés. Le capitalisme n'a d'autre perspective que le chômage, la surexploitation, la concentration économique, la guerre. Le regroupement de toutes les forces anti-capitalistes est une exigence. Le prolétariat de l'Union Soviétique, le Parti Communiste, l'Etat ouvrier soviétique, les conquêtes de la Révolution d'Octobre sont un patrimoine que toute l'humanité doit défendre face au système capitaliste.

Nous appelons tous les dirigeants des partis communistes, socialistes, tous les courants de la gauche et les mouvements révolutionnaires à se prononcer contre le coup de force, contre le contrecoup de Eltsine et en défense du PCUS, (comme l'a déjà fait Refondazione Comunista en Italie). Nous appelons à appuyer la lutte de la classe ouvrière soviétique en défense de la propriété étatisée, de la planification de l'économie, du contrôle ouvrier de la production.

Nous défendons le PCUS car c'est un instrument indispensable au progrès de l'URSS vers le socialisme. Ceux qui veulent le liquider ont des intentions sinistres et antidémocratiques parce qu'ils veulent écraser la résolution de millions de communistes.

Mais pour communiquer avec la société, le Parti a besoin du fonctionnement des syndicats et des soviets, au travers desquels l'avant-garde se met en contact avec tous les secteurs sociaux, les gagne aux objectifs socialistes et nettoie l'appareil de l'état de tous les groupes corrompus et décomposés qui entravent et boycottent les mesures de progrès révolutionnaire.

L'avant-garde en Union Soviétique doit résoudre les mêmes tâches que l'ensemble de l'humanité : construire la direction révolutionnaire et défendre les instruments du progrès de l'histoire, les états ouvriers, contre les maux provoqués par la faiblesse et la corruption de ces directions qui ont perdu la confiance dans le futur communiste de l'humanité. Si Gorbatchev désire défendre la centralisation de l'Union Soviétique, il doit prôner aussi la démocratie soviétique, sans quoi les luttes inter-bureaucratiques continuent à dominer et empêchent d'adopter des mesures objectives pour le progrès de l'Etat ouvrier.

Les directions qui ne veulent pas, comme c'est le cas pour Eltsine, mener ces tâches de l'avant ou qui trahissent les sentiments des masses comme c'est le cas pour le secteur qui a fait le coup manqué, vont finir à la même place que l'histoire a réservé à Staline et réservera au capitalisme: la poubelle de l'histoire.

Il faut discuter dans les organismes des masses le programme et la politique révolutionnaire: défense de la révolution mondiale, des étatisations, du monopole du commerce extérieur, démocratie soviétique et distribution à chacun selon ses besoins. La force de l'Etat ouvrier Soviétique consiste à s'étendre et à impulser l'application de ce programme, à soutenir la révolution socialiste dans le monde, affronter l'impérialisme et devenir un centre d'organisation pour l'avant-garde dans le monde en construisant une nouvelle Internationale avec toutes les forces qui luttent pour se libérer du capitalisme.

29 août 1991

IVe Internationale Posadiste
Direction Internationale

Editeur responsable: C. Pôlet, rue des Cultivateurs 62 - 1040 BXL

La provocation des groupes séparatistes et la nécessité de l'unité socialiste de la Yougoslavie

La Yougoslavie a été depuis toujours un des Etats ouvriers les plus faibles, et cette faiblesse se manifeste au travers des événements de ces derniers mois avec les proclamations séparatistes des républiques de Slovénie et de Croatie. La crise actuelle est une résultante des faiblesses de sa structure d'Etat ouvrier, des limitations de la direction communiste, du processus général de chute des régimes bureaucratiques construits sous le stalinisme et de la pression que le capitalisme mondial exerce pour déstabiliser les Etats ouvriers et freiner l'intervention des masses et la rénovation des directions communistes.

La séparation de la Croatie et de la Slovénie du reste de la Yougoslavie ne répond à aucune volonté de progrès. Il est faux de croire qu'il s'agit d'un pas vers la "liberté" et la "démocratie". Au contraire, c'est une initiative par laquelle certaines castes bureaucratiques essaient de se renforcer au détriment du reste de l'appareil bureaucratique et qui a conduit à la rupture entre eux. Il faut discuter dans tout le mouvement communiste et révolutionnaire mondial pour faire des appels et des résolutions condamnant les intentions réactionnaires de ces groupes qui imposent la séparation.

La crise économique provoquée par la politique d'autogestion a pénalisé une grande partie du pays au bénéfice des zones les plus riches qui, comme la Slovénie et la Croatie, ont profité de leurs propres richesses, des conditions géographiques de voisinage et de relation avec le marché mondial capitaliste. Les bureaucraties slovène et croate ont profité de la structure de l'Etat ouvrier et des échanges avec les autres républiques de Yougoslavie pour obtenir des produits et des services à bas prix, ce qui leur a permis par la suite une certaine concurrence avec le marché capitaliste. Elles recueillent les bénéfices comme républiques et non comme Etat ouvrier unifié. C'est la raison pour laquelle des inégalités se sont accrues entre les différentes républiques en Yougoslavie. Les bureaucraties de Slovénie et de Croatie présentent ce développement inégal comme la conséquence de "qualités nationales", alors qu'en réalité il s'agit d'une politique qui a conduit à leur enrichissement local au détriment de l'ensemble de la Yougoslavie.

Dans ce sens, la politique d'autogestion a été la base de la cristallisation d'importants intérêts particuliers, de castes et même privés, comme en Slovénie où existe déjà une grande bourgeoisie. Seule l'étatisation, avec le contrôle et la participation active des masses dans la programmation de l'économie, peut permettre une harmonisation entre les différentes sphères de l'économie et viser à l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble des masses. Par contre, l'autogestion a maintenu et exacerbé la concurrence dans la production. Les revenus des ouvriers et les techniciens de chaque fabrique ou unité de production ne dépendaient plus de la programmation globale mais de l'acharnement à la production, de la liquidation des concurrents, de la diminution du coût moyen, d'un effort personnel plus important et de la réduction de la qualité des produits. L'autogestion a constitué un foyer d'inégalités très importantes.

La formation de l'Etat ouvrier qui était l'objectif principal de la lutte des communistes et des partisans de Tito, a permis un grand progrès social des masses et du pays, mais a été limitée par la politique d'autogestion. Par exemple, la législation de l'Etat ouvrier a imposé à chaque entreprise de construire des maisons pour ses travailleurs. Il y a des multitudes de maisons en Yougoslavie, mais les entreprises les plus riches pouvaient construire de meilleures maisons, de meilleure qualité, avec plus de services et plus de parcs que les autres. Postérieurement, les directeurs ont détourné par mille moyens des biens collectifs pour leur appropriation individuelle et ils ont construit leur maison loin des complexes résidentiels où vivait la grande majorité du personnel. Il est important de réaffirmer ces conclusions qui ont été posées par le camarade Posadas dans ses textes sur la Yougoslavie, dans son hommage à Tito et dans les analyses faites pendant son voyage en Yougoslavie peu de temps avant sa mort :

Le progrès accompli par la Yougoslavie, alors qu'elle sortait détruite de la guerre, avec des millions de morts dans la lutte contre les nazis, a été possible par sa structure, même limitée, d'état ouvrier et par l'objectif communiste imprimé à ses débuts par Tito et la guérilla.

suite page 4

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVème Internationale Posadiste

Correspondance: "Lutte Ouvrière", rue des Cultivateurs, 62
1040 Bruxelles-CCP 000.0976234-26 de POLET
☎ 02/732.21.95

29^{ème} Année - Novembre 1991 - N° 387 - 20 Francs

Pour donner une perspective face à la crise capitaliste et à l'effondrement de la bureaucratie des états ouvriers, un front de la gauche est plus que jamais nécessaire

EDITORIAL

Les élections du 24 novembre prochain vont se tenir dans une grande confusion pour la population. L'éclatement de la gauche est d'abord géographique, les positions en Flandres, à Bruxelles, en Wallonie sont toutes divergentes; il est aussi politique, car les dirigeants socialistes se sont alliés avec diverses forces de droite selon les circonstances et les lieux, les Ecolos mettent costume et cravate pour se montrer respectables et ministriables, et à la gauche du Parti Socialiste, le Parti Communiste remet en cause sa propre existence, il se présente aux élections seulement dans le Hainaut; d'autre part, une liste regroupant différents courants à gauche du SP apparaît uniquement dans la région flamande et à Bruxelles (liste Regenboog).

Il y a une confusion politique, mais la conscience de classe des travailleurs est bien vive. Malgré la campagne forcenée de la bourgeoisie sur "l'effondrement du communisme" et de toute perspective socialiste également, les gens n'ont pas pu être convaincus que le capitalisme est supérieur... La situation de plus en plus pénible de la population dans les pays d'Europe de l'Est avec l'introduction de l'économie de marché et de la lutte chacun pour soi, provoque des vagues d'émigration qui atteignent aussi la Belgique, on voit des milliers de travailleurs polonais, yougoslaves arriver sur le marché du travail en Belgique au lieu de rester sur place pour jouir des bienfaits des mesures pro-capitalistes de leurs gouvernements. En Pologne, il y a une désaffection

immense de la population, qui ne va pas voter à près de 60%, tandis que les travailleurs plus conscients redonnent force au Parti Communiste.

Le capitalisme belge et international montre sa véritable nature: contre la démocratie et pour le profit. En Belgique, le gouvernement (socialiste-social chrétien) a autorisé l'entrée des travailleurs polonais comme "touristes", en sachant parfaitement qu'ils venaient pour travailler à n'importe quel prix et concurrencer les autres travailleurs et apporter de meilleurs bénéfices aux patrons qui les emploient.

suite page 2

Lettre ouverte
au IV^{ème} congrès
du P.C de Cuba

voir page 3

Hommage
à J.Posadas, 10 ans
après sa disparition

voir page 6

Pour qui voter le 24
Novembre prochain?

voir page 2

Réalisation
de la 14^{ème} conférence
internationale

voir page 6

Vive le 74^{ème}
anniversaire de la
Révolution russe

voir page 5

Pour donner une perspective face à la crise capitaliste et à l'effondrement de la bureaucratie des états ouvriers, un front de la gauche est plus que jamais nécessaire

suite de la page 1

D'autre part, la bourgeoisie veut maintenant restreindre les conditions du droit d'asile qu'elle avait elle-même instauré dans la lutte politique contre les états ouvriers et pour accueillir les soi-disant dissidents des pays socialistes. Mais elle laisse en même temps les nouveaux immigrés disputer le marché du travail, qui est de plus en plus difficile, aux anciens immigrés et aux travailleurs belges.

C'est en partie à cette question que répond la campagne électorale orientée contre les immigrés, vers le racisme anti-maghrébin, anti-turc ou anti-africain, des partis d'extrême droite, des Nols, du Vlaamse Blok. Le problème de l'intégration et des droits des travailleurs d'origine immigrée est avant tout économique et social. Le capitalisme veut les remplacer par de la nouvelle main d'oeuvre qu'il espère trouver dans les pays de l'Est européen et faire travailler dans les pires conditions. Tandis que les travailleurs, les jeunes en particulier, des anciennes vagues de immigration, luttent pour avoir les droits et les conditions de vie correspondant à celles des travailleurs belges avec lesquels ils travaillent et luttent, côte à côte.

La direction du Parti Socialiste ne donne aucune réponse à toutes ces questions et se préoccupe surtout de maintenir le pouvoir, coûte que coûte, et d'être en bonne place pour la dispute du gâteau de l'Etat, ou de ce qui en reste. Sa défense du fédéralisme, des pouvoirs régionaux ou communautaires n'a rien à voir avec des principes socialistes, c'est une lutte pour des positions de pouvoir et de privilèges. Pour cela, la direction du PS n'a rien à envier à la vieille bureaucratie des Etats ouvriers, il n'y a qu'à voir ce qui se passe par exemple avec la distribution des places électorales ou la succession d'André Cools. Le Parti Ecolo a recueilli pendant plusieurs années la protestation d'une partie des travailleurs, de la petite-bourgeoisie contre les effets nocifs de l'économie capitaliste et contre la passivité et les compromissions des dirigeants socialistes. Mais il n'a pas proposé de programme alternatif à celui de l'exploitation capitaliste et de la propriété privée, il a accepté des alliances avec des partis de droite dans des conseils communaux et aujourd'hui, il se dit prêt à participer à un gouvernement régional ou national du moment que des considérations écologistes sont prises en compte dans une déclaration gouvernementale. Dans ces conditions, le parti de Van Rossem qui présente des listes dans plusieurs villes de Flandres et de Wallonie et

à Bruxelles, peut rencontrer un certain écho. Il se montre le plus contestataire du pouvoir politique et financier, des corruptions et des compromis des dirigeants de gauche avec ce pouvoir. Comme le Parti Radical en Italie, il va refléter cette protestation dans des couches de la petite-bourgeoisie qui voit aussi que la propagande raciste et anti-immigrés des groupements les plus à droite n'est que du vide et cache une absence complète de propositions pour sortir le pays de la crise.

Le pouvoir capitaliste se désintéresse de plus en plus de tout ce qui concerne l'enseignement général, les soins de santé, le logement de la population. Comme il n'agrandit pas le gâteau des richesses tirées de la production, le partage de ce gâteau est de plus en plus ardu, et les miettes qui en tombent, de plus en plus maigres. Un prochain gouvernement ne cédera aux enseignants que si les luttes imposent les reven-

dications. Pour les travailleurs des secteurs de la santé, il en est de même. Il devient difficile de trouver un logement convenable à un prix décent tellement la spéculation immobilière fait monter les prix, en particulier à Bruxelles et dans les grandes villes. Le chômage ne diminue pas en réalité, il touche plus de 13% de la population active et la pression sur les travailleurs qui ont un emploi s'accroît. Les responsables de cette situation ne sont pas les immigrés, mais le pouvoir capitaliste, le patronat, les banques. La régionalisation politique de la Belgique n'a pas réduit ce pouvoir. Mais elle a affaibli le mouvement ouvrier, les organisations de gauche, qui se retrouvent de plus en plus morcelées. Le programme d'étatisation des grands moyens de production et des banques, d'une planification de l'économie de tout le pays en fonction des besoins de la population, du contrôle ouvrier et populaire sur la gestion et l'organisation de l'économie, le programme de transforma-

tions socialistes doit être remis en discussion dans toute la gauche, politique et syndicale. Il faut discuter que la crise des "pays socialistes" ne vient pas de l'échec de ce programme, mais de l'échec de ces directions bureaucratiques qui l'ont détourné de son but, et qui ont déplacé les masses travailleuses du contrôle de l'économie et du pouvoir. Les syndicats en Belgique, le Parti Socialiste, le Parti Communiste, le mouvement chrétien de gauche doivent remettre en discussion, et les élections en sont une occasion, la nécessité de ce front unique de la gauche avec le programme de transformations socialistes. Le socialisme est une nécessité vitale pour les travailleurs, pour toute l'humanité, car le système capitaliste pousse à la guerre, comme il l'a fait récemment contre l'Irak, il le fait aussi au Zaïre, et dans les autres pays d'Afrique et en Amérique Latine. Il le fait également en Europe, en armant la Croatie et la Slovénie pour démanteler la Yougoslavie, en Grande-Bretagne, dans les pays des Balkans. Les prochaines élections ne donnent pas d'elles-mêmes une possibilité de changer le rapport des forces actuel. Mais elles vont exprimer, de toutes manières, le ras-le-bol de la population travailleuse, et que la gauche a des forces très importantes potentiellement pour s'organiser mieux et s'unifier.

POUR QUI VOTER AUX PROCHAINES LEGISLATIVES ET PROVINCIALES du 24 NOVEMBRE 1991 ?

Voter Regenboog en Flandres et à Bruxelles, voter Parti Communiste dans le Hainaut, et pour des candidats socialistes de gauche PS et SP dans le reste du pays!

Aux précédentes législatives et communales, une grande partie de la population travailleuse et exploitée de ce pays a voté pour les PS et SP, qui ont considérablement augmenté leurs scores. Et les travailleurs continueront sans aucun doute à donner leur voix aux Partis Socialistes, mais tout en souhaitant le voir appliquer une autre politique, une politique en défense des intérêts des travailleurs, des acquis sociaux. Il est tout à fait lamentable de voir les conflits qui agitent les PS-SP en rapport avec les fabriques d'armements et le dossier de la FN, dans lequel ils se disputent comme les défenseurs de leur région. La division des Partis Socialistes est un grand affaiblissement pour la lutte des travailleurs au niveau national. La régionalisation a été votée et rend difficile une lutte unifiée dans l'ensemble du pays.

Pour pousser les PS-SP à défendre un programme contre la guerre, à défendre des conquêtes sociales fondamentales des travailleurs dont l'indexation des salaires par exemple, à défendre un enseignement gratuit et pluraliste, à lutter contre le chômage, à lutter contre l'appauvrissement de la population, il est indispensable de créer une pression une force à sa gauche pour rectifier sa politique, et ses dirigeants. La lutte des travailleurs communaux de Liège est exemplaire à ce titre.

Le grand déficit qui apparaît dans le paysage politique de notre pays, est l'absence de plus en plus prononcée du Parti Communiste, qui n'est plus apparu électoralement comme une organisation qui donne une alternative socialiste et anti-capitaliste à la crise du système. Et pourtant, un important courant communiste existe dans le

pays qui cherche une issue et une orientation politique.

Le PTB recueille une partie de ce public communiste, et va attirer dans ces élections une partie de travailleurs qui voit dans certains mots d'ordre du PTB une continuité de principes communistes. C'est la seule organisation de gauche qui présente une liste nationale bilingue, avec des candidats flamands en Wallonie et inversement.

Mais, il ne représente pas une alternative politique crédible, révolutionnaire et anti-capitaliste parce que son objectif est seulement de prendre la place du PC. De plus, le PTB change constamment son analyse sur la politique internationale, et en particulier son appréciation des événements dans les pays de l'Est. L'URSS est à nouveau un pays capitaliste et ne restent communistes à leur yeux aujourd'hui que la Chine, le Vietnam et Cuba!! Ils ont défendu Pol Pot, Ceausescu et Saddam Hussein comme de grands révolutionnaires, et sont partisans d'une direction à parti unique.

D'autre part, dans toutes les tentatives de regrouper les différentes organisations à gauche du PS: Parti Communiste, Parti Ouvrier Socialiste, notre Parti avec des indépendants de gauche, des écologistes, des socialistes de gauche et des chrétiens de gauche, le PTB maintient une attitude sectaire et veut continuer à vouloir être à lui seul le représentant légitime et authentique de la classe ouvrière.

Plusieurs tentatives de créer un front de gauche ont été réalisées dans le passé avec EVA, pour les élections communales et aussi avec Regenboog en Flandres qui représente déjà un courant d'opinion assez large et qui

peut petit à petit jouer un rôle moteur, d'impulsion pour un programme de transformations socialistes dans notre pays. Mais cette expérience ne s'est pas étendue à tout le pays.

A Bruxelles, également s'est constituée une liste Regenboog, avec un militant posadiste comme candidat, qui n'est encore qu'une toute petite ébauche d'un front et qui n'est pas une liste bilingue, ce qui limite considérablement sa portée et représente un déficit qu'il serait important de combler dans l'avenir, puisque les néerlandophones de Bruxelles représentent 20% de la population de la région. Mais cette liste, n'est pas exclusivement destinée au public flamand de Bruxelles, mais à l'ensemble de la population de la région. Cela montre aussi l'importance de présenter une liste unique et bilingue dans tout le pays, pour ne pas être noyé dans l'imbricatio linguistique et communautaire qui empoisonne la vie des citoyens et ne résoud aucun problème essentiel.



A
BRUXELLES
VOTER
REGEBO

LENAERTS
JOZEF

8ème
à la chambre

LETTRE OUVERTE AUX CAMARADES DU PARTI COMMUNISTE CUBAIN POUR LEUR IV^{ème} CONGRES

Octobre 1991

Chers camarades,

Nous vous adressons notre salut communiste à l'occasion de la réalisation de votre 4^e Congrès. Celui-ci se tient au milieu d'une profonde discussion des problèmes de la construction du socialisme au sein du mouvement communiste mondial, et en dehors de lui. Au même moment, les menaces militaires de l'impérialisme s'accroissent contre l'Etat ouvrier cubain.

En Union Soviétique, depuis la tentative de coup et le contre-coup de Eltsine et des camarades réactionnaires nationalistes, les conditions pour de nouvelles luttes et même des formes de guerre civile se précipitent. Ni les putschistes, ni ceux qui ont fait le contre-coup ne représentent un progrès pour l'Etat ouvrier soviétique. Ils sont des résidus du vieil appareil bureaucratique créé sous Staline, qui essaient de profiter de la lenteur et des difficultés de formation de nouvelles directions communistes et marxistes.

Le processus de régénérescence partielle a reçu une impulsion importante sous la direction de Gorbatchev. Mais tous les problèmes sont venus à la surface. Le vieux pouvoir bureaucratique remis en question commençait à se démembrer et certains secteurs qui se sentaient acculés se sont défendus sous le masque du nationalisme.

Le processus de changements en Union Soviétique s'est déroulé dans la dernière période en plein empirisme et confusion et a laissé croître des tendances qui préconisaient des mesures directement opposées à la perspective socialiste. La direction de Gorbatchev, qui a cherché à concilier l'objectif du socialisme avec des mesures économiques tendant à la privatisation et à une alliance mondiale avec les Etats-Unis, a montré toute sa faiblesse au moment de devoir affronter ces vieilles couches bureaucratiques, qui se sont converties en radicaux et en apprentis bourgeois. Elle n'a pas cherché à organiser la participation du peuple soviétique dans toute cette crise. Elle a laissé faire l'impérialisme dans la guerre du Golfe, elle est restée passive quand des directions réactionnaires se sont emparées des gouvernements des Etats ouvriers d'Europe, et en particulier de la RDA. Cette attitude a permis le renforcement des tendances réactionnaires à l'intérieur de l'Etat ouvrier et a ouvert les portes à l'intervention du capitalisme mondial pour soutenir ces tendances.

Après le coup manqué et le contre-coup de Eltsine, ces tendances ont suspendu le PCUS, pour essayer d'éliminer un instrument pouvant centraliser la discussion et l'intervention des masses et des cadres communistes. Il faut ouvrir une discussion dans les partis communistes et socialistes, dans le mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial, sur ce qui s'est passé en Union Soviétique, en partant de la considération que ce n'est pas un "pays socialiste", mais bien un Etat ouvrier.

La IV^e Internationale se dispose à participer à ce débat qui est décisif pour l'humanité, pour élever les instruments de la classe ouvrière mondiale dans l'affrontement avec le système capitaliste et dans le processus de construction du socialisme. La IV^e Internationale Posadiste prend comme principe la défense inconditionnelle de l'Etat ouvrier cubain. La révolution cubaine et les progrès de l'Etat ouvrier ont représenté une victoire du marxisme

dans la région et un grand pas en avant pour la libération des masses latino-américaines. L'élimination de la malnutrition, du chômage et de l'analphabétisme, le progrès social du peuple cubain sont des démonstrations claires de ce que sera tout le continent quand il pourra s'organiser sur la base de l'étatisation et de la planification de l'économie, du contrôle ouvrier et populaire sur la production.

Nous saluons la fonction internationaliste de Cuba en Afrique et en Amérique Centrale, sa défense de la révolution en Angola, en Namibie, au Nicaragua, et ses récentes positions contre l'intervention de l'impérialisme au Moyen-Orient.

Le Parti Communiste Cubain peut contribuer beaucoup à la construction et reconstruction des directions communistes, en faisant discuter, en particulier, la nécessité urgente du retour au marxisme. Les partis à construire ou à reconstruire, doivent se baser essentiellement sur l'intervention des masses et sur une conception mondiale de la construction du socialisme. Il n'y a aucune possibilité de progrès socialiste dans les étroites marges nationales. Mais toutes les directions construites après la venue de Staline au pouvoir sont imprégnées de cette croyance de pouvoir réaliser le socialisme dans un seul pays, une seule région, ou même, un seul village. Cette conception exprime à la fois une limitation théorique et politique et un intérêt à empêcher que le développement politique et intellectuel des masses remette en cause la domination et les privilèges de la bureaucratie.

Il est important de défendre le maintien des relations entre Cuba, l'URSS et les autres Etats ouvriers, même si elles se sont détériorées comme conséquence de la crise qui traverse tous ces pays. Il faut aussi en faire le bilan critique: jusqu'à présent, ces relations, tout en étant de grande utilité, se sont limitées à une certaine coordination des différentes économies et elles n'ont pas servi à une éducation et une intégration sociale des masses de tous ces pays avec l'objectif de la construction du socialisme.

Il faut proposer l'unification politique, économique et militaire des Etats ouvriers comme unique réponse aux croissantes menaces de l'impérialisme, qui a montré qu'il était ses intentions au travers de la Guerre du Golfe, et comme un instrument irremplaçable pour la construction du socialisme. Cette unification doit s'accompagner d'une grande activité des masses de tous les pays dans des organes soviétiques qui les incorporent à la direction de l'économie et de toute la vie sociale. C'est sur cette base qu'il faut envisager toutes les discussions sur les problèmes de l'économie, des nationalités, de la démocratie et du Parti dans l'Etat ouvrier.

Cuba doit intervenir en donnant des idées dans ce processus de crise, de construction et de reconstruction des directions communistes. Ce processus n'est pas une conséquence de la politique de Gorbatchev, mais des limitations de la direction du Parti Communiste

Soviétique qui a eu peur d'être dépassé par la révolution politique. Il faut s'appuyer sur les directions qui cherchent à sauvegarder de l'Etat ouvrier. Et tenir compte que l'URSS joue un rôle décisif, car elle est issue de la révolution la plus complète et a pu atteindre un développement très important. Elle a un rôle décisif au plan militaire et social face à l'impérialisme ainsi que dans le processus de restructuration des directions communistes.

L'Etat ouvrier est une conquête légitime de l'humanité. Il a une supériorité sociale sur le système capitaliste. La Chine, Cuba, l'URSS, les autres Etats ouvriers sont parvenus à briser et surmonter l'état d'arriération sociale et culturelle imposé par le capitalisme mondial. En Amérique Latine, cette différence saute aux yeux: aucun pays capitaliste n'a pu dépasser Cuba culturellement et socialement, et ceux qui avaient un niveau supérieur à Cuba dans les années 60, ont régressé.

La planification centralisée de l'économie est indispensable pour arracher un pays de la misère, pour le développer en faveur des masses. Mais elle doit s'accompagner d'une participation active des gens, et donc de l'organisation de conseils populaires, de soviets. Le Parti doit développer son rôle dirigeant au moyen de la démocratie et de la persuasion, il doit avoir un fonctionnement indépendant de l'Etat. De même pour les syndicats. Le socialisme se construit avec des organes de démocratie directe, avec un parti conscient et marxiste et qui gagne le droit de diriger en intervenant dans ces organes des masses.

Il faut développer le stimulant moral, le droit des masses à contrôler la production et la distribution, il faut une planification centralisée dans son élaboration et décentralisée pour son application. Sans cela, les mafias continueront leurs spéculations et boycottages et les tendances des technocrates qui veulent le pouvoir politique, continueront à entraver et même à empêcher le fonctionnement de l'Etat ouvrier.

L'effondrement des bureaucraties des Etats ouvriers d'Europe, pèse sur Cuba du fait de la non-fourniture de produits dont l'économie cubaine avait besoin. Il augmente aussi la pression de l'impérialisme contre l'Etat ouvrier cubain. Pour cette raison aussi, il faut élever la fonction politique de Cuba vis-à-vis des autres Etats ouvriers et de l'Amérique Latine. Les difficultés seront d'autant plus grandes si Cuba se replie sur elle-même. Il faut développer une discussion dans toute la population sur ce qu'il convient de produire et où il convient d'investir en priorité, mettre l'accent sur la production des produits de première nécessité pour la population pouvant se substituer aux importations. Les masses doivent peser sur les décisions économiques et les changements nécessaires, au travers des syndicats et des organisations populaires. Il faut discuter ouvertement et démocratiquement de tous les problèmes. Faire appel aux masses des autres Etats ouvriers, des Etats-Unis, d'Amérique Latine et du monde, pour approfondir la coopération avec l'Etat ouvrier cubain.

Il faut aussi discuter une réorientation de l'économie pour sortir de la monoculture et augmenter les investissements dans l'industrie légère de consommation. Tout cela requiert une vie intense du Parti, des cellules, afin que tous puissent apprendre à intervenir et à diriger, afin que la construction du Parti Communiste Cubain soit une impulsion à la construction ou rectification des autres partis communistes.

L'intervention envers l'Amérique Latine est aussi très importante, avec toutes ses possibilités de situations révolutionnaires. Par exemple, au Brésil, lorsque Lula obtient plus de 32 millions des voix aux élections présidentielles de 1989. Ce processus de discussion, d'élévation de la gauche, passe par la construction du front unique avec un programme d'alliance des secteurs les plus organisés, des syndicats avec la base populaire du nationalisme et des bourgeoisies locales, un programme de droits démocratiques, de nationalisation des banques et des secteurs-clé de l'économie, de réforme et révolution agraire et pour l'unification des pays.

La maturité de ce processus s'est exprimée également dans les résultats électoraux en Haïti, les progrès de la gauche en Uruguay, au Pérou, au Paraguay, en Colombie, dans les grandes grèves en Argentine. Lors de son dernier congrès, le Front Sandiniste a montré une volonté et une disposition très grandes à corriger ses erreurs et discipliner son fonctionnement comme Parti. Cuba peut contribuer beaucoup à élever les aptitudes de tous ces mouvements.

L'intérêt de Cuba est le même que celui de la révolution latino-américaine. Il faut proposer une fédération des pays anti-impérialistes d'Amérique Centrale et des Caraïbes et, ensuite de toute l'Amérique du Sud. Les Etats ouvriers, le mouvement communiste mondial, connaissent des reculs partiels, une augmentation des luttes internes, mais il n'y a pas de possibilité pour le capitalisme de faire régresser tous les Etats ouvriers, si ce n'est par la guerre mondiale contre-révolutionnaire. Le capitalisme est à la fin de son existence. La crise du mouvement communiste n'a pas suffi pour calmer la crise capitaliste. Le système capitaliste maintient tous ses plans de guerre contre les Etats ouvriers et la révolution mondiale.

Chers camarades du parti Communiste Cubain, toutes les idées que vous pouvez apporter dans cette crise du mouvement communiste sont importantes pour alimenter le débat mondial. Il est nécessaire de dresser un bilan de la construction des Etats ouvriers, des problèmes posés par les directions bureaucratiques, par les limitations nationalistes. Il faut, pour cela aussi, développer une pleine démocratie dans le Parti Cubain et dans tous les organismes des masses et laisser intervenir toutes les tendances politiques qui défendent l'Etat ouvrier, même si elles pensent autrement que la direction. Nous saluons et Parti, le peuple cubain et nous disposons à participer directement et fraternellement à ce débat en tant que courant communiste posadiste.

Le Bureau International de la IV^{ème} Internationale Posadiste

La provocation des groupes séparatistes et la nécessité de l'unité socialiste de la Yougoslavie

suite de la page 1

Par contre, l'autogestion n'a représenté aucun progrès.

La structure de l'Etat ouvrier a permis l'unification des différents peuples et nations, de l'ensemble des masses au-delà des différences religieuses et de nationalités. La crise économique s'est précipitée dans les dernières années, de grands mouvements de lutte et des grèves se sont produits, surtout en Serbie et en Croatie, mais aussi en Slovénie. La classe ouvrière s'est mobilisée en tant que classe, comme responsable de l'état ouvrier, et non comme ouvrier serbe, croate ou slovène. Au travers des mobilisations, les ouvriers ont dénoncé et rejeté le programme d'accroissement des relations avec le capitalisme qui portait préjudice au pouvoir d'achat, ainsi que les discriminations dans la distribution des articles de première nécessité, qui atterrisaient tous sur les marchés privés de la bureaucratie.

Ces luttes de la classe ouvrière et les critiques de son avant-garde communiste, en plein processus d'effondrement des vieux appareils bureaucratiques dans le reste des états ouvriers, imposaient un changement à la direction politique de Yougoslavie. Les accords bureaucratique entre les différentes nationalités devaient prendre fin, il s'agissait de passer à des formes supérieures de l'organisation de l'Etat ouvrier. La vieille couche bureaucratique n'a pas pu le faire. Donc, elle a eu recours à l'encerclement national (c'est ce qu'ont fait les Croates et les Slovènes) ou elle devait imposer les vieilles solutions (comme l'a fait Milosevic, en recherchant l'hégémonie aux dépens des autres). La bureaucratie a recours à des solutions désespérées: elle se métamorphose de communiste en nationaliste, de collectiviste en défenseur du marché et de la propriété privée. Elle vole et prend possession des propriétés sociales.

La fonction irremplaçable des partisans pendant la guerre

Parmi les Etats ouvriers qui ont surgi immédiatement après la guerre, la Yougoslavie a pu compter sur le plus important mouvement de partisans et de masses: la direction communiste de Tito a mobilisé la société toute entière et l'avant-garde mondiale de la jeunesse qui

est intervenue massivement pour la construction de la Yougoslavie socialiste. La Yougoslavie a exprimé la possibilité de s'opposer à l'arrogance stalinienne, et de réaliser une expérience d'édification socialiste dans un pays qui est sorti de la guerre avec de très grandes destructions. Staline a voulu obliger la direction communiste yougoslave à se soumettre à un accord avec le roi Michel. Tito s'y est opposé et s'est lancé dans une expérience autonome avec l'appui de l'avant-garde révolutionnaire du monde entier. Il faut se rappeler par exemple ce qu'a signifié la construction et la reconstruction de tout le réseau ferroviaire yougoslave avec la participation de grandes masses de jeunes qui venaient de partout, et même d'Amérique Latine où la IVème Internationale a été très active dans la campagne de solidarité avec la Révolution yougoslave.

La Yougoslavie subit de grandes destructions pendant la guerre. Elle dut affronter également d'énormes difficultés, à cause de l'isolement imposé par Staline, du manque de préparation de la direction communiste yougoslave, de son affaiblissement à la suite des persécutions pendant la lutte de libération. Il faut toujours considérer qu'après l'URSS, c'est la Yougoslavie qui a connu la plus grande perte en vies humaines (3 millions) pendant la guerre contre les nazis. Beaucoup de communistes sont morts pour avoir combattu courageusement dans les premiers rangs. Les luttes des masses yougoslaves, l'intention communiste de la direction de Tito, la liquidation du stalinisme en URSS ont imposé la correction de la politique soviétique vis-à-vis de la révolution yougoslave. L'extension de la révolution dans le monde entier a rendu possible le progrès dans le pays. Celui-ci n'était pas le résultat de la conception nationale ou de l'application de l'autogestion.

L'autogestion a été la réponse que Tito a donné face à l'attaque politique de Staline, comme le fût également par la suite la conception du "non alignement". Le manque de préparation politique de la direction yougoslave l'a empêché de voir que s'ouvrait une étape d'ascension irrésistible de la révolution. Immédiatement après, il y a eu la Chine, Cuba, la Corée et le Vietnam. L'objectif communiste a alimenté la décision de continuer la révolution malgré le sabotage de Staline, mais le manque de préparation a conduit à adopter une série de mesures défensives basées sur des accords avec les partis et les bureaucraties des différentes nationalités. L'auto-

gestion est la conséquence de ces conditions particulières. Mais ce n'était pas la seule et unique politique que Tito aurait pu appliquer, bien que ce soit compréhensible à cause de l'encerclement imposé par Staline. Il aurait pu élever l'unification du pays au moyen des étatisations et de l'intervention des masses, et attendre que dans un proche avenir, une programmation mondiale avec de nouveaux Etats ouvriers soit possible. Tito a cherché un moyen empirique pour entrer en relation avec la révolution au moyen des "Non alignés" et il a développé intérieurement une structure faible au travers de la Ligue des Communistes. Il n'a pas eu la sécurité de construire un Parti Communiste unique qui centraliserait le pays dans l'objectif de la construction socialiste. Par contre, il y eut un accord entre les tendances et les partis pendant toutes ces années, qui ont alimenté des intérêts et appétits individuels. Cela a conduit aux événements de Slovénie et de Croatie, où les partis communistes des deux républiques se présentent comme les champions des revendications nationales.

Les masses yougoslaves ont considéré pendant tout ce temps le pays comme une unité et comme un Etat ouvrier. Il est tout à fait faux de dire que se sont les gens qui veulent la séparation. Les référendums et les soi-disant appels aux décisions populaires ont été le résultat d'une campagne réactionnaire conduite pendant cette dernière période, qui avait comme objectif de faire une pression et un chantage sur les masses croates et slovènes, en présentant le développement inégal du pays comme le fruit des différentes "qualités" nationales et la nécessité d'harmonisation de l'ensemble du pays comme un prix qu'il ne fallait pas payer. Pendant que la classe ouvrière et l'avant garde communiste cherchaient à donner une solution de progrès à la crise économique, la bureaucratie l'utilisait comme une arme pour imposer des solutions nationales. Pour cela, elle s'appuyait sur des secteurs qui se sont enrichis avec la politique d'autogestion et ont constitué des bandes militaires avec l'appui de secteurs du capitalisme mondial. Le mouvement communiste mondial doit dénoncer le cynisme du capitalisme, comme l'a démontré la réunion entre l'Italie, l'Autriche et la Hongrie. Les trois pays prétendaient souhaiter une solution politique respectant la structure fédérale yougoslave, mais ces trois pays sont les principaux fournisseurs d'armes des forces territoriales de Slovénie et de Croatie. La lutte pour le contrôle des

postes frontières n'est pas une simple revendication symbolique mais le maintien des portes ouvertes pour que le capitalisme puisse pénétrer les mouvements contre-révolutionnaires.

La Slovénie et la Croatie ont pu atteindre leur niveau actuel par le fait d'appartenir à l'Etat ouvrier yougoslave, à sa structure fédérée, et grâce à l'existence des autres Etats ouvriers et à l'appui mondial de la révolution. Il n'y a aucun mérite national, ni aucune raison historique particulière chez ces peuples qui explique leur plus grand développement par rapport aux autres républiques fédérées. Comme entité nationale, elles ont toujours été un instrument dans les mains des grandes puissances - l'empire austro-hongrois, ou les Turcs ou l'Allemagne nazie - qui réglaient leurs contentieux ou se répartissaient certaines zones de pouvoir. La contribution la plus grande que ces républiques ont donnée à l'histoire s'est faite sous l'Etat ouvrier, ou antérieurement, sous la direction révolutionnaire et communiste de Tito dans la lutte contre le nazisme.

Les directions slovènes et croates sont réactionnaires

Ces directions bureaucratiques oublient, comme le fait également le système capitaliste mondial de façon intéressée, que la propriété privée et le marché qu'ils souhaitent pour faire progresser la Yougoslavie ont conduit à la dégénérescence du fascisme et du nazisme, et que la Yougoslavie, après l'URSS, a été déterminante pour faire échec à la grande menace qui a failli conduire l'humanité vers un grand recul historique.

Les deux millions de morts dans la lutte contre le nazisme sont comparativement l'équivalent des 25 millions de personnes tombées en URSS: c'est la structure de l'état ouvrier, l'avant garde communiste soviétique et yougoslave qui a permis de donner le coup déterminant qui a conduit ensuite à la défaite du nazisme dans toute l'Europe. C'est une contribution à l'histoire. Les Croates et les Slovènes peuvent fouiller dans toutes les pages de l'histoire, ils ne rencontreront aucune page aussi émouvante que celle écrite par les masses yougoslaves dans la lutte contre le nazisme: les masses communistes avant d'être croates et slovènes, elles se sont senties les représentants du progrès de l'humanité avant d'être slovènes ou croates. Comment peut-on dire que le peuple pense d'abord comme slovène, croate ou serbe: les mas-

suite page 5

ses ont vu mourir leurs pères et leurs enfants dans les combats et immédiatement les ont remplacés, sans rester paralysés par l'intérêt de famille, parce que l'intérêt de famille ne voulait pas dire être retenu dans les pleurs pour les victimes, mais continuer à lutter pour l'objectif pour lequel l'autre est tombé. Il n'y avait pas d'intérêt de famille ou de nation, le peuple croate, son avant-garde communiste a lutté de toutes ses forces contre le nazisme et contre toute la direction croate qui a collaboré avec le nazisme.

Comment parler de "raison historique de la nation": durant la guerre, les Croates se sont divisés entre la bourgeoisie et la petite bourgeoisie qui a activement appuyé l'invasion nazie et les masses qui ont combattu. Quels Croates représentent le progrès dans ce cas? sans aucun doute, ceux qui ont participé à la lutte de libération. Et pourquoi l'ont-ils fait? parce qu'ils étaient croates ou communistes? Parce qu'ils étaient communistes, se sentaient les défenseurs de l'humanité nés en Croatie. La direction bureaucratique voudrait faire reculer l'histoire, la république croate a des prétentions de revenir à des conditions féodales; ils viennent de réprimer des mouvements de grèves qui ont été sévèrement interdits parce qu'elles signifiaient une "trahison à la patrie".

Le nationalisme représente un recul infini dans le développement de la science, de la technique, de la culture et de l'économie de ces peuples. La bureaucratie le revendique parce que se sont les limites dans le cadre desquelles elle peut dominer. C'est la politique stalinienne du "socialisme dans un seul pays" qui conduit aussi à "une seule religion", à "un seul quartier" jusqu'à "une seule maison". Elle démontre que sa capacité de programmation ne va pas plus loin que le bout de son nez, mais c'est aussi une action consciente qui tend à rendre difficile l'action des forces représentant le plus légitimement le progrès, c'est-à-dire la classe ouvrière, cela divise la classe ouvrière, lui impose d'agir comme nation et non comme classe, ce qui est contraire à tout ce qu'elle a vécu et expérimenté pendant toute l'existence de l'état ouvrier.

L'armée et le prolétariat peuvent défendre les conquêtes communistes de la Révolution

Face à l'abandon de la direction politique, représentée en partie par les déclarations de Milosevic "que celui qui veut partir, s'en aille", l'armée représente le seul instrument

qui peut garantir aujourd'hui une solution de progrès. Ce n'est pas seulement parce qu'elle possède les armes, bien que cela soit très utile contre les bandes qui se sont constituées en Slovénie et en Croatie ainsi qu'en Serbie, mais surtout à cause de son origine dans la lutte contre les nazis étroitement liée à l'objectif communiste originel de la révolution yougoslave. C'est la raison pour laquelle, elle apparaît avec plus d'autorité, bien que jusqu'à maintenant elle ait agi de façon très timide et à contre temps, sans prévoir le degré d'importance de ces groupes contre-révolutionnaires. C'est aussi pour cette raison qu'une grande quantité de jeunes recrues sont morts. Il faut appeler à une grande discussion nationale avec la participation de l'armée et des masses pour décider le futur progrès de la Yougoslavie, qui ne peut être

autre chose qu'un Etat ouvrier. Avec une élévation de la programmation centralisée de la production et de l'économie sous contrôle de la classe ouvrière et des masses et avec le développement de nouvelles formes de relation avec le reste des Etats ouvriers et des Etats révolutionnaires.

Tout le mouvement communiste mondial doit discuter l'expérience yougoslave et faire une campagne mondiale d'opposition à n'importe quelle forme de disgrégation de l'Etat ouvrier. Certains Partis Communistes comme le PC italien a revendiqué la Yougoslavie comme un modèle qu'il fallait copier.

Aujourd'hui, ils se taisent et ne tirent aucune conclusion de cette expérience, de l'échec complet de la

politique d'autogestion. Il faut dénoncer également dans cette campagne mondiale, l'ingérence du capitalisme mondial. Le capitalisme appuie les mouvements séparatistes dans les Etats ouvriers parce qu'ils servent à les déstabiliser, mais en même temps il ne se sent pas sûr pour en contrôler toutes les conséquences, soit dans les états ouvriers, soit dans le propre système capitaliste où des conflits nationalistes peuvent éclater à tout moment.

Le mouvement communiste et révolutionnaire mondial doit faire en sorte que les masses yougoslaves aient les moyens de discuter et de se mettre d'accord, pour qu'elles résolvent les problèmes avec objectivité. L'action des mères de soldats, des jeunes qui désertent parce qu'ils ne veulent pas tirer sur leurs amis d'autres nationalités ou les déclarations d'équipes d'athlètes en Grèce disant qu'ils se sentent yougoslaves et qu'ils participent comme tels aux compétitions démontrent que ce sont là les meilleurs forces armées que l'on puisse mettre en mouvement: elles sont armées de la compréhension qu'il n'y a pas de meilleure solution pour faire progresser la Yougoslavie que son organisation socialiste. La grande mobilisation des mères a eu un très grand poids pour arrêter les provocations des groupes contre-révolutionnaires qui agissent en Croatie et en Slovénie. Elles ont fait cela non seulement pour défendre leurs enfants, mais pour dénoncer la stupidité de résoudre les problèmes de cette manière. Les mères ont démontré que le peuple yougoslave est mûr pour résoudre les problèmes de façon intelligente.

Juillet 1991

VIVE LE 74^{ème} ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION RUSSE !

En ce 74^{ème} anniversaire de la Révolution d'Octobre, la bureaucratie de l'Union Soviétique a fait la preuve de son incapacité à assumer l'héritage de la Révolution socialiste. Malgré les impulsions de la révolution mondiale et du prolétariat soviétique, qui ont poussé une partie de la bureaucratie dirigeante à répondre en partie aux nécessités de l'Etat ouvrier, le processus de régénérescence partielle n'a pas été assez fort ni assez rapide pour empêcher les secteurs les plus réactionnaires de la bureaucratie soviétique de porter des coups à la centralisation et aux structures mêmes de l'Etat ouvrier soviétique. Aujourd'hui, des dirigeants tels que Eltsine et d'autres couches issues de l'appareil de l'Etat et du Parti Communiste, veulent enterrer officiellement la célébration de l'anniversaire de 1917, interdisent le Parti Communiste, cherchent à détruire tout ce qui reste de la démocratie soviétique conquise par les masses à l'étape de Gorbatchev, interdisent les manifestations et les grèves ouvrières, les revendications d'autonomie des minorités au sein de la Russie. Décidément, l'économie de marché ne rencontre pas l'adhésion de la population soviétique qui ne veut pas d'une restauration capitaliste en Union Soviétique.

Nous reproduisons ci-après un extrait du texte de J. Posadas écrit au 50^{ème} anniversaire de l'Union Soviétique qui analyse les racines profondes que la Révolution Russe a plantées dans la population: "Le prolétariat a une grande tradition de lutte révolutionnaire, de vie dans les soviets et d'organisation du Parti. C'est le prolétariat soviétique qui a le plus de confiance dans ces instruments de la révolution. C'est le seul pays au monde qui ait connu un fonctionnement intégral des soviets pendant 7 ans, où les masses soviétiques menées par le prolétariat et le Parti Bolchévique ont connu un fonctionnement de direction, ont fait la preuve dans la pratique de la vie quotidienne, de l'importance de ce puissant instrument de progrès que représente le soviét. C'est sur cette base qu'elles ont pu résister pendant sept ans au siège du capitalisme mondial, car elles ont pu intervenir, décider et démontrer aux masses du monde que c'était la voie pour la construction de l'Etat ouvrier. Aujourd'hui, les masses soviétiques ne peuvent intervenir directement, elles sont opprimées et réprimées par la bureaucratie. Mais c'est en URSS qu'existent les forces les plus profondes et les plus complètes de la révolution socialiste mondiale.

Quand le prolétariat soviétique va pouvoir se mobiliser, il fera le saut dialectique le plus grande de l'histoire, il impulsera le cours de la révolution en Union Soviétique et dans le reste du monde. C'est le prolétariat soviétique qui a le plus de confiance et le plus d'assurance dans l'organisation. Le retard mis à reprendre le chemin de la révolution socialiste sera compensé postérieurement par le dynamisme vigoureux et le rythme rapide qu'il va suivre, en guidant à nouveau les masses du monde pour réorganiser la vie de l'humanité, avant, pendant ou après la guerre atomique de l'impérialisme, dans la voie de la révolution socialiste". (Extrait de "Retour à Lénine" - Edition Science Culture et Politique).

supplément de

Lutte ouvrière

"l'échec du coup de force en URSS, le contre-coup réactionnaire de Eltsine, la désagrégation de l'appareil bureaucratique et la nécessité des organes d'intervention des masses".

Peut être obtenu sur demande à l'adresse du Parti

Le camarade J. Posadas est mort le 25 Mai 1981 d'une attaque cardiaque. Il avait 69 ans et avait en préparation beaucoup d'oeuvres qui ont été interrompues. Bien que nous ayons perdu ce camarade il y a dix ans, nous avons l'impression que c'était hier, car nous avons toujours en nous la pensée de ce qu'il aurait écrit et élaboré durant ces dix dernières années pendant lesquelles l'humanité a vécu de grands événements mondiaux.

Au lieu d'un inventaire que nous pourrions faire pour déterminer comment les pré-visions de Posadas se vérifient aujourd'hui, il nous paraît plus nécessaire de penser au sens historique de son oeuvre, à la contribution qu'il a apportée en élevant la méthode marxiste de penser et d'agir dans la société et la vie humaine en général. Posadas écrivait et agissait, non pour des perspectives immédiates de grèves, de révolutions, ni même de guerres contre le régime capitaliste, mais pour asseoir les principes de l'organisation socialiste de l'humanité dans le futur.

Une base essentielle de sa pensée est l'assurance que le socialisme est une nécessité de la vie même, et les Etats ouvriers, fondamentalement l'Union Soviétique, un instrument de l'histoire pour le construire mondialement. Tout en continuant la pensée de Trotsky en défense du marxisme, qui signifiait défendre l'Union Soviétique malgré et contre la bureaucratie stalinienne, Posadas a développé l'assurance que l'URSS, depuis la 2e Guerre Mondiale, était en train de se libérer du chancre de la bureaucratie. Elle revenait ainsi à sa fonction historique, posée par la Révolution Russe, qui était d'être un point d'appui de la révolution mondiale et de la transformation socialiste du monde. La régénérescence partielle est la forme que prend ce processus de changements et de révolution politique.

Dix ans après sa mort, ce processus de régénérescence partielle apparaît sous des formes très différentes de celles prévues par Posadas. Il ne posait pas concrètement la possibilité de démanteler un Etat ouvrier. Aujourd'hui, la RDA se trouve gommée de la carte de l'Europe en tant qu'Etat ouvrier, des directions bourgeoises prennent la tête de plusieurs Etats ouvriers d'Europe de l'Est, l'économie de marché devient la panacée des directions communistes, des partis communistes changent de nom. Beaucoup de communistes, y compris certains cadres de l'Internationale Posadiste, ont tiré de là la conclusion que la régénérescence partielle et la rencontre historique se sont arrêtées et se trouvent ajournées à un délai historique indéterminé, émettant même la possibilité d'une nouvelle domination d'une bureaucratie stalinienne.

Ce processus peut apparaître chaotique ou comme un recul historique. Par contre, en pensant avec la méthode de Posadas, nous voyons qu'un ordre intérieur existe. La confiance dans la supériorité sociale historique de l'Etat ouvrier sur le capitalisme vient de l'assurance que le prolétariat d'Union Soviétique s'est forgé une conscience et une expérience inégalables avec la Révolution Russe et la lutte contre le nazisme. C'est là qu'est le centre qui empêche toute direction bureaucratique de livrer l'Etat ouvrier soviétique au capitalisme, et qui l'oblige au contraire à se corriger ou à laisser la place à de nouvelles couches dirigeantes plus proches de cette fonction. La bureaucratie est de trop, elle s'écroule, mais il n'existe pas la direction

Hommage au camarade J.POSADAS, 10 ans après sa disparition



préparée pour prendre la relève. On comprend alors pourquoi la situation actuelle de l'Europe de l'Est n'est pas une régression historique mais une conséquence transitoire du manque de direction, alors que les masses, en particulier celles de l'ex-RDA, luttent pour se débarrasser de la vieille bureaucratie.

C'est la structure mondiale de la révolution qui empêche qu'un coup ayant lieu dans un pays ou un autre ne se transforme en un recul. C'est également sur ce point que nous devons valoriser la pensée de Posadas, qui n'analysait jamais un événement pris en lui-même mais pris dans cette relation mondiale de forces entre le système capitaliste et le système des Etats ouvriers et des Etats révolutionnaires.

L'humanité est apte pour le communisme et c'est cette conscience qui dirige l'existence du monde, alors que le système capitaliste continue à maintenir péniblement sa crise totale et mortelle, démontrant, comme il l'a fait dans la dernière période, qu'il ne peut rien donner d'autre que des guerres et la barbarie. La

guerre du Golfe a été une preuve brutale de la nature inchangée du régime capitaliste, conduisant avec plus d'évidence à la conclusion que Posadas tirait de façon catégorique : le capitalisme signifie la guerre aujourd'hui comme avant, et le socialisme signifie la paix. La guerre capitaliste se fait aujourd'hui avec les moyens technologiques les plus sophistiqués, qu'ils soient ou non atomiques. Tous ceux qui se moquaient de Posadas en disant qu'il dormait avec la bombe atomique sous son lit, que c'était une folie de penser que la guerre atomique était inévitable, et surtout que l'humanité allait passer cette épreuve comme s'il s'agissait d'une mare et continuer à lutter pour le socialisme, doivent maintenant reconnaître sa raison profonde.

Posadas expliquait de façon incessante à l'avant-garde communiste et révolutionnaire du monde et aux directions qui luttent pour le progrès de l'humanité, qu'il fallait compter sur cette relation mondiale de forces en se basant sur le fait que déjà la conscience détermine l'existence,

les relations humaines et l'intelligence atteinte par les masses, et que l'économie ne détermine plus le cours du monde. Le capitalisme, et en général le régime de la propriété privée, est fini. Nous sommes à l'époque historique du socialisme, bien qu'il manque encore la direction pour conduire ce processus et qu'il existe un déficit dans la construction de cette direction. Mais Posadas éduque tous les révolutionnaires du monde à être optimistes et confiants, non seulement dans un avenir socialiste lointain mais aussi dans le fait que le socialisme vit aujourd'hui dans la conscience des masses du monde, rendant impossible à n'importe quelle direction d'imposer un retour en arrière important ou d'empêcher le progrès révolutionnaire comme à l'époque du stalinisme.

Il ne faut pas chercher dans les textes de Posadas des réponses immédiates ou des recettes pour interpréter aujourd'hui un fait ou un autre. Toute son oeuvre théorique sert à asseoir les principes de la construction du socialisme mondial. C'est pour cela qu'il voulait se consacrer beaucoup plus à l'étude de l'histoire de la civilisation humaine, chose qu'il n'a pas eu le temps de faire. Il a laissé toutefois de nombreuses analyses qui servent de base à cette étude et que l'Internationale Posadiste s'engage à publier intégralement.

Posadas disait que la vie n'avait aucun sens sans la lutte pour le socialisme. Il ne faut pas y voir un caractère volontariste mais la conviction intelligente que le socialisme est le futur de l'humanité, bien qu'il ne soit pas non plus une fatalité. Toute son oeuvre et sa propre vie ont été consacrées à former les cadres et les directions qui aient cette compréhension et cette assurance. L'amour humain a conduit toute la vie de Posadas et, avec ses textes, c'est cette expérience de sa vie qui a aidé et aidera à construire la direction communiste de l'humanité. Il a agi comme un bien public de l'humanité, non pour organiser un parti qui soit un appareil, mais une école de communisme.

Une nouvelle Internationale Communiste de masses est une nécessité qui passe au-dessus de toutes les directions régionales d'un Etat ouvrier ou d'un autre. La IVe Internationale, que le camarade Posadas a construite durant toute sa vie, fait partie de cette construction. Posadas ne pouvait prévoir les formes que le processus allait prendre, mais il posait que le progrès de la révolution mondiale et des Etats ouvriers met nécessairement à l'ordre du jour la rencontre historique avec le marxisme et, comme une partie de celui-ci, la IVe Internationale Posadiste.

Aucun appareil n'est propriétaire de la vérité. Aujourd'hui, tous les appareils bureaucratiques s'écroulent au milieu de la crise mortelle du système capitaliste, ce dernier n'ayant aucune capacité pour les remplacer, mais aussi au milieu de l'intervention révolutionnaire des masses qui cherchent la transformation socialiste du monde, bien que n'ayant pas encore la direction préparée pour conduire ce processus. L'oeuvre de Posadas sert à cette construction, et nous appelons toute l'avant-garde communiste, socialiste, nationaliste, des Etats ouvriers et des pays encore capitalistes, à l'intégrer à sa propre organisation.

Bureau Européen
de la IVe Internationale Posadiste
10 Mai 1991

REALISATION DE LA 14^{ème} CONFERENCE INTERNATIONALE DE LA IV^{ème} INTERNATIONALE POSADISTE

La 14^{ème} Conférence Internationale de la IV^{ème} Internationale Posadiste s'est tenue récemment avec la participation des sections d'Europe et d'Amérique Latine.

Des résolutions ont été discutées et adoptées sur les thèmes suivants:

- la nature sociale de la crise mondiale du système capitaliste
- l'évaluation de la régénérescence partielle à l'étape actuelle et la crise de l'Union Soviétique
- la fonction de l'Internationale depuis la mort du camarade J.Posadas et les tâches de reconstruction du mouvement communiste mondial.

Ces résolutions seront publiées prochainement dans un numéro spécial de la "Revue Marxiste" accompagnées de documents de J.Posadas sur l'histoire de l'Internationale.

MANIFESTE DU PREMIER MAI 1992

**A la classe ouvrière et aux masses du monde,
Aux masses des Etats ouvriers,
Aux partis communistes, socialistes et aux
mouvements de gauche et révolutionnaires:**

Les masses du monde vivent un processus de grande réflexion sur les événements qui ont bouleversé l'Union Soviétique et les autres Etats ouvriers, tout en continuant leurs luttes contre le système capitaliste pour empêcher que celui-ci ne décharge contre la société les produits amers de sa décomposition, n'accélère les préparatifs de guerre et ne profite des éphémères avantages qu'il peut tirer de la crise des directions politiques du mouvement communiste et socialiste.

La provocation que l'impérialisme cherche à monter contre l'Etat révolutionnaire de Libye (visant ainsi l'ensemble des peuples arabes) met en évidence le mensonge des déclarations solennelles sur "la fin de la guerre froide". L'impérialisme américain et le grand capital mondial n'ont d'autre issue que de lancer la guerre contre les masses, pour donner un débouché à leur crise générale et résoudre les contradictions intercapitalistes. La diminution transitoire du poids des Etats ouvriers dans le monde, loin de calmer les besoins de guerre de l'impérialisme, l'a poussé à précipiter ses interventions militaires, que ce soit en Libye, en Yougoslavie ou même en Afghanistan.

L'ONU, sous le contrôle du gouvernement des Etats-Unis, est devenue un paravent derrière lequel l'impérialisme cache à peine ses plans de guerre. Après avoir perpétré des massacres en Irak, imposé un boycottage qui provoque des milliers de morts parmi les enfants et les vieilles personnes, il monte à présent la farce des poursuites contre les terroristes pour frapper la révolution libyenne.

L'Etat révolutionnaire libyen est un des rares pays où les bénéfices du pétrole n'ont pas servi à enrichir de petits groupes de gens alliés au capitalisme mondial, mais bien à sortir des millions d'êtres humains de l'arriération. En moins de 25 ans, la mortalité infantile a diminué de moitié, l'espérance de vie est passée de 50 à 65 ans, l'éducation et le niveau de santé de la population se sont développés, ainsi que les conditions de logement et la situation sociale des femmes. La planification par l'Etat et la réforme agraire ont permis de reculer les limites du désert et l'autosuffisance alimentaire est presque atteinte.

Ce que l'impérialisme américain veut éliminer, c'est l'exemple que la révolution libyenne offre à tout le monde arabe. Nous appelons tous les partis de gauche et les masses du monde à se solidariser avec les masses de Libye, avec les masses palestiniennes et l'ensemble des masses arabes. Il faut empêcher le blocus économique et la guerre contre la Libye! Nous exprimons toute notre solidarité avec le gouvernement de Khadafi et Jalloud et avec le peuple libyen pour le progrès social et politique réalisé, même si nous n'approuvons pas certaines actions aventuristes menées par la direction libyenne. Mais les véritables terroristes à l'heure actuelle, c'est l'impérialisme et ses alliés capitalistes.

L'impérialisme nord-américain précipite ses plans pour régler ses comptes avec le reste du capitalisme mondial et contre la révolution mondiale. Il n'a pas la capacité de résoudre ses conflits avec l'Allemagne, le Japon, le reste de l'Europe, par la simple concurrence commerciale, il a besoin de leur imposer une constante tension militaire pour pouvoir concentrer les forces du grand capital industriel et financier mondial dans une politique de guerre. Dans ce but, il a contribué beaucoup au démantèlement de la Yougoslavie et à la proclamation de ces soi-disant républiques indépendantes de Croatie, Slovénie, Bosnie Herzégovine, pour fomenter de nouveaux foyers de guerre et justifier une attaque contre la Yougoslavie, comme il l'a fait contre l'Irak pour son intervention au Koweït. Cette tension qui existe en Yougoslavie est le fait de petites bandes surarmées par le capitalisme tandis que les masses ne se dressent pas les unes contre les autres, et espèrent le retour à la paix et à l'unification de l'Etat ouvrier.

suite page 3

Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVème Internationale Posadiste

Correspondance: "Lutte Ouvrière", rue des Cultivateurs, 62
1040 Bruxelles-CCP 000.0976234-26 de POLET
☎ 02/732.21.95

29^{ème} ANNEE - Mai 1992 - N°388 - 20 Francs

La désintégration de la bourgeoisie belge et la nécessité d'unifier le mouvement ouvrier en Belgique et en Europe

EDITORIAL

Les élections de novembre 1991 ont vu une progression importante des votes pour l'extrême droite, surtout dans la région flamande, ainsi que pour le parti écologiste en région wallonne et aussi une liste "Van Rossem" (style parti radical italien). Les premiers, aux dépens principalement du parti CVP (sociaux-chrétiens), et les seconds prenant des voix du Parti Communiste, du PRL (libéral), du Parti Socialiste et des partis d'extrême gauche (POS et PTB).

Dans ces élections, une partie de la petite-bourgeoisie et des travailleurs marginalisés par la crise capitaliste ont manifesté leur protestation contre les partis de centre gauche et libéraux incapables de proposer une politique autre que l'austérité pour les travailleurs et la petite bourgeoisie. C'est de cela qu'a pu profiter l'extrême droite avec sa démagogie anti-immigrés. Mais la gauche a toujours la majorité si on compte ses voix globalement.

D'autre part, la manifestation du 22 mars 92, qui a rassemblé plus de cent mille personnes contre l'exclusion sociale, contre l'extrême droite et contre le racisme, a aussi exprimé la volonté et le sentiment social de la population, qui ne s'est pas traduit dans la formation du gouvernement suite à ces élections. Les gens se sont mobilisés, non seulement contre l'extrême droite, mais aussi contre tout ce qui la favorise, contre la dégradation des conditions de travail et de vie en général. Il y avait là une manifestation de l'unification des gens pour défendre le besoin de dignité et de solidarité humaines: des jeunes et des vieux, toutes nationalités mélangées, et une participation importante des travailleurs des entreprises. Les organisations syndicales ont mobilisé une grosse partie des masses qui y ont pris part. C'est important pour l'organisation future des luttes en Belgique.

Il y a un éclatement des directions politiques du mouvement ouvrier, entre le PS et le SP, entre la Région-Bruxelles-Capitale et la Région-Wallonne, et cela sans compter les conflits de pouvoir entre les leaders de chaque fief sous-régional. Les directions syndicales, qui sont les seules à maintenir une cohésion

nationale, restent sur la défensive et soutiennent le programme du gouvernement de Haene, en considérant que c'est un moindre mal par rapport à un gouvernement franchement de droite. Il faut souligner qu'une partie des mesures d'austérité touche les classes moyennes et les hauts salaires. Mais comme toujours, il y aura des correctifs qui adouciront les effets des nouveaux impôts. Mais, aucune mesure ne touche la classe capitaliste.

La gauche en Belgique ressent tous les effets des coups supportés par la crise des états ouvriers, par le recul politique des partis socialistes dans différents pays d'Europe capitaliste. Et à sa direction se développe le sentiment du sauve qui peut, de se raccrocher à un poste de pouvoir, à tout prix, même si ce pouvoir ne représente presque rien pour les travailleurs. Les dirigeants du PS se réfugient dans les pouvoirs régionaux et sous-régionaux, (c'est toujours une source de prébendes pour certains), favorisent avec les miettes leur clientèle électorale.

Au lieu que la régionalisation des instances politiques rapproche les élus des citoyens, elle sert à multi-

J.POSADAS

LENINE, LA CONSTRUCTION
DU PARTI BOLCHEVIQUE, LA
REVOLUTION SOCIALISTE,
L'ETAT OUVRIER ET LE
SOCIALISME

voir page 4 et 5

ESPAGNE:

Le Parti Communiste est un
instrument nécessaire pour
transformer la société.

voir page 7

FRANCE:

Bilan des élections régionales et
cantonales de mars 1992

voir page 8

Les élections en Grande Bretagne
voir page 6

LA DESINTEGRATION DE LA BOURGEOISIE BELGE ET LA NECESSITE D'UNIFICATION DU MOUVEMENT OUVRIER EN BELGIQUE ET EN EUROPE

suite de la page 1

plier les sources de corruption, et à épaissir l'écran de fumée derrière lequel le grand capital agit de manière inverse en faisant ses restructurations européennes et mondiales, concentre le capital et les outils de production dans de grosses sociétés holdings aux dépens du reste du capitalisme et aux dépens de la population en général. La Société Générale est achetée par un holding dit français, la BBL est en passe d'être achetée par une grande compagnie dite hollandaise, la Sabena est passée sous le contrôle d'Air France, de très nombreuses entreprises sont des sous-traitants ou des morceaux des grosses sociétés capitalistes allemandes ou américaines. Tous ces mouvements de ventes, achats, fusions, absorptions se passent sans le moindre contrôle. Si une résistance s'opère ou un frein est mis aux capitalistes, c'est par l'action des travailleurs de ces entreprises et par la pression que font les organisations syndicales. Mais le pouvoir politique, même quand il est géré par le Parti Socialiste, n'a pas la possibilité de taxer, de freiner les appétits incessants du grand capital, il ne peut que répartir la charge des dettes de l'Etat sur les travailleurs et les PME.

Le gouvernement De Haene, non seulement ne fait rien contre cela, mais il doit trouver les moyens de faire payer la crise à la population travailleuse. Il doit, pour se conformer aux normes du FMI, et de la CEE, réduire la dette publique. Une part importante du budget préparé par le nouveau gouvernement servira uniquement à rembourser l'intérêt et le capital de cette dette, aux grandes banques internationales. Et les moyens de le faire seront pompés dans la population travailleuse, chez les pensionnés, les petits indépendants, par l'augmentation de l'impôt indirect (la TVA) sur de nombreux produits de consommation, par l'augmentation des cotisations sociales des salariés, par des mesures d'exclusion du droit au chômage pour d'importants secteurs de travailleurs.

Il y a aussi l'intention de privatiser grand nombre de services publics ou de vendre des entreprises publiques. Des estimations chiffrées de la valeur des entreprises telles que les PTT, la Caisse d'Épargne et de Retraite, le Lotto, ont été étudiées. Les dirigeants socialistes se sont indignés de la parution de ces chiffres dans la presse, mais certains d'entre eux sont partie prenante de cette braderie et espèrent boucher quelque peu le trou de la dette publique. Un gouvernement de gauche doit avoir la décision de réclamer l'annulation de cette dette, autant qu'on le réclame pour les pays du "tiers-monde", car c'est de l'argent qui est pris chez les gens qui n'ont déjà rien et qui va grossir les bénéfices des grosses banques.

Le pouvoir financier et économique du capitalisme se concentre,

tandis que le pouvoir politique de la bourgeoisie belge se désintègre, entraînant aussi la direction socialiste, parce que celle-ci a limité ses projets à la gestion de la crise capitaliste en essayant seulement d'amortir les coups portés à la classe des travailleurs. Cette situation est dans une impasse de plus en plus étroite. C'est là que se trouve la possibilité pour les partis fascistes de se montrer plus arrogants. Ils profitent aussi du fait que les partis traditionnels de la bourgeoisie sont en pleine crise. Ils discutent maintenant de fusionner le PRL (parti libéral) et le FDF (parti communautaire francophone), du côté francophone, la Volksunie (parti communautaire) et le PVV (parti libéral) du côté flamand.

Mais cela n'intéresse pas les travailleurs, qui ont besoin d'une direction politique et syndicale anti-capitaliste et d'un front de la gauche pour donner une perspective, montrer qu'une solution est possible à la crise actuelle, pour attirer à eux les secteurs populaires qui ont donné leur voix à l'extrême droite. De toutes façons, la propagande de

l'extrême droite critique la dégradation de la vie, mais en rend responsable l'immigration (sans toutefois rien dire contre les riches Saoudiens ou Japonais). Mais son programme ne propose aucune mesure de lutte contre ceux qui ont intérêt à utiliser de la main d'oeuvre clandestine, à disposer d'une masse de gens sans aucun droit, pour faire pression sur le reste des travailleurs. On connaît le cas des hommes politiques d'extrême droite faisant distribuer leur toutes-boîtes électoral raciste par des travailleurs non déclarés pakistanais.

L'utilité des groupes d'extrême droite est autre pour le capitalisme: servir de forces de choc contre les organisations ouvrières. Ainsi, des commandos du Vlaamse Blok attaquaient les piquets de grève des travailleurs du GB lors de la grève nationale de ce secteur. la bourgeoisie menace les partis socialistes avec l'épouvantail de l'extrême droite: "si vous n'appliquez pas mon programme, nous allons recourir à eux".



La manifestation du 22 Mars à Bruxelles

La participation des syndicats à la grande manifestation du 22 mars est très importante. Ils représentent la force principale des travailleurs pour affronter le capitalisme dans la crise actuelle. Les directions sont restées timides. Mais l'impulsion est venue des militants d'entreprises, des délégués syndicaux, des tendances plus radicales du mouvement syndical pour pousser à participer à cette mobilisation. Il en est de même aussi pour l'attitude à prendre envers la coalition gouvernementale socialistes/ sociaux-chrétiens. Les premières prises de positions syndicales ont été très peu critiques. Mais la réaction de la base des travailleurs sera tout autre. Aucune confiance au gouvernement De Haene!

Des grèves importantes ont eu lieu au cours de cette période. Elles sont toutefois limitées à certaines entreprises et à certains secteurs de travailleurs: grève à Caterpillar contre le licenciement de 350 travailleurs grève à Volkswagen contre le licenciement de 900 travailleurs, grève nationale des GB (la plus importante chaîne de grands magasins) contre la filialisation, tout cela après des investissements importants dans la modernisation de l'outil. Grève des enseignants de toute la communauté francophone, enseignement public et privé confondus, grève des travailleurs de la santé. Apparemment, tous ces mouvements ont des revendications particulières. Mais pour les satisfaire, il faut que les organisations syndicales et les partis ouvriers développent un programme de lutte générale contre le capitalisme.

Cette lutte ne peut pas non plus se limiter aux frontières des régions, ou même de la Belgique, que ce soit pour des problèmes liés directement aux entreprises, ou pour défendre les acquis sociaux de tous les travailleurs du pays. La réduction du temps de travail à 35 ou 32 heures/semaine sans perte de salaires, le contrôle des travailleurs sur les conditions de salaires et de travail, sur l'emploi dans les multinationales, l'égalisation des salaires dans une même branche industrielle au niveau de toute l'Europe, l'harmonisation par le haut de la sécurité sociale à l'échelle de l'Europe, la défense et l'extension des services publics, doivent être revendiqués en commun dans toute l'Europe.

La gauche s'est présentée très divisée aux dernières élections, et il y a une grande dispersion de ses forces en général. Mais elle reste majoritaire, si on tient compte des écologistes et des listes du PTB-PVDA, du POS/SAP, de Regenboog et du Parti Communiste qui s'est présenté seulement dans le Hainaut. Le problème principal est de construire le front de la gauche, pour lutter pour le programme anti-capitaliste que doivent adopter les syndicats belges et européens, et pour montrer une perspective de changement de société, incluant le droit à un travail décent pour tous et la répression radicale de tous les "négriers", le droit à un logement décent, le droit à l'enseignement, le droit de vote des travailleurs immigrés, le contrôle de la population sur ses élus politiques avec le droit de les démettre s'ils ne respectent pas ses intérêts, le renforcement et l'extension des services publics aux banques, aux assurances, à l'énergie; le contrôle des travailleurs sur le patronat pour empêcher la pollution industrielle, le contrôle de l'embauche et sur les conditions de travail.

le 20 avril 1992

LES MASSES VEULENT L'ETAT OUVRIER ET LA DEMOCRATIE SOCIALISTE

D'autre part, le capitalisme n'a aucune assurance que les reculs imposés aux Etats ouvriers soient un réel et définitif "retour au capitalisme". Les masses soviétiques et des autres Etats ouvriers cherchent par tous les moyens à reprendre le chemin de leurs mobilisations des années 80 quand elles tentaient de mettre fin au pouvoir et aux privilèges de la bureaucratie et à conquérir une participation démocratique à la construction de la société socialiste. Ces aspirations n'ont pas pu se réaliser, par manque de direction. Des déplacements dans la bureaucratie se sont produits, avec la montée des secteurs soumis au capitalisme mondial et rêvant d'être les fossoyeurs de l'Etat ouvrier.

Mais la réflexion critique et auto-critique de l'avant-garde communiste et des masses des Etats ouvriers ne conduit pas à rejeter les apports historiques, les grandes conquêtes sociales, économiques et culturelles de la Révolution russe, ni les expériences de la construction des Etats ouvriers. Elle tend vers un retour au marxisme. Aussi, la IVe Internationale Posadiste salue avec une joie immense la récente publication en russe du livre de Trotsky "la Révolution Trahie", et le grand succès de sa diffusion. Cette publication est un élément de la recherche du marxisme et montre que les masses de l'ex-URSS vivent tout autre chose que "la chute du communisme".

Le processus de régénérescence vécu par l'URSS et les autres Etats ouvriers au cours des années précédentes a renversé le modèle qu'imposait la bureaucratie stalinienne et la politique d'isolement de l'URSS et de conciliation avec le capitalisme cédait le pas à une ouverture vers les luttes et les révolutions dans le reste du monde.

Depuis Mai 68, la révolution vietnamienne, la révolution cubaine, les luttes révolutionnaires en Angola, au Mozambique, en Afghanistan, au Nicaragua: les masses du monde ont mené un gigantesque combat, au cours duquel l'exemple et le soutien de l'Union Soviétique ont été déterminants. Des directions communistes, nationalistes, militaires ou religieuses, ouvrières, paysannes, des mouvements d'origine tribale, sont sortis du silence auquel le régime de la propriété privée les avait condamnés, et ont pris la direction de pays, de régions, de grands mouvements sociaux. Ils l'ont fait, même sans

MANIFESTE DU PREMIER MAI 1992

suite de la page 1

avoir l'expérience, ni les moyens économiques, ni les connaissances suffisantes et malgré l'opposition impitoyable du système capitaliste mondial qui avait construit l'appareil militaire le plus important de tous les temps. L'Union Soviétique unissait son propre avenir à celui de la révolution socialiste mondiale et a créé un rapport de forces qui faisait reculer le capitalisme tout en ne lui laissant d'autre perspective que de lancer la guerre.

Mais le caractère toujours bureaucratique de la direction de l'Union Soviétique a limité la portée de cette régénérescence de l'Etat ouvrier. Celle-ci n'était que partielle, comme le qualifiait le camarade J. Posadas. Le progrès de la lutte de classes mondiale imposait de nouvelles exigences et mettait à nu les limites des propositions économiques, politiques et sociales des directions bureaucratiques. L'économie des Etats ouvriers devait étendre sa planification, les masses devaient participer à l'élaboration et au contrôle des plans. La participation active et dirigeante des masses était le seul moyen d'assurer la capacité de l'Etat ouvrier pour affronter le capitalisme qui mettait la guerre à l'ordre du jour. Dans la guerre du Golfe, dans le massacre du peuple irakien, l'impérialisme a voulu démontrer sa capacité de concentrer le grand capital mondial pour lancer une guerre contre-révolutionnaire. La direction de Gorbatchev, qui aspirait à un répit pour résoudre les problèmes intérieurs, a cédé à l'impérialisme face à la perspective de la guerre. L'affaiblissement de l'intervention de l'URSS dans le monde a aussi affaibli les mouvements et les Etats révolutionnaires.

LA CRISE SANS ISSUE DU SYSTEME CAPITALISTE

Cependant, l'accélération des plans de guerre ne résulte pas d'un accroissement des forces du système capitaliste. Il y a une crise totale du système de propriété privée. L'énorme dette accumulée par les principaux pays, est une conséquence de la politique d'armement à outrance et de préparation de guerre. Cette politique a enrichi un secteur de la haute finance et de l'industrie militaire aux

dépens des autres, et a épuisé le système auquel il ne reste d'autre voie que de nouveaux plans de guerre.

Dans la concurrence le capitalisme gaspille une part croissante de la production et cette loi, à échelle mondiale, signifie la liquidation d'énormes forces productives, de pays entiers. La décision du Pentagone de transformer les Etats-Unis en puissance hégémonique est de notoriété publique. Les provocations contre la Libye font partie de ces plans, une guerre serait un coup sérieux contre les affaires de la France et de l'Italie et une prise de contrôle d'une source essentielle d'approvisionnement de la bourgeoisie européenne.

Un autre élément qui accule le capitalisme, c'est la constante lutte des masses dans le monde. Les masses ont été touchées par la crise des Etats ouvriers, leurs directions dans les pays capitalistes, n'ont pas compris ce qui se passait en URSS, mais les luttes ont continué. Le capitalisme essaie de profiter de la situation pour porter atteinte à des conquêtes sociales que les masses ont faites grâce à la présence et l'existence de l'Union Soviétique, telles que l'échelle mobile des salaires, les indemnités en cas de chômage. Il prévoit d'éliminer de la production des millions de travailleurs, rien que dans les 7 principaux pays capitalistes.

Les grandes grèves aux Etats-Unis, comme celle de Caterpillar qui a duré plusieurs mois, ont reçu l'appui de l'avant-garde ouvrière et intellectuelle de tout le pays, par-dessus les directions syndicales mafieuses. En moins d'un mois, New York a vu défilé 500.000 personnes en défense de Cuba, plus de 750.000 pour soutenir le droit à l'avortement. De même en France, en Italie, en Espagne, en Allemagne, en Angleterre, la classe ouvrière, les paysans, la jeunesse ont livré d'importantes batailles. Les récentes élections en France, en Angleterre, en Allemagne et en Italie ont reflété en partie cet état d'esprit des masses. Les groupes fascistes sont une création du capitalisme, ils servent à préparer des cadres assassins et à créer les conditions pour réprimer, non seulement les travailleurs étrangers, mais aussi les travailleurs européens. Les conditions de vie des travailleurs immigrés sont

une conséquence de la politique impérialiste et de l'exploitation des pays capitalistes européens: d'abord parce qu'ils sont les principaux responsables des conditions dans lesquelles se trouvent les pays pauvres, ensuite parce que ces travailleurs, une fois arrivés en Europe, sont occupés à des travaux très pénibles et servent de masse de pression sur le marché du travail.

Il faut opposer aux plans du capitalisme européen, le front unique des partis ouvriers et des syndicats, avec un programme qui sorte des limites du système capitaliste: étatisation des entreprises qui veulent fermer ou licencier, contrôle ouvrier sur la production pour que celle-ci soit au bénéfice des masses, droits syndicaux et politiques entiers pour les ouvriers étrangers, contre le racisme, l'intolérance, le chômage: 35 heures de travail/semaine dans toute l'Europe, pour une planification économique en vue de développer les pays arriérés d'Afrique, Asie et Amérique Latine, et reconversion des industries de guerre et des fabrications polluantes; plein droit syndical, formation de comités d'usines, pour un programme de production en fonction des besoins de la population: tel est le programme de la classe ouvrière pour résoudre les problèmes de l'immigration.

Les mobilisations contre le programme des réformes économiques dans l'ex-URSS, ainsi qu'en Pologne, en Roumanie, dans l'ex-RDA provoquent l'instabilité des pouvoirs instaurés après 1989. Les masses n'ont pas fait toutes ces manifestations pour donner une carte blanche à Eltsine et autres bandits. Ceux-ci cherchent l'assistance du capitalisme mondial pour satisfaire une petite clientèle. Pour appliquer réellement leur programme de réformes, ils devront écraser la résistance des masses, ce qui ne sera pas chose facile. Ils retardent sans cesse leurs projets, ils changent de ministres, parce qu'ils se heurtent à la forte structure que constitue le régime de propriété étatisée et la conscience des masses.

La classe ouvrière dans le monde, et en particulier dans les Etats ouvriers, cherche à concentrer ses forces, à centraliser ses expériences et à impulser l'avant-garde pour dépasser ce moment difficile, de sélection et de structuration d'une direction apte pour cette étape de la lutte anticapitaliste. Malgré la défection de ses directions, l'Etat ouvrier s'est avéré une structure historiquement légitime. Jamais le capitalisme, avec toute la capacité productive qu'il a pu atteindre, n'a pu développer de cette façon la science, la culture, les relations humaines. C'est cette force-là qui permet à la société soviétique de résister à l'empirisme

suite page 6

Nous publions la première partie de ce texte de J. Posadas, en hommage à Lénine, qui donne des conclusions fondamentales sur la fonction du parti en tant qu'instrument nécessaire et indispensable pour les tâches qui se posent à cette étape.

Dans cet article, J. Posadas argumente sur le fait que l'absence de Parti Bolchevique dans les Etats ouvriers a créé les conditions de la crise profonde à laquelle ils sont arrivés.

La discussion de ce texte est importante dans le mouvement communiste, fondamentalement dans cette période où l'existence du parti est remise en question. Ce débat doit être lié à la vie politique quotidienne, accompagné de textes, d'articles et de réunions qui ont été la base de la construction du parti de Lénine, en même temps que la morale et la volonté communiste de construire une nouvelle société.

LENINE, LA CONSTRUCTION BOLCHEVIQUE, SOCIALISTE, L'ETAT OUVRIER SOCIALISTE

J. Posadas
Septembre



Lénine sur la place Rouge-Moscou 1919

Nous revendiquons les bases de la révolution bolchevique, tout comme nous revendiquons Trotsky. Il faut revendiquer les sept premières années de la Révolution Russe, et poser entre autres choses que la grande qualité historique de Lénine, le centre vital de sa fonction historique, est d'avoir su comprendre la nécessité de construire le parti, monolithique et centralisé, concentré monolithiquement dans la discipline en fonction des objectifs conscients de la lutte pour le pouvoir, la construction de l'Etat ouvrier et le socialisme.

Il a su créer une équipe mondiale de révolutionnaires professionnels qui vivaient dans l'objectif de se préparer à la lutte pour construire le parti, le parti permettant de prendre le pouvoir, le pouvoir permettant de construire l'Etat ouvrier, et l'Etat ouvrier de construire le socialisme. Voilà la grande incorporation et la valeur historique de la vie de Lénine. Son intelligence et sa capacité furent au service de ces objectifs.

Toute la fonction historique des grands génies de l'histoire, de nos maîtres comme Marx, Engels, Lénine et Trotsky, se mesure par son objectif dans l'histoire. Leurs oeuvres, leurs actions, à travers les articles ou les réunions, ont été faites en

fonction de ces objectifs. L'objectif de Lénine était la lutte pour construire le socialisme et il a su comprendre la nécessité spécifique de construire le parti du prolétariat. Il a construit le parti avec des textes, des livres, des articles, des réunions, des congrès, développant la morale communiste avant d'atteindre le communisme, faisant vivre dans le parti les sentiments et la morale communiste comme base essentielle de la circulation, du développement et de la capacité des idées communistes.

La capacité tactique et politique pour l'appliquer fut postérieure et secondaire. Ce sont ces qualités qui étaient importantes, sans lesquelles il ne pouvait y avoir la qualité postérieure de convaincre de la politique et de la tactique pour prendre le pouvoir.

Lénine a construit le parti, uni dans une volonté de fer indestructible pour la lutte pour le pouvoir et dans ses rapports internes, maintenant la confiance intérieure et la vie fraternelle de façon à ce que la circulation des idées soit un développement permanent de sentiments et de relations collectives qui donnaient pour résultats de meilleures idées, de meil-

leurs qualités, une plus grande capacité, qui donnaient de l'assurance au parti que celui-ci transmettait alors à la classe.

Tel était le génie historique de Lénine. Le reste, bien que considérable, comme sa capacité historique pour formuler le programme et la politique, était inférieur. Lénine est la capacité historique d'avoir construit une équipe pour prendre le pouvoir, d'avoir eu cette capacité et d'avoir développé son intelligence en fonction de cette nécessité. Voilà ce qu'il faut sentir et faire connaître. Voilà ce que l'humanité est en train de revendiquer aujourd'hui.

Tous les textes de Lénine pour le programme, la politique, la tactique, ont été secondaires, tout en ayant été importants et fondamentaux à leur époque. Ils ont été secondaires par rapport à l'oeuvre historique que représentait la construction du parti, le programme et la volonté communiste, la fraternité et la morale communiste, la relation communiste intérieure qui donnait l'assurance aux masses du pays le plus arriéré du monde pour prendre le pouvoir. Ce fut un petit noyau de prolétaires en Russie qui a soulevé 150 millions de gens parmi lesquels 100 millions de paysans, qui les a amenés à prendre le pouvoir.

Ce ne furent pas seulement les idées justes ou la tactique et la capacité, mais aussi le poids de la morale et de la fraternité communiste, qui ont transmis l'assurance dans les relations humaines et l'assurance du lendemain. Lénine a fait vivre à l'intérieur du Parti Bolchevique la vie communiste qui sera vécue demain dans la société socialiste. Tout parti est un avant-goût et une forme de vie communiste. Voilà ce qu'est la valeur historique de Lénine : avoir construit l'instrument nécessaire pour avancer à cette étape de l'histoire.

Il existe à chaque étape de l'histoire des centres, des besoins, un programme, une politique, un instrument. Lénine a compris que le centre fondamental de l'instrument reposait sur le programme et la politique. Le programme et la politique constituaient la structure du parti, le fonctionnement qui lui permettait alors de développer la morale, les idées, l'assurance communiste, la tactique et l'ordre. Voilà ce que nous pensons de Lénine. C'est aussi ce qu'en pensait Trotsky. Il a compris la grandeur historique de Lénine, et il faut faire connaître la

pensée de Trotsky sur Lénine. Il a appris de Lénine la conception du parti, voilà ce qu'il faut montrer. On ne peut pas dire que Lénine était un génie parce qu'il a écrit tel article, tel texte ou qu'il a mené telle politique. Là n'est pas le génie de Lénine. Celui-ci réside dans le fait d'avoir su comprendre quels étaient les instruments pour construire l'histoire, tout comme Karl Marx fut capable de comprendre que le Manifeste Communiste et la 1re Internationale étaient nécessaires. C'est ainsi que pour donner l'assurance historique que le communisme était possible et réalisable, il a écrit "Le Capital". "Le Capital" était alors un instrument nécessaire, ce qui ne l'est plus maintenant. A l'époque de Lénine, c'était le parti qui était nécessaire, et Lénine a construit le parti.

La qualité essentielle de Lénine est d'avoir organisé sa vie et la vie du parti et des militants en fonction de l'objectif communiste, en leur faisant vivre déjà une vie communiste. Lénine vivait et faisait vivre les propositions, les objectifs à atteindre, l'élimination de toute forme d'usufruit, d'imposition, au moyen de la vie fraternelle. Il développait les qualités et la capacité des militants et des dirigeants, il essayait d'utiliser tout être humain pour qu'il soit utile à l'objectif communiste en tant que bien public. Il agissait en tant que bien public de l'humanité, il ne polémiquait pas pour avoir raison, pour s'exalter ou pour sentir la satisfaction individuelle de vaincre dans la polémique intellectuelle et culturelle. Il écrivait, discutait, polémiquait pour faire avancer la vérité et la raison et organiser la vie pour l'action. La pensée et l'action étaient la synthèse de Lénine, il pensait et agissait. Et par cette méthode il développait la capacité de la pensée pour une action plus élevée.

Voilà l'exemple historique de Lénine. C'est pour cela que ses oeuvres ont un dynamisme inégalable. Ni le temps, ni le progrès de l'histoire, ni le socialisme n'annulent la capacité de Lénine. Aujourd'hui d'autres tâches que celles de l'époque de Lénine existent. Mais Lénine représente le dynamisme et la capacité, la volonté fraternelle et le sentiment communiste, le temps et la volonté concentrée à construire le parti, à l'élever pour prendre le pouvoir et à incorporer les secteurs les plus arriérés de l'humanité, comme les paysans et les ouvriers qui n'avaient jamais eu de contact avec la culture, à la tâche de diriger la société soviétique à travers les soviets, au moyen de l'instrument qu'est le parti.

RUCTION DU PARTI LA REVOLUTION AT OUVRIER ET LE ALISME

Posadas
septembre 1968

C'est pour cela que les directions des Etats ouvriers et la majorité des directions des partis communistes oublient Lénine et ne voient de lui que des fragments de son oeuvre. Ils voient les articles qu'il a écrits, leur acuité, leur capacité. "Lénine est fait d'une seule pièce" disait Trotsky, parce qu'il avait l'objectif de construire le communisme et de construire l'homme communiste bien avant l'avènement du communisme. Il essayait d'utiliser toute l'humanité pour qu'elle soit utile à cet objectif historique qu'est le communisme. Lénine n'avait pas d'intérêts individuels et essayait de concentrer les qualités limitées de chacun dans le centre essentiel qui était de construire le parti, de développer la lutte pour le pouvoir, les qualités des masses, même de celles les plus arriérées, pour qu'elles dirigent l'histoire.

Trotsky fut le révolutionnaire qui a écrit le plus complètement et le plus profondément sur Lénine. Il faut recommander les textes de Trotsky sur Lénine, sur son enfance, sa biographie. Tous les autres auteurs qui ont écrit sur Lénine ont falsifié la nature et l'objectivité historique de Lénine, sa fonction historique, et l'ont montré comme une marionnette, un "intellectuel", un "génie", et non comme le constructeur de la volonté humaine. A travers Lénine, le parti a été le centre capable d'organiser la volonté dispersée de millions de gens pour changer la société, et à travers le parti il a réussi à les unifier dans la volonté de prendre le pouvoir et de construire l'Etat ouvrier au moyen des soviets.

On ne peut concevoir Lénine sans les soviets. Ceux qui parlent de Lénine ne font pas référence aux soviets. Lénine est le soviétique, ce qui signifie la démocratie socialiste sur laquelle s'appuie la dictature du prolétariat, la volonté des masses de prendre le pouvoir et la force de l'Etat ouvrier, parce que les soviets signifient la volonté des masses, le développement de leur capacité à raisonner, à discuter, à échanger des idées et à s'influencer entre elles. Dans le soviétique, les masses voient leur possibilité de se développer en tant que dirigeants et d'apprendre à développer des idées, de se mettre en contact avec tous les problèmes de l'histoire. Alors, ce qui paraissait difficile apparaît comme simple et accessible. Certaines tâches paraissent difficiles parce que le système capitaliste enseigne en fonction de l'intérêt commercial. C'est pour cela qu'il a des gérants, des administrateurs, ainsi que des bandits. L'Etat ouvrier n'a besoin ni de gérants, ni d'administrateurs, il a besoin de l'auto-

contrôle des masses, et ceci est suffisant. Le gérant et l'administrateur servent à défendre l'intérêt de la propriété privée, l'intérêt de celui qui commande. Par contre, l'Etat ouvrier n'a besoin ni de gérants ni d'administrateurs, mais du contrôle pour ordonner et coordonner la production, son orientation et son exécution. Il s'agit là du contrôle ouvrier, des comités d'usines ou de paysans.

Le manque de connaissances techniques est dépassé par les masses en une semaine. Les masses soviétiques, les plus arriérées du monde, ont construit en 51 ans l'industrie la plus puissante de toute

n'acceptait pas une politique strictement communiste et qui restait dispersée entre les verts, les catholiques, les jeunes, la petite bourgeoisie. Mais il s'est avéré qu'une partie de cette "gauche submergée", qui avait abandonné le PCI précisément pour sa politique de conciliation de classe, n'avait pas l'intention d'adhérer à un parti encore plus indéfini.

Il espérait également que les socialistes accepteraient finalement un pacte, abandonnant la fructueuse alliance de presque 15 ans de pouvoir avec la Démocratie Chrétienne, créant ainsi une "nouvelle majorité" pour changer le système de pouvoir qui dure depuis l'année 45 en Italie. Ceci ne répondait pas à une analyse de classe, et ne tenait pas compte socialement de ce que représentent les socialistes italiens aujourd'hui : une caste petite bourgeoisie plongée jusqu'au cou dans l'appareil administratif, et surtout dans les branches les plus appétissantes de l'économie étatique et du pouvoir local, régional et national, avec une clientèle énorme, très bien payée, faisant la concurrence aux démocrates chrétiens, alliés de l'impérialisme américain et ennemis mortels du communisme.

Malgré tout ceci et la grande désertion d'inscriptions au PDS, surtout des secteurs les plus militants, un groupe qui se reconnaît en tant que groupe communiste cherche à influencer sur la direction, luttant ouvertement contre une autre tendance appelée "migliorista" qui défend une alliance avec les socialistes, qui demande pratiquement la réunification inconditionnelle avec eux et à entrer à tout prix dans l'Internationale Socialiste. Le PDS proclame un million d'inscriptions mais il y a des raisons d'en douter, car une grande partie des ex-militants du PCI ont eu leur carte renouvelée par le PDS sans qu'on leur ait demandé leur confirmation.

l'histoire humaine, parce que l'assurance dans le socialisme a permis de construire cette industrie, ainsi que l'énergie atomique et les armes atomiques en Union Soviétique. La Chine a développé en vingt ans ce que le régime capitaliste a été incapable de faire en mille ans, à travers un fonctionnement arriéré sans soviets mais avec les communes. La commune n'est pas un soviétique. C'est une forme de fonctionnement, de structure établie en fonction de la nécessité économique. Le soviétique est le fonctionnement politique, l'administration de la société, c'est ce que Lénine en a fait. Le soviétique a été inventé par les masses en 1905, mais Lénine, et à travers lui le Parti Bolchevique, ont compris la signification historique de cette création des masses. Lénine a pris et développé le soviétique. C'est pour cela que tous ceux qui écrivent sur Lénine font encore des caricatures en séparant les soviets de Lénine. Quand ils parlent des soviets, c'est pour en dire que cet organisme a été bon à son époque mais qu'il est déjà passé de mode.

Lénine signifie les soviets. On ne peut parler de lui sans parler des soviets parce qu'il a compris avec Trotsky leur capacité historique. C'est ainsi qu'en 1905 Trotsky a montré l'importance de cet instrument d'organisation de la société, qui signifie ordonner et organiser la volonté des différentes couches opprimées et exploitées de la population avec des secteurs de la production ayant une certaine con-

naissance technique et culturelle, unifiées dans la volonté de faire avancer la société. Il a été démontré qu'il s'agissait de l'administration la plus complète, la moins coûteuse et la plus efficace de toute l'histoire humaine.

Les soviets ont existé durant les sept premières années de la Révolution Russe. On doit donc les revendiquer : Lénine signifie les soviets, il en est l'interprétation historique. La bureaucratie soviétique et les directions des partis communistes oublient les soviets. Ils rappellent Lénine et lui rendent des hommages, ce qui a son importance parce qu'ils se mettent ainsi en contact avec l'histoire et les masses du monde. Avant ils revendiquaient Churchill et Roosevelt, et ceux-ci n'ont plus aucune importance maintenant. Mais ils revendiquent Lénine en même temps qu'ils le dépouillent de sa qualité historique essentielle qui est la capacité communiste de se concentrer dans la volonté pour prendre le pouvoir, de construire le parti préparé dans la pratique constante, dans la vie intérieure démocratique et la fraternité révolutionnaire pour développer la volonté de la prise du pouvoir. C'est pour cela que les crises dans le Parti Bolchevique ne sont causées que par des positions et des idées.

J. POSADAS

ITALIE:

L'aggravation de la crise du capitalisme et la situation de la gauche

Il existe en Italie une situation très instable du point de vue politique et institutionnel. Il est vrai que l'Italie n'a jamais été une locomotive du capitalisme avancé et qu'elle a lutté pour entrer dans le club très strict des sept. La richesse italienne ne s'est pas basée sur des activités strictement industrielles mais sur les finances, le tourisme, le tertiaire, et naturellement tout type de trafic lié à la mafia, sans parler des armes et des relations commerciales d'exploitation maintenues avec de nombreux pays du tiers monde. Mais une telle richesse est aussi le produit de presque une décennie de restructuration industrielle aux dépens des travailleurs.

Cette situation est le résultat du manque de politique anticapitaliste non seulement des syndicats, transformés en appareils inaccessibles pour les travailleurs, avec la suppression de tout mécanisme de contrôle démocratique, d'assemblées, d'élections, et la mise en place de délégués par les directions, mais aussi de l'ex-Parti Communiste Italien. On sait déjà comment l'ex-PCI s'est transformé en Parti Démocratique de la Gauche (PDS), et comment la sortie d'une minorité qui n'a pas accepté une telle métamorphose a créé le Parti de la Refondation Communiste (PDR), revendiquant les meilleures traditions populaires et de lutte du PCI. Une telle crise a été le résultat d'un côté du manque de réponses au dynamisme apparent du capitalisme des années 80, mais de l'autre des événements survenus dans les soi-disant pays socialistes de l'Est, et surtout de l'URSS.

Les communistes italiens n'étaient pas préparés ni pour une chose ni pour

l'autre, et malgré l'énorme force électorale, le poids dans l'administration publique, la grande influence culturelle, syndicale et politique de leur mouvement, ils sont restés soumis aux alliances du pouvoir, à l'éternel désir de parvenir au gouvernement sans changer profondément les règles du jeu. Ces règles du jeu incluaient l'ingérence permanente de l'impérialisme à travers l'OTAN dans la politique italienne, en alliance avec une partie de la Démocratie Chrétienne, des socialistes et d'autres partis bourgeois de moindre importance. A chaque période d'avance du PCI correspondait une vague de terrorisme et de conspirations, afin de destabiliser la situation et d'intimider la direction communiste. Celle-ci n'avait ni la préparation ni l'audace pour donner une réponse à une telle situation, qui aurait naturellement déchaîné d'énormes forces de gauche dans toute l'Europe.

Ochetto, second secrétaire du parti depuis la mort de Berlinguer, avec le nouveau groupe dirigeant, a trouvé la formule magique pour "débloquer" la situation politique italienne : en profitant de la crise d'identité du monde communiste, avec la chute du mur de Berlin, les événements de Tien-an-Men et les autres événements "inoubliables" de 1989, il a proposé un changement, ne plus être le parti communiste mais le parti démocratique de la gauche. Il espérait avec cela récupérer ce qu'il appelait "la gauche submergée", qui n'était pas dans le parti parce qu'elle

Refondation Communiste, par contre, a recueilli initialement à partir du

suite page 7

Les élections en Angleterre représentent un profond coup social et politique pour le système capitaliste.

En effet, les principaux partis - Conservateurs, Travaillistes et Libéraux - ont été battus sous l'une ou l'autre forme. Il est vrai que les Conservateurs ont la majorité absolue au Parlement, alors qu'ils s'attendaient à une défaite plus importante, mais ils ont perdu 40 sièges. Cela exprime l'échec du thatchérisme. De plus, ils sont confrontés à une situation économique, sociale et politique très détériorée par rapport aux années 80.

Pour la direction Travailliste, le résultat fut un désastre. Ils ont gagné des sièges sur les Conservateurs, mais c'est la quatrième fois qu'ils perdent les élections. Kinnoek a été obligé de démissionner de son poste. C'est un échec de la politique conciliatrice des Travaillistes, de leur tentative de passer pour un parti complètement bourgeois et sans la moindre concession à la gauche. Dans le Manifeste du Parti Travailliste, plus aucune mention n'est faite au socialisme. Il faut se rappeler que, pendant toute la période de Thatcher, cette direction a seulement critiqué sa politique au Parlement, elle n'a rien organisé contre le capitalisme, absolument rien.

Quand les mineurs ont mené une lutte fondamentale pour défendre leur vie contre la politique de liquidation des charbonnages et la répression policière brutale de la part du capitalisme, les dirigeants travaillistes et syndicaux ont pour la plupart collaboré avec Thatcher.

Pendant toute la période antérieure aux élections, les Travaillistes ont été bien plus préoccupés d'expulser les tendances de gauche de leur Parti que d'attaquer le capitalisme. Dans le processus électoral, ils espéraient gagner sur la base de l'échec du thatchérisme, mais sans stimuler un débat anti-capitaliste. Les votes pour le LP se sont élevés à 11,5 millions, moins qu'en 1979. Il est clair qu'une résistance à la direction Travailliste se manifeste dans les secteurs petits-bourgeois et ouvriers normalement attirés par un programme anti-capitaliste et qui se sont abstenus. Le débat lancé par les Travaillistes sur la nécessité de payer plus d'impôts pour payer des réformes sociales n'a pas gagné la confiance de ces secteurs. La direction LP n'a fait aucune proposition dans le sens de réduire les dépenses d'armement au profit d'une amélioration des services sociaux.

Les Libéraux ont défendu le concept de l'économie de marché. Ils ont aussi posé la nécessité de la représentation proportionnelle. Mais cette question ne propose aucune solution aux problèmes fondamentaux de la société. C'est un système un peu plus démocratique que celui existant actuellement en Angleterre, mais il ne signifie aucun progrès social, comme on peut le voir en Allemagne ou en Italie. Les Libéraux forment un parti bourgeois et ils cherchent une alliance avec la droite Travailliste pour gagner les élections contre les Conservateurs, tout en soutenant une politique capitaliste. Ils ont gagné 20 sièges. Mais la situation est stagnante pour eux. Le vieux Parti Social-Démocrate, issu d'une scission du LP, a disparu. Il n'est pas possible de développer un nouveau parti, en alliance avec les Libéraux, pour une "troisième voie" entre les Conservateurs et les Travaillistes.

Maintenant, un débat doit s'ouvrir dans le Parti Travailliste pour savoir "où aller?". Les syndicats de droite ont espéré imposer un dirigeant droitier, Smith, à la direction du Parti. Cela n'a pas réussi. Mais la vie politique du LP a été très contrôlée. Maintenant, la défaite Kinnoek va ouvrir la porte à des discussions et cela va permettre à la gauche d'intervenir plus. La gauche est divisée en deux ailes. La conclusion la plus importante pour la prochaine période est de développer une discussion beaucoup plus profonde sur ce qui se passe dans le monde, sur la crise du capitalisme et les crises au sein du mouvement ouvrier international, pour ne pas s'en tenir au "bunker" de l'électoratisme du Parti Travailliste. Il faut développer un courant anti-capitaliste conséquent et ne pas craindre d'incorporer le marxisme comme méthode de discussion. Il est important également de voir que, dans toute l'Europe, les élections expriment la crise totale du système capitaliste, ainsi que l'absence de programme des partis ouvriers pour affronter cette crise. La marche internationale du capitalisme vers la guerre va aggraver toutes les conditions internes en Angleterre et provoquer de nouvelles crises que ni le gouvernement, ni l'actuelle direction du Parti Travailliste ne sont capables de résoudre.

MANIFESTE DU PREMIER MAI 1992

suite de la page 3

brutal de la "Communauté des Bandits". Le capitalisme spéculait que des millions de gens allaient souffrir de la famine cet hiver, mais la structure de l'Etat ouvrier, avec les collectifs de travailleurs, les industries étatisées ont garanti la production et la distribution des produits de première nécessité.

Il en est de même pour Cuba: un pays capitaliste, qui aurait à subir les mêmes conditions, se serait transformé en dictature avec la domination d'une poignée de riches sur une majorité de misérables. Mais à Cuba, le peu qui existe est partagé, les enfants et les vieux ont la garantie de la nourriture, de la santé, de l'éducation. Cuba continue à être un exemple pour le continent latino-américain où la malnutrition et le choléra se développent. L'impérialisme va échouer quand il espère séparer les masses cubaines de leur Etat ouvrier, de leur direction communiste. Les masses critiquent les erreurs de leurs dirigeants, comme vient de le faire la Jeunesse communiste, réclamant une plus grande participation démocratique à la direction du pays, et en désapprouvant les concessions au système capitaliste, les entreprises mixtes dans le tourisme et l'industrie pétrolière. Mais elles font ces critiques, comme nous les faisons nous-mêmes, car la direction cubaine n'a pas compris et n'est pas intervenue dans la crise des directions politiques de l'URSS et des autres Etats ouvriers; mais les masses s'entendent avec leur direction pour défendre la révolution cubaine. Nous appelons l'avant-garde mondiale à appuyer la révolution cubaine et à manifester toute leur solidarité avec l'Etat ouvrier cubain lors de la prochaine visite de Fidel Castro en Europe.

La lutte des masses du monde s'exprime aussi en Afrique du Sud, dans la liquidation partielle de l'apartheid, ce référendum montre que le front de libération nationale exerce une grande influence sur la population blanche, bien qu'il reste encore beaucoup à faire.

En Belgique, tout au long de l'année, la population, les travailleurs, les jeunes ne sont pas restés tranquilles. Après le résultat des élections du 24 Novembre et la montée des partis d'extrême droite, et aujourd'hui avec la formation du nouveau gouvernement qui attaque les pensions des travailleurs des Services publics, et

pousse à leur privatisation, les réactions ne se sont pas fait attendre. Après les grèves de l'enseignement, des actions dans les hôpitaux, et tous les multiples actions qui se sont passées dans tout le pays, l'occupation de l'usine Boël, les grèves à Caterpillar, la grande manifestation du 22 Mars contre les exclusions sociales et le racisme a rassemblé 150.000 personnes dont 80% de flamands et de jeunes. Malgré les grands discours des ministres et la campagne faite pour la démocratie dans les médias et à la Télévision, le gouvernement vient de prendre des mesures qui accentue les exclusions sociales, la marginalisation. Dans la manifestation, participaient des délégations de tout horizon social et politique, des délégations syndicales d'entreprise, des groupes de militants FGTB, CSC et aussi des partis politiques. Dans les banderoles, une délégation d'entreprise a inscrit: "Contre le racisme, contre l'intolérance. 35 heures pour tous". Voilà une revendication très importante qui peut être reprise et mise en application partout et en particulier dans les Services Publics, qui est aussi un moyen de lutter contre le chômage. A partir de cette manifestation, et de la volonté de combat et de résistance que la population et les travailleurs ont manifesté, il est indispensable de proposer un programme de transformations sociales du pays. S'il est essentiel de défendre tous les acquis sociaux que le gouvernement veut mettre en cause aujourd'hui, il ne faut pas rester seulement sur la défensive comme le font les Syndicats, mais proposer un programme d'unification de tous les travailleurs de ce pays, du nord et du sud, du public et du privé, pour lutter contre chômage et les exclusions sociales: 35 heures pour tous, tout de suite! Nationalisations de tous les secteurs clefs de l'économie, pour la défense inconditionnelle des Services publics! Ce Premier Mai est un moment important pour la classe ouvrière, pour organiser de nouvelles luttes, pour approfondir la discussion et l'expérience de la construction des Etats ouvriers et du socialisme.

Bureau International
de la IV^e Internationale posadiste.

ESPAGNE:

Le Parti Communiste est un instrument nécessaire pour transformer la société

Le récent congrès du Parti Communiste Espagnol a posé la discussion et l'affrontement avec la Gauche Unie à propos de la fonction qu'il joue. Si la polémique n'a pu être totalement résolue, elle a montré qu'une grande majorité des délégués a appuyé la thèse de la direction sur le maintien du fonctionnement du parti, celui-ci devant être l'axe du front électoral.

Nous croyons nécessaire d'analyser en profondeur cette discussion parce qu'elle comprend des éléments qui résultent d'une éducation antérieure des partis communistes, qui s'expriment aujourd'hui ouvertement dans la crise des Etats ouvriers et spécialement de l'URSS.

Les problèmes que vit le PCE sont les mêmes que ceux du mouvement communiste mondial. Ils proviennent de l'époque du stalinisme et se sont aggravés avec la décomposition des directions des soi-disant pays socialistes. Ce processus a amplifié les doutes et les hésitations chez des dirigeants qui ont été éduqués dans la politique de conciliation avec le capitalisme, l'électoratisme et l'absence de confiance dans les masses et dans leurs instruments pour transformer la société.

C'est pour cela qu'en ce moment il est très important, pour intervenir dans cette polémique, de s'appuyer sur les expériences les plus élevées du mouvement révolutionnaire, dont l'élément fondamental est la Révolution Russe, qui a démontré que pour éliminer le capitalisme, pour détruire ses institutions et impulser les organismes des masses, le parti est nécessaire en tant qu'instrument qui concentre la volonté de l'avant-garde et de l'ensemble de la population exploitée.

Lénine et Trotsky ont éduqué la direction du Parti Bolchevique et du mouvement communiste de l'époque dans cette conception, dans la défense des principes du marxisme et la nécessité de lutter pour la construction du socialisme, afin de résoudre les problèmes de l'humanité. L'objectif anticapitaliste des partis communistes est une conséquence de leur fonction en tant qu'instrument de progrès et du besoin d'éliminer le système de propriété privée qui est la cause fondamentale et l'origine de la corruption, de la faim, de la misère, de l'exploitation que vivent les masses.

Le stalinisme n'a pas été une continuation du léninisme mais sa négation. Après la mort de Lénine, Staline a représenté un secteur, au sein de la direction de l'Union Soviétique, qui avait totalement perdu confiance dans les objectifs communistes de l'Etat ouvrier, et qui par conséquent a soutenu la politique de conciliation avec le capitalisme et "le socialisme en un seul pays". Mais pour mener cette politique de l'avant, il avait besoin de rompre le fonctionnement des partis communistes, de liquider l'avant-garde et les directions construites à l'époque de Lénine, de détruire les soviets et le fon-

ctionnement syndical, et en dernière instance, d'éliminer les principes et la pensée marxiste du mouvement révolutionnaire mondial.

C'est la fonction criminelle du stalinisme qui a empêché la continuité de l'expérience que les masses avaient faite dans la Révolution Russe, et qui a eu pour conséquence le processus de recul des Etats ouvriers et la faiblesse des directions des partis communistes.

La direction de la Gauche Unie, au sein de laquelle se trouvent Sartorius, Palero et d'autres dirigeants du PCE, se compose de secteurs qui cherchent à concilier avec le capitalisme, qui défendent la politique de la social-démocratie et qui ont perdu confiance dans le progrès de l'histoire vers le socialisme. D'autre part, un instrument tel que le Parti Communiste Espagnol, qui concentre un secteur important de l'avant-garde ouvrière et qui, avec les syndicats, est un centre de lutte contre la politique néo-libérale du gouvernement de Gonzales, ne les intéresse déjà plus.

Ces dirigeants, tout comme Castellanos et Puerta qui viennent du mouvement socialiste, ont profité de la faiblesse du parti communiste dans la dernière étape pour faire du carriérisme et défendre leurs positions dans l'appareil sans aucun appui ni représentativité.

La base du PCE défendant son instrument, on ne peut donc parler de dissolution ni accepter aucune pression de ces gens-là en ce sens, mais il est par contre nécessaire d'ouvrir un large débat interne sur la nécessité de donner une cohésion au parti et à sa direction, sur la base d'une politique et d'un programme de transformations sociales et de front unique. On ne peut soutenir ceux qui parmi la direction posent la disparition du parti. Le congrès du PCE aurait dû prendre la décision d'éliminer du Comité Central ces dirigeants qui n'acceptent pas les résolutions approuvées collectivement.

Le progrès du parti est uni au fonctionnement basé sur la discussion politique de tous les problèmes, des expériences mondiales de la révolution et du programme pour l'Espagne. Il est nécessaire de reprendre le fonctionnement des cellules dans chaque entreprise, dans les quartiers, les universités, les collèges. Le problème fondamental n'est pas de dénoncer la corruption économique, qui est inhérente au système de propriété privée, mais de rejeter la décomposition politique des directions socialistes et de proposer une alternative au capitalisme.

La désintégration transitoire de l'Union Soviétique et de la Yougoslavie, ainsi que la crise des autres Etats ouvriers, obligent à faire un bilan et à tirer des conclusions par rapport au régime de la propriété étatisée. Mais dans ce bilan, il faut différencier d'un côté ce qu'ont été les progrès de l'Etat ouvrier au niveau culturel, scientifique, technique et social, et de l'autre la corruption et la désagrégation

des directions bureaucratiques qui ont détruit les voies et les instruments permettant aux masses d'intervenir.

Comme le pose J. Posadas : "La Révolution Russe a donné l'exemple et a éduqué en montrant que pour développer l'économie il faut développer la culture et

l'intérêt pour la vie des gens afin qu'ils aient confiance et se sentent participer à la société".

Nous pensons qu'il est nécessaire d'ouvrir un large débat dans le PCE et dans tout le mouvement communiste pour tirer les conclusions de cette étape très riche qu'a vécue le mouvement révolutionnaire, et de là en extraire le programme qu'il faut appliquer pour développer le pays. Mais ce développement doit se faire en tenant compte des besoins de la population : écoles, hôpitaux, routes, travail, logements et culture. La propriété privée a démontré qu'elle est incapable de résoudre ces problèmes et l'économie de marché est en train d'approfondir de jour en jour les inégalités et de faire reculer les conditions de vie des masses.

ITALIE:

suite de la page 5

L'aggravation de la crise du capitalisme et la situation de la gauche

Quel parti va représenter la gauche en Italie dans la prochaine période ? La réponse est difficile. Dans les dernières élections, le PDS a obtenu 17% des voix, alors que les prévisions en comptaient aux alentours de 20%. Refondation a eu 7% des voix, soit 1% de plus que ce qui était prévu. Ces élections ont été un test pour vérifier les propres forces de chacun et sa représentation sociale, mais la crise du capitalisme ne va permettre aucune possibilité d'expérimentations de longue durée. On prévoit une grande crise sociale, l'augmentation - comme une partie de la stratégie globale de l'impérialisme - des manifestations xénophobes et fascistes, l'accroissement du chômage, la poursuite de la liquidation des conquêtes sociales, l'élargissement de la corruption, et la participation probable de l'Italie dans des aventures guerrières incitées par l'impérialisme.

Refondation a fait son premier congrès national en Décembre 91 avec de grandes difficultés pour établir une identité entre le représentant de l'orthodoxie marxiste, le gardien des symboles et de la liturgie communiste, et le représentant d'une "nouvelle force communiste" capable d'interpréter les événements tragiques de l'Est sans renier ni les principes ni les traditions. La première voie fut certainement coupée par les événements d'août 91 en URSS qui ont eu un effet immédiat et ont donné naissance à une période de discussions qui aujourd'hui n'est pas terminée. Les dirigeants les plus "orthodoxes", comme Armando Cossutta, ont eu des positions plus flexibles, ouvrant une réflexion commune avec des stalinistes, des trotskystes, des anarchistes, sur l'avenir du socialisme. Ils ont défendu un fonctionnement du parti plus flexible afin d'éviter la répétition de la bureaucratization et du carriérisme de l'ancien PCI.

La gauche communiste peut jouer un rôle très important dans cette situation. Mais la condition est de récupérer l'autorité sur le mouvement ouvrier et la jeunesse qui proteste de mille manières contre la bureaucratization des syndicats, la mafia, la guerre, qui cherche à s'organiser et ne donne aucun signe de capitulation. Si la crise dans les pays de l'Est a porté un coup aux références pour la construction d'une nouvelle société, elle n'a pas résolu les contradictions brutales du capitalisme et la volonté des gens de lutter contre elles. Il reste à l'avant-garde communiste de donner une perspective programmatique et anticapitaliste à un tel processus de luttes.

Avril 1992.

Bilan des élections cantonales et régionales du

22 Mars 1992

.....suite de la page 8

Le pays peut déboucher sur une situation de conflits intenses dont l'issue peut être catastrophique pour la gauche dans son ensemble.

Nous vivons aujourd'hui une étape de transition d'où ressort la nécessité d'une recomposition politique à gauche, dont les formes vont se définir dans les luttes à venir. Face à la crise exprimée par les partis de la gauche traditionnelle et les syndicats, la population déplace ces centres d'intervention vers les mouvements antiracistes, antifascistes, défendant des secteurs particuliers sur des thèmes précis, comme par exemple l'égalité des droits,

tout en continuant à lutter contre les licenciements, les fermetures d'usines et d'entreprises, ou les reculs portés aux acquis sociaux. C'est ainsi que la manifestation du 1er Mai 92 fait l'objet d'un appel unitaire d'un grand nombre d'organisations de gauche, d'associations d'immigrés, dans la lignée de la mobilisation du 25 Janvier à Paris, repris uniquement au niveau syndical par la CGT. Ce sont de telles expériences de fronts uniques que nous devons développer dans l'ensemble du pays, en incorporant tous les secteurs progressistes qui veulent lutter pour la transformation de la société.

20 Avril 1992.

FRANCE:

suite page 7

Bilan des élections cantonales et régionales du 22 Mars 1992

Le 22 Mars ont eu lieu en France les élections régionales, vote à la proportionnelle à un tour ayant lieu tous les six ans, pour élire les représentants des Conseils Régionaux qui élisent ensuite leur président, ainsi que le premier tour des élections cantonales, vote majoritaire à deux tours ayant lieu tous les quatre ans, pour élire les représentants des Conseils Généraux, organes exécutifs des départements, le second tour ayant lieu le 29 Mars.

Le résultat des élections régionales suscitent un certain nombre de réflexions. La participation a été relativement élevée, les abstentions ne représentant que 31,3% de l'ensemble de l'électorat, alors que les prévisions faisaient mention d'une abstention importante, comparativement aux élections antérieures. Par contre, si on compare ce pourcentage à celui des précédentes élections régionales de 1986, le taux d'abstention est supérieur d'un peu plus de 9%. La forte participation des électeurs est surtout le résultat du caractère particulier de la campagne électorale dont l'enjeu, pour la grande majorité des partis politiques, ainsi que des associations de défense des immigrés, contre le racisme ou contre l'extrême droite, était d'empêcher la progression du Front National. Cette campagne a culminé à Paris avec la grande manifestation unitaire du 25 Janvier, où toutes ces organisations étaient présentes pour exiger l'égalité des droits pour tous et condamner la politique économique et sociale du gouvernement socialiste.

Dans ces élections, le Parti Socialiste (PS) a obtenu la défaite la plus importante depuis sa création, avec un score de 18,3%, en perdant 11,7% de ses voix par rapport aux régionales de 1986, soit 198 sièges sur l'ensemble du pays. Le Parti Communiste (PC) s'est plus ou moins maintenu avec 8% des voix et n'enregistre qu'une perte de 2%. Quant aux partis les plus importants de la droite traditionnelle, le Rassemblement Pour la République (RPR) et l'Union pour la Démocratie Française (UDF), regroupés au sein d'une nouvelle formation l'Union Pour la France (UPF), ils n'ont obtenu que 33% des voix, soit une perte aux alentours de 8%. Les grands vainqueurs de ces élections sont d'une part le Front National (FN) qui, avec un score de 13,9%, a augmenté ses voix de plus de 4%, et d'autre part les partis écologistes, Génération Ecologie (nouveau parti issu de secteurs socialistes) qui a totalisé 7,1% des voix, et les Verts qui avec un score de 6,8% ont augmenté leurs voix de plus de 5%.

Ce qui ressort de ces résultats, c'est que l'ensemble de l'électorat a cherché à sanctionner la politique menée par le PS au gouvernement depuis 1981, et en général l'ensemble des partis traditionnels, car ce recul de l'électorat de gauche n'a pas favorisé les partis de droite. Il a montré en même temps son rejet de la politique telle que la conçoivent ces partis, à travers les magouilles, la corruption, les scandales, les intérêts particuliers, en votant pour des formations politiques n'ayant pas encore fait leurs preuves dans les institutions. C'est ainsi qu'une situation nouvelle s'est

créée dans laquelle l'extrême-droite, à travers le FN, a généralisé son implantation dans l'ensemble des Conseils Régionaux, en passant de 137 à 239 sièges. C'est la progression la plus forte de ces élections. Dans certaines régions, telles que l'Île de France (Paris et sa banlieue), le FN a gagné 37 sièges et devient la seconde force politique détenue jusqu'alors par le PS. En Provence Côte d'Azur, il en a gagné 34, et pour la région Rhône-Alpes (Lyon) 29. Il est suivi de près par les écologistes qui eux aussi font une percée fulgurante au sein des Conseil Régionaux.

En ce qui concerne les élections cantonales, les résultats ne peuvent être analysés de la même façon, puisqu'il ne s'agit plus ici d'un vote à la proportionnelle, même si la composition politique du premier tour est sensiblement identique et comprend les mêmes particularités que dans les élections régionales. Au deuxième tour, dans de nombreux départements, l'électorat devait faire un choix entre les partis de gauche et les partis de droite, avec bien souvent une troisième force politique : l'extrême droite ou les écologistes. Dans ce genre d'élections, qui se situent au niveau local, entrent en jeu deux phénomènes, d'une part les relations plus étroites de la population par rapport au fonctionnement de sa commune ou de son quartier et la mobilisation qui en découle, d'autre part les reports de voix des autres formations politiques sur les candidats situés en meilleure position.

Dans ces élections cantonales, l'abstention au second tour a été plus importante qu'au premier puisqu'elle est passée de 31% à 38% le 29 mars, ce qui signifie qu'une partie de l'électorat n'a pas voulu faire un choix entre deux candidats des partis traditionnels. C'est le PS qui est également le grand perdant de ces élections. Il a dû céder la place à la droite dans cinq départements où il était majoritaire aux Conseils Généraux, comme par exemple le Nord, bastion socialiste depuis de nombreuses années, et a enregistré une perte de 82 sièges. Les partis traditionnels de droite ont obtenu les meilleurs scores sur l'ensemble de la France et ont gagné un grand nombre de sièges, surtout dans les secteurs où l'affrontement se faisait face à un candidat socialiste et à un candidat du Front National. Les écologistes, quant à eux n'ont eu la force suffisante pour se maintenir au deuxième tour que dans un petit nombre de départements. Par contre, là où le Front National était présent au deuxième tour, en règle générale l'électorat s'est mobilisé contre lui. Le FN avait mené campagne pour une représentation de 20% des voix dans ces élections et il n'a eu qu'un peu plus de 6%, n'arrivant à obtenir qu'un seul siège à Nice. Il n'a pu compter sur aucun report de voix des partis de droite. Cependant, dans les départements de gauche à majorité communiste, comme en Seine Saint Denis et dans le Val de Marne (ce qui reste de la ceinture rouge de Paris), pour la première fois le PC s'est trouvé face à des candidats du FN. L'extrême-droite n'a pu passer car dans

ces secteurs les reports de voix à gauche se sont dans l'ensemble bien réalisés, contrairement à d'autres départements où les reports entre le PC et le PS n'ont pas eu lieu, mais elle a quand même accru son nombre de voix.

La conclusion politique la plus importante de ces deux élections est le rejet massif de la politique menée par le gouvernement, à travers le refus de vote au Parti Socialiste. Face à l'aggravation de la crise, face à leur soumission aux lois du système capitaliste, face à leurs magouilles et à la corruption, à leur refus de s'allier à gauche, l'électorat de gauche a montré à travers ce vote son immense déception et son désir d'un changement politique profond. C'est aussi le sens du vote enregistré en faveur des écologistes qui a exprimé, dans sa grande majorité, non un accord sur un programme économique et social qui reste très limité, mais plutôt un rejet d'une certaine forme de politique.

Ce rejet de l'électorat socialiste démontre également les limites de la politique social-démocrate, de gestion de la crise du système capitaliste, l'impossibilité d'avancer dans une troisième voie conciliant et ce système et des mesures de transformations économiques et sociales. Où l'on mène une politique révolutionnaire anti-capitaliste, ou bien on se soumet aux exigences du capitalisme. Les onze années de gouvernement socialiste qui viennent de s'écouler ont signifié pour les travailleurs et une grande partie de la population une aggravation importante des conditions de vie. Le bilan politique et social du gouvernement socialiste représente un solde négatif : la politique d'austérité avec le gel des salaires, l'abaissement de 70 à 40% des taux de remboursement portant sur 1200 médicaments courants, la libération des prix des produits industriels, la désindexation des salaires sur les prix, l'acroissement des inégalités sociales, la défense des privatisations, etc... Où donc est passé le programme socialiste pour lequel la population a voté en Mai 1981 ?

Cette politique de régression et de capitulation devant le système capitaliste s'est accentuée au cours de l'année précédente avec le gouvernement d'Edith Cresson, comptant 240.000 chômeurs de plus à la place des créations d'emplois qu'elle avait prévues, arrivant à dépasser les 3 millions de chômeurs, le démantèlement de l'industrie automobile, la modification du code du travail pour permettre le travail de nuit des femmes, la remise en cause du salaire minimum. Durant cette période, on a assisté à d'innombrables conflits qui ont donné lieu à de grandes mobilisations : les infirmières et les professions de santé, la justice, les dockers, les fonctionnaires, les étudiants, les agriculteurs, etc...

Aujourd'hui, les conclusions que tire le PS vont à l'inverse de ce qu'ont exprimé les électeurs : on remplace le premier ministre Edith Cresson par Pierre Bérégovoy, et on change le gouvernement... Mais pour mener quelle politique ? Sûrement pas une politique de transformations sociales ! Bérégovoy représente le

secteur du PS le plus lié aux milieux financiers et industriels. D'autre part, toute la campagne menée par le PS a porté sur la nécessité d'éliminer Le Pen et le Front National, sans aucune référence à un quelconque programme, alors que le PS est avant tout le responsable de l'avancée du FN. C'est Bérégovoy lui-même qui disait il y a quelques années, au nom du Parti Socialiste : "On a tout intérêt à pousser le Front National, il rend la droite inéligible. Plus il sera fort, plus on sera imbattable. C'est la chance historique des socialistes..." Cette analyse s'est révélée complètement erronée, car s'il est vrai que jusqu'à maintenant le FN a représenté un centre de pression pour la droite traditionnelle et un frein à son élargissement, ce que le PS n'avait pas prévu et ce qu'il n'est toujours pas prêt à accepter, c'est la démobilisation de son propre électorat et de l'ensemble de l'électorat de gauche.

Au lieu d'essayer de rectifier sa politique, le PS avance d'un pas de plus dans une politique capitaliste. Devant la Conférence sur l'exclusion sociale dans le cadre de la Communauté Européenne, Jacques Delors atteste de l'entière capitulation du PS en déclarant : "Il nous faut accepter l'idée que nous allons vivre dans un monde cruel..." ! Plus le processus d'affrontements avec la classe ouvrière ou les travailleurs se développe, et plus le gouvernement glisse vers une politique de répression accrue. C'est une telle politique qui permet au Front National d'accroître son électorat de façon importante, comme on vient de le constater pour les élections régionales.

Le danger le plus grand de la progression du Front National ne vient pas d'un électorat attiré, qui serait convaincu par les thèses économiques et sociales de l'extrême-droite, car c'est l'aspect le moins connu des propositions de son programme de gouvernement, mais du vide politique laissé par les partis de gauche, et surtout par le PS, celui-ci ouvrant les portes du gouvernement à des secteurs représentant les milieux des affaires et de la finance, et de la perte de confiance que celui-ci entraîne. Le FN utilise avec intelligence et démagogie les lacunes, les failles et les contradictions dont les partis de gauche sont responsables. En l'absence d'une alternative politique nouvelle à gauche et de clarté dans les positions politiques, dans un contexte de crise économique aiguë, l'extrême droite a devant elle tout un terrain sur lequel elle peut semer ses idées racistes et xénophobes et étendre son implantation, exerçant une pression accrue sur les partis de droite. Si dans ces élections, la droite a refusé de s'allier au FN ou de reporter ses voix sur ses candidats, - ce que ceux-ci lui ont bien rendu entre autres choses dans les élections des Présidents des Conseils Régionaux ou dans le non-report des voix du second tour des cantonales, leur faisant perdre des opportunités électorales dans certaines villes -, les débats sur les alliances politiques vont se reposer à bref délai dans le cadre des prochaines élections législatives de 1993. Préoccupée par son échec, la droite demande déjà des élections anticipées, car elle n'est pas certaine de maintenir son propre électorat.

Pour récupérer ses voix et résoudre les problèmes posés par la crise économique, le PS ne peut mener qu'une politique de rupture avec le système capitaliste, sur la base d'un front avec l'ensemble des forces de gauche. En l'absence d'une telle politique, la crise sociale que